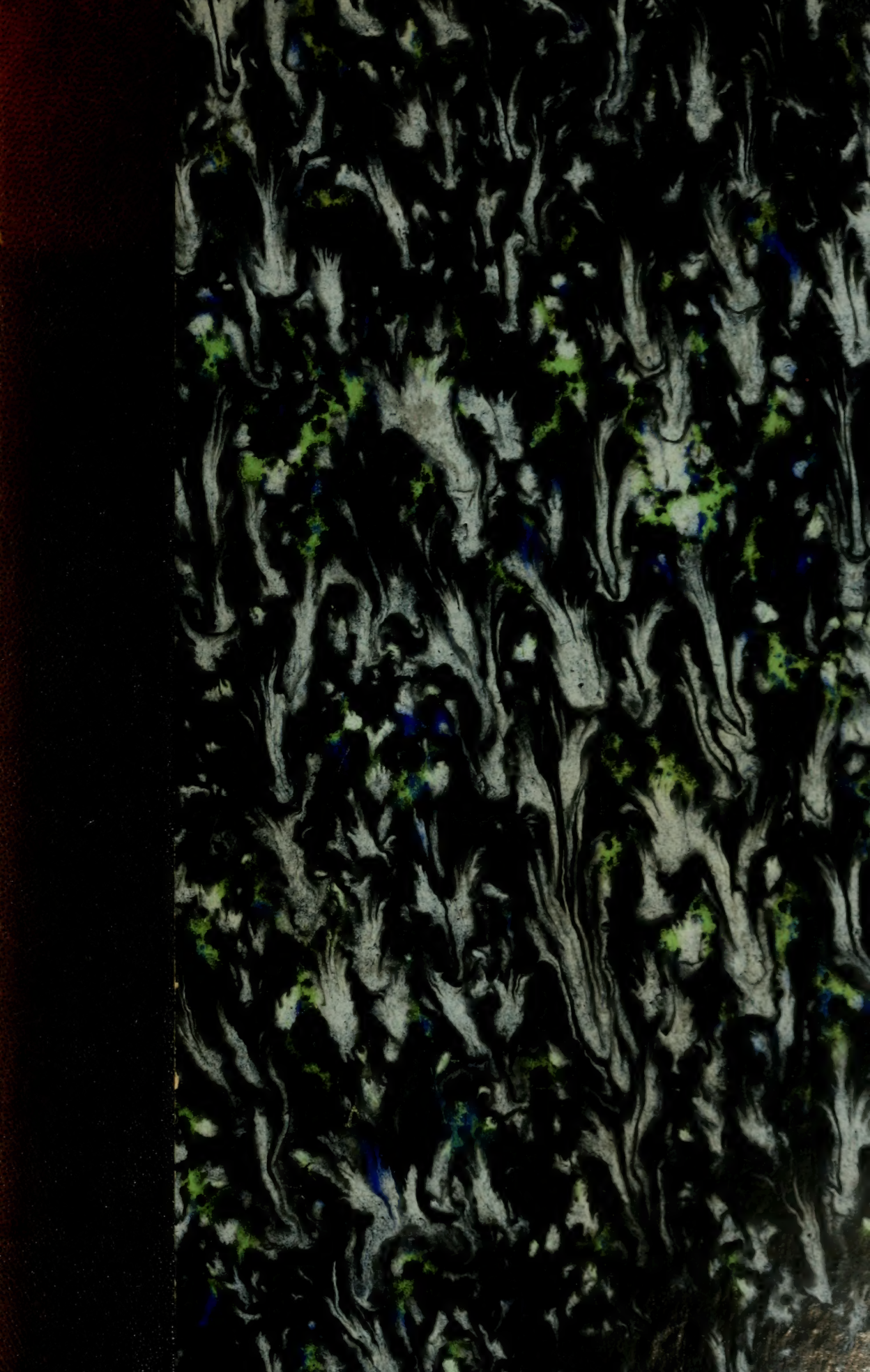

# LES PAPIERS
# DES COMITÉS MILITAIRES
## (1789-An IV)

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Publications

# LES PAPIERS DES COMITÉS MILITAIRES

## DE LA CONSTITUANTE DE LA LÉGISLATIVE ET DE LA CONVENTION

## (1789-An IV)

PAR

PIERRE CARON

149967
8/5/19

PARIS, AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
3, RUE DE FÜRSTENBERG, 3
ET A LA LIBRAIRIE ÉDOUARD CORNÉLY ET Cie
101, RUE DE VAUGIRARD, 101

1912

DC
141
C3

# PRÉFACE

Les documents dont on trouvera ci-après l'inventaire proviennent des Comités militaires de la Constituante, de la Législative et de la Convention. Il convient de donner sur l'histoire de ces Comités quelques renseignements introductifs (1).

*
* *

Au cours de la séance du 13 août 1789, le vicomte de Noailles, député de la noblesse de Nemours à l'Assemblée constituante, demanda la parole pour faire une motion. Il représenta que la discipline militaire se relâchait, que les désertions devenaient fréquentes, et qu'elles pouvaient avoir, pour l'armée, des suites funestes. En conséquence, il proposait l'établissement d'un Comité qui serait chargé de préparer une nouvelle constitution de l'armée, d'examiner, de concert avec le Ministre de la Guerre, l'étendue et la force du corps militaire, de déterminer les sommes que la nation pouvait fournir pour son entretien, de faire en un mot tout ce qui serait utile pour préparer une prompte organisation de tout le corps de l'armée.

Cette proposition ne fut pas accueillie. Un mois après, elle fut reprise par le baron de Wimpffen, qui insista sur l'urgente nécessité de la création d'un Comité mili-

(1) Je reproduis ici, avec des remaniements, la majeure partie d'un article que j'ai publié sous le titre : *Les Comités militaires des Assemblées de la Révolution (1789-an VIII)*, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1904-1905, t. VI, p. 689-711. J'y renvoie pour l'indication des documents utilisés.

taire, mais ne réussit qu'à faire renvoyer aux bureaux le projet d'arrêté conforme qu'il avait rédigé. Le 29 septembre, Al. de Lameth revient à la charge ; la discussion est ajournée en raison de l'heure avancée. Le 1er octobre, un vif débat s'engage. Il porte sur ce point : l'existence d'un Comité militaire est-elle compatible avec le respect des prérogatives du pouvoir exécutif? Les uns (Cazalès, l'évêque de La Luzerne, le vicomte de Mirabeau) soutenaient que le pouvoir exécutif, ayant la haute main sur les forces militaires, devait être seul à en assurer l'intégrité, et que l'Assemblée ne pouvait songer à discuter ni les questions techniques d'organisation, ni les plans d'opérations. Les autres, Toulongeon, Boutteville-Dumetz, le comte Mathieu de Montmorency, Bureaux de Pusy, répondaient que, « l'armée étant composée de citoyens, l'Assemblée avait seule le droit de se prononcer sur son recrutement, son organisation et ses droits ».

Finalement la motion est votée. Il est décidé qu'un Comité de douze membres sera formé « pour se concerter avec le Ministre de la Guerre sur un plan de constitution militaire, et en faire son rapport à l'Assemblée ».

L'élection des membres du nouveau Comité eut lieu le lendemain, 2 octobre. Furent élus : Emmery, baron de Wimpffen, marquis de Rostaing, comte d'Egmont, Dubois de Crancé, marquis de Bouthillier, comte de Gomer, vicomte de Noailles, marquis de Panat, baron de Flachslanden, baron de Menou, comte de Mirabeau.

L'histoire du Comité militaire de la Constituante ne peut être faite dans le détail. Le procès-verbal des séances est en effet perdu, et nous devons nous contenter des renseignements sommaires que fournissent le procès-verbal de l'Assemblée elle-même et le *Journal des*

*Débats*. Ils nous apprennent que, le 13 octobre, l'élection du bureau du Comité fut notifiée à l'Assemblée, le vicomte de Panat étant président, le marquis de Rostaing vice-président, Dubois de Crancé et Emmery secrétaires; que, le 15 et le 16 décembre, deux nouveaux membres, le marquis d'Ambly et Bureaux de Pusy, furent adjoints au Comité, le premier sur sa demande, le second d'enthousiasme, à la suite d'un discours très applaudi sur les milices; que, le 17 avril 1790, MM. de Bouthillier et d'Ambly donnèrent leur démission, et que MM. de Crillon et Alexandre de Lameth furent désignés pour les remplacer comme ayant obtenu, en octobre 1789, le plus grand nombre de voix après les douze élus; que, le 25 octobre 1790, l'Assemblée, constatant que des absences ou des démissions ralentissaient le travail du Comité, jugea nécessaire de lui adjoindre trois nouveaux membres, qui furent : le vicomte Alexandre de Beauharnais, le prince de Broglie, et Chabroud.

Le Comité a certainement eu un secrétariat (nous connaissons le nom de deux des commis, Blochet et Jacob, que conserva dans ses bureaux le Comité militaire de la Législative), mais nous ne savons pas quelle en était l'organisation. Nous ignorons également dans quel local le Comité a siégé à Versailles; à Paris, il s'installa, en octobre 1790, au premier étage de la maison des Feuillants. Il est probable qu'il s'imposa un règlement intérieur, et qu'il renouvela une ou plusieurs fois son bureau; mais nous n'avons, à cet égard, aucune indication.

Lorsque l'Assemblée législative se réunit, l'armée était en pleine crise de transformation, et la guerre menaçait; il importait de réorganiser, au plus tôt, l'ins-

titution militaire. Aussi la nouvelle Assemblée s'empressa-t-elle de décréter, le 14 octobre, sur la motion de Gorsas, qu'elle aurait un « Comité des lois et règlements militaires » — on prit bien vite l'habitude de dire, plus brièvement, le « Comité militaire », — et, le lendemain, que ce Comité serait composé de vingt-quatre membres, élus pour trois mois et renouvelables par moitié; lors du premier renouvellement, le sort désignerait les douze sortants. L'élection eut lieu le 25 octobre; furent élus : Lacombe Saint-Michel, Gouvion, Delacroix, Carnot, Du Petit Bois, Delmas, Louvet, Pérignon, Beaupui, Albitte, Lolivier, Ritter, Jouneau, Choudieu, Blanchard, Gasparin, Bezançon-Perrier, Lacuée, Calvet, Coustard, Crublier d'Obterre, Dubois de Bellegarde, Dumas, Soubrany. Il y eut en outre neuf suppléants, à savoir : Levavasseur, Le Tourneur (de la Manche), Grangeneuve, Descrots d'Estrées, Viennet, Brunck, Merlet, Dubuisson, Gréau.

Le renouvellement des membres n'eut pas lieu avec la régularité prescrite par le décret du 15 octobre. Sans doute, le 11 janvier 1792, on tira au sort les noms des douze membres qui devaient être remplacés; furent désignés : Delacroix, Coustard, Lolivier, Delmas, Gasparin, Gouvion, Blanchard, Bezançon-Perrier, Louvet, Soubrany, Lacombe Saint-Michel, Du Petit Bois; mais ces membres continuèrent à siéger, et, lorsque l'Assemblée se décida, au début de mars, à procéder au scrutin nécessaire, ils furent réélus, sauf Louvet, qui fut remplacé par Hébert (de l'Eure), et Soubrany, qui devint suppléant et fut remplacé par Hugot.

De même, à la fin de juillet, lorsque les douze membres non sortis lors du premier renouvellement parviennent à la fin de leur mandat, huit sont réélus : Pérignon, Beaupui, Jouneau, Choudieu, Lacuée, Cal-

vet, Crublier d'Obterre, Dumas ; quatre autres, Carnot, Albitte, Ritter, Dubois de Bellegarde, sont remplacés par Carnot-Feulin, Dubois du Bais, Girardin, Brunck. D'ailleurs, Carnot, Albitte et Ritter sont élus suppléants : or l'Assemblée décrète précisément, le 28 juillet, que « les suppléants seront adjoints aux membres du Comité militaire et composeront ensemble le Comité ». La composition du Comité militaire de la Législative n'a donc pas sensiblement varié.

Le bureau, formé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire, a été soumis à quatre reprises à la réélection. Il comprit d'abord, à la date du 26 octobre : Delacroix, président, Coustard, vice-président, Albitte et Choudieu, secrétaires ; on eut ensuite, le 2 décembre 1791 : Coustard, président, Lacuée, vice-président, Delmas, secrétaire ; le 27 mars 1792 : Lacuée, président, Blanchard, vice-président, Beaupui, secrétaire ; le 28 avril 1792 : Blanchard, président, Crublier d'Obterre, vice-président, Soubrany, secrétaire ; le 30 juillet 1792 : Crublier d'Obterre, président, Beaupui, vice-président, Lacombe Saint-Michel, secrétaire.

Le Comité a siégé, d'abord irrégulièrement, puis assez régulièrement, les mardis, jeudis, samedis, du 25 octobre 1791 au 28 août 1792 : cette séance de la fin d'août est du moins la dernière que mentionne le procès-verbal. Au total, 161 séances. Il se rassemblait, dans le même local que le Comité militaire de la Constituante, à six heures du soir, à moins que l'Assemblée ne se séparât par trop tard, auquel cas la séance était remise au lendemain. Le président pouvait décider des réunions extraordinaires.

Le secrétariat annexé au Comité a compris d'abord trois, puis quatre commis, appointés à 1.800 livres. Le sieur Blochet, déjà attaché au précédent Comité, était

investi, sur ses collègues, d'un droit de surveillance et de direction. Un règlement voté le 17 novembre 1791 avait défini la besogne de chacun.

Par un des premiers décrets qu'elle ait rendus, la Convention nationale décida, dans sa séance du soir du 21 septembre 1792, que les divers Comités et Commissions existants sous l'Assemblée législative seraient provisoirement conservés. Le 22, elle décréta que ces mêmes Comités, le Comité militaire compris, lui rendraient compte, dans la journée du 23, de l'état de leurs travaux. En même temps, elle confiait à son président le soin de désigner quatre commissaires chargés de préparer le tableau des Comités à établir.

Les commissaires avaient besoin de quelque délai pour établir leur liste. Or la guerre devait, suivant l'expression du *Procès-verbal*, être toujours à l'ordre du jour, et beaucoup des questions soulevées par la conduite des opérations appelaient une solution immédiate. Aussi, dès le 23 septembre, la réorganisation du Comité militaire est-elle l'objet d'une discussion spéciale, à la suite de laquelle la Convention décrète qu'il sera formé un Comité de la guerre de vingt-quatre membres, qui sera divisé en deux sections; l'une d'elles sera chargée de la partie des armes. Entre le 23 et le 26, le scrutin a lieu; le 26, les résultats en sont proclamés; le 27, deuxième lecture est donnée du décret du 26; il est confirmé, et un décret additionnel, voté le même jour, invite le nouveau Comité à se réunir le lendemain à neuf heures du matin, dans le local de l'ancien Comité militaire. Ses vingt-quatre membres étaient : Carnot, Lacombe Saint-Michel, Dubois de Crancé, Gasparin, Delacroix (d'Eure-et-Loir), Le Tourneur (de la Manche), Lecointre, Reubell, Trullard, Albitte, Aubry,

Coustard, Delmas, Sillery, Despinassy, Delcher, Châteauneuf-Randon, Soubrany, Poultier, Milhaud, Bentabole, Fabre d'Églantine, Gardien, Rivaud ; il y avait huit suppléants : Merlin (de Thionville), Hecquet, Gaudin, Laurent (du Bas-Rhin), Dumont (André), Louis, Merlin (de Douai), Simond.

Le Comité de la guerre tient effectivement sa première séance le 28 septembre 1792. Vingt membres sont présents ; après l'élection du bureau, il est procédé, conformément au décret du 23 septembre, à la division du Comité en deux sections, la première dite section des objets généraux de la guerre, la seconde, section de l'armement, habillement, équipement, vivres et subsistances militaires. Puis un secrétariat est organisé. Le personnel des bureaux du Comité militaire de la Législative est là, disponible, au courant de la besogne ; il fournit au nouveau Comité la plupart de ses commis-secrétaires.

A peine constitué, le Comité de la guerre se voit menacé de périr de consomption. Retenus à l'Assemblée ou envoyés en mission, ses membres désertent les séances. A la deuxième, le 29 septembre, dix membres seulement sont présents ; ce chiffre tombe à six le 13 octobre au matin, et ne remonte qu'à huit le soir. Heureusement, la Convention venait de voter définitivement la formation de la série de ses Comités, et se livrait à un travail d'organisation dans lequel le Comité de la guerre fut englobé, peut-être à raison des vides qui s'y étaient produits, peut-être aussi parce que le décret du 26 septembre n'avait eu que la valeur d'une mesure provisoire. Le 2 octobre, est confirmée l'institution d'un Comité de la guerre divisé en deux sections et comprenant vingt-quatre membres. Ces vingt-quatre membres sont désignés au scrutin de liste, probablement

le 16 octobre, et, le 19 octobre, le Comité reconstitué peut reprendre ses séances. Voici quelle était sa nouvelle composition : Dubois de Crancé, Gasparin, Lacombe Saint-Michel, Merlin (de Douai), Dubois de Bellegarde, Carnot, Choudieu, Delmas, Sillery, Le Tourneur (de la Manche), De Bry, Carra, Albitte, Delacroix (d'Eure-et-Loir), Fabre d'Églantine, Coustard, Lecointre, Goupilleau (de Fontenay), Duquesnoy, Lidon, Dubois du Bais, Châteauneuf-Randon, Gérente, Milhaud ; il faut y joindre douze membres suppléants : Boussion, Doulcet (de Pontécoulant), Sallengros, Peyssard, Ferry, Dumont (André), Saint-Just, Delahaye, Guffroy, Roger (1), Himbert, Fockedey.

Aux termes d'un décret rendu quelques jours plus tard, le 25 octobre, les Comités devaient être renouvelés par moitié dans un délai de deux mois à courir de la date de leur formation. Un autre décret détermina, le 22 décembre, le mécanisme de ce renouvellement : sous trois jours, les noms des membres sortants seraient tirés au sort ; une liste générale des candidats serait ensuite dressée, et les scrutins de renouvellement auraient lieu selon l'ordre adopté en octobre pour l'établissement des Comités. Le soir même, le Comité de la guerre, se conformant à ces prescriptions, désignait ses douze membres sortants. Mais leur remplacement, ordonné à nouveau le 1er janvier 1793, ne fut pas immédiatement effectué, et c'est seulement le 8 janvier que les résultats du scrutin, dont nous ignorons la date exacte, nous apparaissent comme acquis. Le Comité comprend alors : Le Tourneur (de la Manche), Milhaud, Du-

(1) Il est impossible de lire autre chose sur le registre. Pourtant il n'y a pas eu de conventionnel de ce nom. Il s'agit très probablement de Rouyer, commissaire à l'armée du Midi en août 1792, et chez qui ont été saisis, en 1793, divers papiers concernant les travaux du Comité de la guerre (cf. ci-après, p. 109).

bois de Crancé, Lacombe Saint-Michel, Dubois de Bellegarde, Delmas, Sillery, Albitte, Doulcet (de Pontécoulant), Lecointre, Dubois du Bais, Châteauneuf-Randon, Prieur (de la Côte-d'Or), Coustard, Gasparin, Lidon, Poultier, Aubry, Carra, Dufriche-Valazé, Beauprey, Fabre d'Églantine, Gérente, Viennet.

Il n'y a plus ensuite que des renouvellements généraux ou partiels à intervalles irréguliers.

Le 6 février 1793, un nouveau décret, qui modifiait l'organisation intérieure du Comité et sur lequel nous reviendrons, porta qu'il lui serait adjoint six nouveaux membres titulaires, qui furent élus trois jours après : Boissy d'Anglas, Laurenceot, Gamon, Serres, Legot, Rivaud ; on nomma en outre trois suppléants : Jeanbon Saint-André, Choudieu, Prieur (de la Marne).

Le 14 juin 1793, quatrième renouvellement, opéré en exécution du décret du 23 juin, portant que tous les Comités, à commencer par le Comité de la guerre, seraient renouvelés et mis au complet : il s'agissait de remplacer les Girondins proscrits et d'éliminer les suspects de fédéralisme. Vingt membres titulaires et quatre suppléants sont élus ; au total, avec dix membres conservés, trente titulaires et quatre suppléants, à savoir : Poultier, Aubry, Gérente, Viennet, Boissy d'Anglas, Laurenceot, Serres, Rivaud, Billaud-Varenne, Lequinio, Calon, Merlin (de Douai), Perrin, Mallet, Enlart, Soubrany, Legot, Le Tourneur (de la Manche), Dubois de Bellegarde, Châteauneuf-Randon, Sallengros, Le Carpentier, Petitjean, C. Desmoulins, Lémane, Laplanche, Dentzel, Guillemardet, Bourdon (de l'Oise), Taillefer ; les suppléants sont : Dubois de Crancé, Albitte, Gasparin, Harmand.

Deux mois plus tard, c'est le Comité lui-même qui, accablé de besogne, demande un complément de douze

membres, qui lui est accordé le 27 août. Il devait donc comprendre, à cette date, quarante-deux membres. En réalité, par suite des envois en mission, ce chiffre n'était pas atteint, et un état des membres du Comité, annexé au procès-verbal de sa séance du 28 août 1793, ne contient que trente-trois noms, ceux de : Harmand, Dentzel, Merlin (de Douai), Enlart, Duhem, Boissy d'Anglas, Legot, Guillemardet, Courtois, Taillefer, Lecointre, Gasparin, Aubry, Perrin, Le Tourneur (de la Manche), Cochon (Lapparent), Delmas, Gérente, Lémane, Delacroix (d'Eure-et-Loir), Calon, Poultier, Le Carpentier, Billaud-Varenne, Gossuin, C. Desmoulins, Lequinio, Viennet, Laurenceot, Petitjean, Mallet, Deville, Dubois de Bellegarde.

En septembre 1793, le Comité est une dernière fois renouvelé en grand, sur la proposition du Comité de salut public, approuvée par la Convention le 26 septembre. De septembre 1793 à fructidor an II (septembre 1794), c'est-à-dire pendant la Terreur, voici quel a été le personnel du Comité de la guerre (1) : Gasparin, Gossuin, Dubois de Crancé, Lequinio, Albitte, Poultier, Le Carpentier, Guillemardet, Lémane, Petitjean, Calon, Châteauneuf-Randon, Trullard, Enlart, Bentabole, Cochon (Lapparent), Dubois de Bellegarde, Duquesnop, Choudieu, Michaud, Bourbotte, Dumont (André), Goupilleau (de Fontenay) (2).

Le Comité siégea dans le local de la « maison des Feuillants » jusqu'en floréal an II ; à cette date, il se

(1) Abstraction faite de certaines modifications ultérieures, non mentionnées par le *Procès-verbal de la Convention*. Un état qui figure dans le registre AFII*, 23, f. 24, nous permet de constater que, à la date du 24 frimaire an II-14 décembre 1793, Gasparin et Michaud ne sont plus inscrits comme faisant partie du Comité, qui, d'autre part, compte en plus : Delmas, Talot, Milhaud.

(2) Goupilleau fut adjoint au Comité par décret du 22 frimaire an II-12 décembre 1793.

transporta dans la « maison de Noailles, » rue Saint-Honoré. Il se réunissait tous les deux jours, le matin, en séance ordinaire ; mais les séances extraordinaires du soir furent fréquentes. Le nombre des séances mensuelles augmente à mesure que la Terreur s'accroît, et il est intéressant de noter, une fois de plus, l'accélération parallèle des mesures de sûreté intérieure et des mesures de défense nationale. En décembre 1792, le Comité siège 23 fois ; en juillet 1793, 19 fois ; en frimaire an II, 26 fois ; en ventôse an II, 27 fois ; en prairial an II, 29 fois. Au total, il tient, du 27 septembre 1792 au 5 fructidor an II-22 août 1794, c'est-à-dire en deux ans, 483 séances. Le nombre des membres présents est très variable : il oscille d'ordinaire entre six et dix, peut tomber à quatre ou monter à seize, dix-sept.

Le bureau fut renouvelé dix-huit fois, sans périodicité ; voici quelle en fut successivement la composition : le 28 septembre 1792, Delacroix, président, Delmas, vice-président, Reubell et Lecointre, secrétaires ; le 19 octobre 1792, Delacroix, président, Goupilleau (de Fontenay) et Milhaud, secrétaires ; le 16 novembre 1792, Le Tourneur (de la Manche), président, Lacombe Saint-Michel, vice-président ; le 16 décembre 1792, Dubois de Crancé, président, Gasparin, vice-président, Châteauneuf-Randon et Fabre d'Églantine, secrétaires ; le 10 janvier 1793, Lidon, président, Delmas, vice-président, Beauprey et Aubry, secrétaires ; le 22 mars 1793, Gasparin, président, Gérente, vice-président, Legot et Viennet, secrétaires ; le 6 mai 1793, Aubry, président, Viennet et Laurenceot, secrétaires ; le 17 juin 1793, Poultier, président, Billaud-Varenne et C. Desmoulins, secrétaires ; le 3 juillet 1793, Billaud-Varenne, président, Guillemardet, vice-président, Le Carpentier, secrétaire ; le 28 août 1793, Guillemardet, président, Lé-

mane, secrétaire ; le 28 septembre 1793, Gossuin, président, Cochon (Lapparent), secrétaire ; le 21 brumaire an II-11 novembre 1793, Gossuin, président, Talot, secrétaire ; le 3 ventôse an II-21 février 1794, Gossuin, président, Talot, secrétaire ; le 2 floréal an II-21 avril 1794, Cochon (Lapparent), président, Talot et Bentabole, secrétaires ; le 2 prairial an II-21 mai 1794, Cochon (Lapparent), président, Enlart et Talot, secrétaires ; le 4 messidor an II-22 juin 1794, Cochon (Lapparent), président, Enlart et Talot, secrétaires ; le 3 thermidor an II-21 juillet 1794, Cochon (Lapparent), président, Talot, secrétaire.

J'ai parlé plus haut de la division initiale du Comité en deux sections. Cette division fut maintenue jusqu'au 6 février 1793. Un décret dudit jour, portant réorganisation du ministère de la Guerre, disposait en son article 5 : « Le Comité de la guerre sera divisé en six sections. Chaque section sera composée de cinq membres qui correspondront à chaque section du département de la Guerre. » Il en fut ainsi fait le 11 février, et les six sections subsistèrent jusqu'en fructidor an II. Un commis-secrétaire était attaché à chacune d'elles ; les commis étaient au nombre de sept en septembre 1793, de huit à partir de mai 1793, plus un ou deux garçons de bureau ; ils travaillaient sous la direction du sieur Blochet, que les Comités militaires de la Constituante et de la Législative avaient, comme on l'a vu, successivement employé. En brumaire an II, Blochet fut remercié, et, comme les affaires s'accumulaient, le Comité lui donna, non pas un, mais trois remplaçants, les sieurs G. Bonnemant, accusateur militaire à l'armée de l'Ouest, Delcambe, chef de la Commission centrale de la Convention, et Blanchard, capitaine au 102e régiment d'infanterie. « Ces citoyens, pris par le Comité

hors de son sein pour l'aider dans ses travaux..., surveilleront et auront la direction des travaux des divisions ainsi que des employés qui y sont attachés. » Six mois auparavant, le 18 mai 1793, un règlement intérieur, qui fut légèrement modifié le 22 frimaire an II-12 décembre 1793, avait déterminé minutieusement les occupations de chaque section et les devoirs des commis.

Le grand décret du 7 fructidor an II-24 août 1794, qui réorganisa pour la durée de la période thermidorienne le gouvernement révolutionnaire, mit au nombre des 16 (au lieu de 21 précédemment) Comités de la Convention, un Comité militaire composé de seize membres. « Le Comité militaire, disait l'article 15, a la surveillance de la force armée de Paris. Le mot d'ordre est donné chaque jour, à midi, au commandant, par le président de la Convention nationale, et envoyé au même instant au Comité militaire. Ce Comité a, sur ce point, la proposition des lois et la faculté de prendre des arrêtés en exécution de celles déjà rendues. Il surveille aussi les objets attribués à la Commission des armes et poudres, les hôpitaux militaires, la levée et l'organisation des troupes de terre, leur exercice et leur discipline, les charrois, convois et relais militaires, et les remontes des troupes à cheval. Mais, sur tous ces derniers objets, il ne peut prendre d'arrêtés, sous prétexte de mesures exécutives, et son attribution se borne à la dénonciation des abus et à la proposition des lois. » Comme tous les autres Comités, sauf les Comités de salut public et de sûreté générale, le Comité militaire devait être renouvelé chaque mois par quart, au scrutin signé, la sortie s'opérant par ancienneté et les membres sortants étant rééligibles.

Le 9 fructidor-26 août, les membres de l'ex-Comité

de la guerre se réunirent au lieu habituel de leurs séances. Ils étaient encore quatorze, dont onze présents : Enlart, Le Carpentier, Gossuin, Châteauneuf-Randon, Calon, Bentabole, Poultier, Lémane, Delmas, Cochon, Talot, et trois absents : Trullard, Guillemardet, Dubois de Crancé. D'après une disposition transitoire du décret du 7, le nombre des membres maintenus lors du premier renouvellement ne devait pas excéder les deux tiers du nombre total : le Comité militaire, désormais limité à seize membres, en comprenait d'ores et déjà quatorze ; le sort devait donc en éliminer deux : ce furent Poultier et Bentabole. La Convention ayant procédé le 18 fructidor-4 septembre 1794 à l'élection des membres complémentaires, le Comité militaire se trouva ainsi composé (1) : Lémane, Trullard, Bentabole, Enlart, Richard, Milhaud, Le Carpentier, Gossuin, Calon, Le Tourneur (de la Manche), Dubois de Crancé, Soubrany, Villetard, Châteauneuf-Randon, Talot, Le Tourneur (de la Sarthe) ; suppléants : Poultier, Loiseau, Goupilleau (de Fontenay), Choudieu.

La prescription relative au renouvellement mensuel fut exactement observée jusqu'à la fin de la Convention. Seulement, la proportion des membres remplacés fut variable ; pour des raisons qui ne nous sont pas toujours connues, morts, congés, missions, le renouvellement

(1) D'après le *Procès-verbal de la Convention*, t. XLV, p. 70, et un état (du 21 fructidor) des membres du Comité militaire divisés en huit sections qui figure dans le registre AFII*, 23, f. 213-214. — Il existe entre cet état et celui donné au f. 207 du même registre des discordances que je n'ai pu éclaircir. La Convention n'avait à élire que quatre membres ; elle en a nommé cinq ; pourquoi ? Bentabole figure dans l'état du 21 fructidor ; pourtant il est bien désigné, le 9, comme sortant avec Poultier, et il n'est point réélu le 18 par la Convention. La présence de Le Tourneur (de la Sarthe) est également inexplicable. En revanche, Delmas et Cochon (Lapparent), maintenus le 9 fructidor, ne sont plus mentionnés comme faisant partie du Comité le 21.

s'applique parfois non pas à quatre, mais à deux, cinq, six, sept ou huit membres. Ces changements incessants, irréguliers dans leur régularité, et compliqués encore par l'intervention des suppléants, rendent malaisé d'établir clairement les états successifs du personnel du Comité militaire, et je dois me borner à donner la série des votes complémentaires de la Convention. La voici : 18 vendémiaire an III-9 octobre 1794, Dubois de Crancé, Carnot, Lémane, Alquier, Prieur (de la Côte-d'Or), Rovère, Viennet, Bernard (de Saint-Affrique), titulaires, et Dubois (du Haut-Rhin), Louis (du Bas-Rhin), Gaudin, Harmand, Cavaignac, Deville, Châteauneuf-Randon, Duquesnoy, suppléants; le 18 brumaire an III-8 novembre 1794, Gossuin, Calon, Cavaignac, Legot, titulaires, et Gaudin, Bodin, Laloüe, Enlart, suppléants; le 19 frimaire an III-9 décembre 1794, Cochon (Lapparent), Talot, Bodin, Laloüe, titulaires, et Villetard, Milhaud, Châteauneuf-Randon, Bourbotte, suppléants; le 19 nivôse an III-8 janvier 1795, Le Tourneur (de la Manche), Aubry, Gérente, Rivaud, titulaires, et Varlet, Bernard (de Saint-Affrique), Dubois (du Haut-Rhin), Dubois du Bais, suppléants; le 18 pluviôse an III-6 février 1795, Reubell, Soubrany, Fréron, Viennet, titulaires, et Choudieu, Du Roy, Duquesnoy, suppléants; le 18 ventôse an III-8 mars 1795, Merlin (de Thionville), Despinassy, Bernard (de Saint-Affrique), Pénières, Gossuin; le 19 germinal an III-8 avril 1795, Boissy d'Anglas, Dentzel, Delmas, Bodin; le 18 floréal an III-7 mai 1795, Rovère, Clauzel, Ferrand, Larivière, Gamon, Dubois de Crancé; le 19 prairial an III-7 juin 1795, Guillemardet, Viennet, Legot, Fréron, Faure (de la Creuse); le 22 prairial an III-10 juin 1795, Goupilleau (de Fontenay), Cochet, Delbrel, Ritter; le 18 messidor an III-6 juillet 1795, Bernard (de

Saint-Affrique), Varlet, Reubell, Gillet, Gossuin, Laporte, Calès; le 19 thermidor an III-6 août 1795, Delcher, Dentzel, Viennet, Dubois du Bais, Collombel, Dubois de Crancé, Talot, Guillemardet, Sevestre, Lespinasse; le 18 fructidor an III-4 septembre 1795, Kervelegan, Dubois de Bellegarde; le 22 vendémiaire an IV-14 octobre 1795, Cavaignac, Legot.

Voici maintenant le tableau des renouvellements du bureau : le 18 fructidor an II-4 septembre 1794, Châteauneuf-Randon, président, Bentabole et Calon, secrétaires; le 1er vendémiaire an III-22 septembre 1794, Talot, président, Le Carpentier et Lémane, secrétaires; le 21 vendémiaire an III-12 octobre 1794, Viennet, président, Bernard (de Saint-Affrique) et Enlart, secrétaires; le 1er brumaire an III-22 octobre 1794, Gossuin, président, Dubois de Crancé (remplacé par Louis du Bas-Rhin), secrétaire; le 11 brumaire an III-1er novembre 1794, Dubois de Crancé, président, Rovère et Alquier, secrétaires; le 23 brumaire an III-13 novembre 1794, Lémane, président, Calon et Alquier, secrétaires; le 5 frimaire an III-25 novembre 1794, Gossuin, président, Le Tourneur (de la Manche) et Gaudin, secrétaires; le 11 frimaire an III-1er décembre 1794, Alquier, président, Rovère et Villetard, secrétaires; le 21 frimaire an III-11 décembre 1794, Le Tourneur (de la Manche), président, Talot et Cavaignac, secrétaires; le 3 nivôse an III-23 décembre 1794, Bodin, président, Milhaud et Villetard, secrétaires; le 11 nivôse an III-31 décembre 1794, Rovère, président, Châteauneuf-Randon et Cavaignac, secrétaires; le 21 nivôse an III-10 janvier 1795, Aubry, président, Gossuin et Gérente, secrétaires; le 2 pluviôse an III-21 janvier 1795, Milhaud, président, Aubry et Lémane, secrétaires; le 11 pluviôse an III-30 janvier 1795, Bourbotte, président,

Châteauneuf-Randon et Bodin, secrétaires ; le 21 pluviôse an III-9 février 1795, Châteauneuf-Randon, président, Calon et Milhaud, secrétaires ; le 2 ventôse an III-20 février 1795, Soubrany, président, Fréron et Bourbotte, secrétaires ; le 21 ventôse an III-11 mars 1795, Bernard (de Saint-Affrique), président, Varlet et Pénières, secrétaires ; le 7 germinal an III-27 mars 1795, Gérente, président, Merlin (de Thionville) et Rivaud, secrétaires ; le 22 germinal an III-11 avril 1795, Delmas, président, Varlet et Dentzel, secrétaires ; le 11 prairial an III-30 mai 1795, Dubois de Crancé, président, Dentzel, secrétaire ; le 24 prairial an III-12 juin 1795, Bodin, président, Guillemardet, secrétaire ; le 4 messidor an III-22 juin 1795, Delbrel, président, Bernard (de Saint-Affrique), secrétaire ; le 4 thermidor an III-22 juillet 1795, Laporte, président, Legot et Ritter, secrétaires ; le 5 fructidor an III-22 août 1795, Dubois du Bais, président, Talot et Sevestre, secrétaires.

Le Comité militaire de la Convention a tenu, du 9 fructidor an II-26 août 1794 au 21 vendémiaire an IV-13 octobre 1795, 256 séances. D'après un règlement voté le 19 fructidor an II-5 septembre 1794, elles étaient quotidiennes, exception faite pour le décadi, et avaient lieu à sept heures du soir. Ce que nous avons dit de l'assiduité des membres du Comité de la guerre vaut pour ceux du Comité militaire.

Avec l'accroissement d'attributions stipulé par le décret du 7 fructidor, l'ancienne division du Comité en six sections devenait, semblait-il, insuffisante. Le 21 fructidor-7 septembre 1794, leur nombre est porté à huit, plus un bureau de secrétariat ; chaque section comprendra deux membres et un commis. Le personnel du Comité se compose, le 26 fructidor-12 septembre 1794,

de seize membres, dix commis et trois expéditionnaires, sans compter les garçons de bureau ; les traitements des employés atteignent, à la même date, 30.000 livres par an. La plupart des commis proviennent du Comité de la guerre. Le 18 brumaire an III-8 novembre 1794, les citoyens Bonnemant et Blanchard sont nommés chefs des bureaux ; ils surveillent chacun les travaux de quatre sections. Cette organisation, assez compliquée, offrit sans doute à l'usage des inconvénients ; elle fut remaniée, et, à partir du 13 floréal an III-2 mai 1795, le Comité militaire ne comprit plus que cinq sections.

*
* *

Ainsi, de 1789 au début de l'an IV, quatre Comités militaires se succèdent sans interruption. Voyons en quoi ont consisté leurs travaux.

Tout d'abord, les Comités ont eu à dépouiller une volumineuse correspondance, composée surtout de pétitions individuelles : demandes d'avancement, de réintégration, de décision pour rang, de secours ou de pensions, projets d'inventeurs, etc. L'examen de ces innombrables requêtes aurait pu prendre beaucoup de temps ; mais étaient seules retenues celles qui soulevaient des questions de principe ; les autres étaient simplement enregistrées, puis renvoyées aux services compétents. Étudier les questions relatives à l'organisation de l'armée, rédiger des rapports et présenter des décrets sur la matière, telle a été la fonction essentielle des Comités militaires.

Le Comité militaire de la Constituante a été l'un des plus actifs de cette Assemblée. Il a élaboré de nombreux rapports ; la table du *Procès-verbal* de l'As-

semblée les répartit en onze catégories : 1° recrutement et organisation de l'armée, mesures générales ; 2° dépenses du département de la Guerre ; 3° gardes nationales ; 4° gendarmerie nationale ; 5° génie et artillerie ; 6° régiments particuliers et corps en garnison ; 7° avancement militaire et remplacement des officiers ; 8° soldes, retraites et décorations militaires ; 9° délits, peines et tribunaux militaires ; 10° places de guerre et postes militaires ; 11° divers objets généraux et frais particuliers. Il suffit d'ailleurs de rappeler que c'est lui qui a préparé les grandes discussions de 1790 et de 1791 sur le recrutement et la constitution de l'armée, et rapporté les lois ordonnant les levées extraordinaires de 1791.

Sa tâche a donc été considérable, mais menée parfois un peu lentement, du moins à en croire certaines impatiences. Le 7 septembre 1790, Fréteau de Saint-Just le prend à partie ; il observe que le Comité n'a pas encore déposé des rapports urgents : « on me dit qu'il est impossible de le réunir », et il fait voter séance tenante un décret aux termes duquel le Comité présentera à jour fixe son travail sur l'armée, et « que, excepté les jours employés aux finances, les autres, toutes affaires cessantes, seront employés à cet objet ; que, pendant que le travail sur l'armée occupera la séance du matin, l'organisation des gardes nationales sera traitée de suite et sans discontinuation dans la séance du soir ». Le 17 février 1791, décision analogue : l'Assemblée arrête que les séances du soir seront désormais employées à entendre les rapports que le Comité a encore à lire. Enfin, le 1er septembre 1791, des critiques très vives lui sont adressées. Au nom du Comité, Menou venait de proposer le vote d'un décret portant, sur demande de la municipalité de cette ville, création d'une garde natio-

nale soldée à Bordeaux. « Cette proposition a excité beaucoup d'opposition. On s'est plaint que le Comité militaire, au lieu de présenter à l'Assemblée l'ensemble de ses travaux et la masse des dépenses de l'armée, n'avait jamais offert à ses délibérations que des parties détachées ; qu'il résultait de cette marche vicieuse que jamais l'Assemblée n'avait été à portée de connaître d'une manière précise quel était le montant véritable des sommes dont elle avait ordonné l'emploi. On s'est plaint encore de ce que le Comité, qui trouvait le temps d'examiner et de rapporter les pétitions particulières des villes, n'avait pas encore trouvé celui de présenter à l'Assemblée le projet de loi attendu depuis longtemps sur le mode d'admission au service dans le grade d'officier, et sur les nouvelles formules de brevets et d'engagements. » Le rapporteur du Comité, Menou, doit en présenter la défense, et assurer qu'il sera sous peu de jours aux ordres de l'Assemblée, promesse qu'un décret immédiatement voté enregistre en ces termes : « Le Comité militaire sera tenu de présenter, dans les premiers jours de la semaine prochaine, les projets de décrets nécessaires sur le mode d'admission au service dans le grade d'officier, et sur les formules de brevets et d'engagements. »

Le Comité militaire de la Législative a divisé en deux catégories les affaires dont il était saisi : « affaires générales intéressant l'armée ou plusieurs citoyens en commun » et « affaires particulières ». Il a touché à toutes sortes de questions techniques : recrutement, équipement, armement, réorganisation de l'artillerie, du génie, des services auxiliaires, etc. Plusieurs fois, il a eu à connaître d'incidents de service intérieur, de conflits entre officiers et soldats. En janvier 1792, il fut décidé

que ses rapports seraient constamment à l'ordre du jour, concurremment avec ceux du Comité des finances. Après la déclaration de guerre, il s'attacha presque exclusivement aux détails de l'organisation des nouvelles levées. Ses travaux n'offrent peut-être pas autant d'intérêt que ceux du Comité militaire de la Constituante ; les questions qu'il a agitées ont été de portée moins haute. Néanmoins, il a joué un rôle qui mérite d'être connu.

Il faut distinguer deux périodes dans l'histoire du Comité de la guerre de la Convention. La première va de septembre 1792 à avril 1793, la seconde d'avril 1793 à fructidor an II.

A plusieurs reprises, pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1792, le Comité est appelé à se prononcer sur des questions très graves ; il tient, avec le Comité des finances, le Comité diplomatique, le Conseil exécutif provisoire, des séances au cours desquelles la conduite supérieure de la guerre est mise en discussion. A partir du début de janvier 1793, les objets de ce genre sont renvoyés au Comité de défense générale, qui vient d'être créé ; mais c'est le Comité de la guerre qui prépare un décret capital, celui du 24 février 1793, qui porte levée de 300.000 hommes. En avril, après l'affaire d'Aix-la-Chapelle, le Comité fait fonction de commission d'enquête ; il interroge longuement les généraux rendus responsables de la déroute. La Noue, Stengel, Miranda, Westermann.

La création du Comité de salut public (avril 1793) fait définitivement passer au second plan le Comité de la guerre. Mais son activité, pour s'exercer dans un champ plus restreint, ne se ralentit pas ; et c'est sur le rapport de ses membres que sont votés, en 1793 et

pendant les sept premiers mois de 1794, la plupart des décrets relatifs à l'organisation des corps de troupes, à la solde, à l'avancement, aux services administratifs, etc.

Les trois Comités dont je viens de parler avaient été des organes de préparation du travail législatif. Certes, à y regarder de près, ils avaient participé en mainte circonstance à l'exercice du pouvoir exécutif ; mais, dans ce domaine, leur action ne s'était pas manifestée directement. Il n'en fut pas de même du Comité militaire qui succéda au Comité de la guerre. J'ai cité plus haut l'article du décret du 7 fructidor an II qui fixait ses attributions. Aux termes de cet article, le nouveau Comité fait, comme ses devanciers, fonction de commission législative ; mais la faculté de « dénoncer les abus » lui confère en outre un véritable droit de contrôle sur l'administration militaire, et, d'autre part, il est investi, en ce qui concerne la force armée parisienne, de la puissance exécutive.

Ces attributions étaient étendues, importantes, et on pourrait supposer qu'elles ont fait du Comité militaire un des principaux rouages du gouvernement de l'an III ; mais il ne faut pas exagérer. L'œuvre proprement législative du Comité a consisté, pour l'ordinaire, à régler des détails ; avec la fin de l'an II, la période des grandes mesures s'était close, et il n'y avait plus guère qu'à assurer l'exécution des décrets votés en 1793 et 1794. Dans le contrôle de l'administration militaire, le Comité a rencontré les résistances des Commissions exécutives, surtout de la Commission du mouvement des armées, qui lui était théoriquement subordonnée, mais qui, en fait, commença à s'émanciper en l'an III et reprit peu à peu figure de ministère. Reste la direction de la force

armée parisienne ; le Comité militaire ne l'exerça pas seul ; il eut à se concerter avec le Comité de sûreté générale, sur la proposition duquel il prenait les arrêtés et les réquisitions nécessaires. Ce fut là, cependant, la partie vraiment notable de son rôle. Sans doute le Comité eut à expédier beaucoup d'affaires courantes, sans grand intérêt, relatives à la garde nationale parisienne ; mais par ailleurs, lorsque l'ordre public fut menacé, en frimaire an III par exemple, ou lorsqu'en floréal l'arrivage des blés destinés à l'approvisionnement de Paris se trouva compromis, il eut la charge des mesures de prévention et de répression, et mit la troupe en mouvement.

*
* *

Le 13 brumaire an IV-4 novembre 1795, c'est-à-dire le surlendemain de son installation, le Directoire exécutif prit un arrêté ainsi conçu [1] : « Le Directoire exécutif arrête que le ministre de l'intérieur prendra sur-le-champ les mesures nécessaires pour que les papiers qui se trouvent dans les divers Comités de la ci-devant Convention nationale soient renvoyés sans délai aux différents ministres qu'ils concernent. »

Les archives des Comités formaient une masse considérable. Faipoult — qui allait être nommé quatre jours plus tard (17 brumaire) ministre des finances — fut chargé d'en diriger le triage. La besogne fut effectuée dans les bureaux de chaque Comité, par les soins des secrétaires commis ; elle fut rapidement menée. Dès la fin de brumaire, les registres et papiers du Comité militaire — le seul dont nous ayons à nous occuper ici — étaient reconnus, sommairement classés, et les ré-

(1) A. Debidour, *Recueil des actes du Directoire exécutif*, t. I, p. 15.

sultats de ce recolement étaient consignés dans un état qui nous est parvenu et qui mérite d'être intégralement reproduit [1] :

## CONVENTION NATIONALE

### Comité militaire.

INVENTAIRE GÉNÉRAL des cartons, papiers, registres qui étaient dans les bureaux dudit Comité militaire à l'époque du 30 brumaire 4e année; de l'arrangement desquels cartons et papiers nous, Civet et Leroux, secrétaires commis audit Comité, avons été chargés par arrêté du 20 présent mois, et y avons procédé comme il suit.

### Objets qui doivent passer au Directoire exécutif.

BUREAU D'ENREGISTREMENT GÉNÉRAL [2]

[N° 1.] Un registre d'enregistrement du 1er janvier 1792.

[N° 2.] Un registre d'enregistrement du 1er janvier 1793 au 6 nivôse an II.

[N° 3.] Un registre d'enregistrement du 6 nivôse au 1er thermidor an II.

[N° 4.] Un registre d'enregistrement du 1er thermidor an II au 1er thermidor an III.

[N° 5.] Un registre d'enregistrement du 1er thermidor an III au 5 brumaire an IV.

[N° 6.] Une liasse de pièces relatives au citoyen Blochet, secrétaire du Comité.

[N° 7.] Dépôt d'un ancien brevet par Bichon, capitaine au 5e bataillon d'Yonne, auquel est joint un écu de six livres.

---

(1) Arch. nat., F1A 594.

(2) Les numéros 1, 2, 3, 4 et 5 sont aujourd'hui aux Archives nationales, sous les cotes suivantes : n° 1, AFII*, 20 ; — n° 2, AFII*, 25 ; — n° 3, AFII*, 26 ; — n° 4, AFII*, 27 ; — n° 5, AFII*, 28.

[N° 8.] Une liasse composée de vingt pièces trouvées sous les scellés des députés morts sous le glaive de la loi et remis en dépôt au bureau d'enregistrement général.

BUREAU DES PROCÈS-VERBAUX ET DE CORRESPONDANCE [1]

N° 1. — Un registre contenant un inventaire de pièces adressées en 1791 au Comité.

N° 2. — Un registre contenant transcription des procès-verbaux des séances depuis le 26 octobre 1791 jusqu'au 28 août 1792 inclusivement.

N° 3. — Un registre contenant transcription des procès-verbaux des séances depuis le 28 septembre 1792 jusqu'au 29 brumaire an II inclusivement.

N° 4. — Un registre contenant transcription des procès-verbaux des séances depuis le 1er frimaire an II jusqu'au 20 pluviôse an III.

N° 5. — Un registre contenant transcription des procès-verbaux des séances depuis le 21 pluviôse an III jusqu'au 21 vendémiaire an IV.

N° 6. — Un registre contenant transcription de la correspondance du Comité depuis le 29 septembre 1792 jusqu'au 3 brumaire an IV.

N° 7. — Un carton contenant minutes des délibérations du Comité depuis le 26 octobre 1791 jusqu'au 31 juillet 1793.

N° 8. — Un carton contenant minutes des délibérations du Comité depuis le 2 août 1793 jusqu'au 29 germinal an II.

N° 9. — Un carton contenant minutes des délibérations du Comité depuis le 1er floréal an II jusqu'au 30 nivôse an III.

N° 10. — Un carton contenant minutes des délibérations du

(1) Les numéros 1 à 13 sont aujourd'hui aux Archives nationales, sous les cotes suivantes : n° 1, AFI*, 19; — n° 2, AFI*, 18; — n° 3, AFII*, 22; — n° 4, AFII*, 23; — n° 5, AFII*, 24; — n° 6, AFII*, 29; — nos 7, 8, 9 et 10, AFII, 5, et AFII, 14; — n° 11, AFII, 16 (selon toute apparence); — nos 12 et 13, AFI, 3 et 4.

Comité depuis le 2 pluviôse an III jusqu'au 21 vendémiaire an IV.

N° 11. — Un carton contenant projets de lettres.

N° 12. — Un carton contenant lettres écrites au Ministre de la Guerre pendant les années 1789, 1790 et 1791.

N° 13. — Un carton contenant lettres particulières, années 1789, 1790 et 1791.

N° 14. — Un paquet cacheté contenant 108 lettres adressées au Comité militaire depuis sa suppression.

N° 15. — Un paquet cacheté contenant cinq lettres timbrées du Comité militaire, venues au rebut et non réclamées.

---

## Objets qui doivent passer chez le Ministre de la Guerre.

### 1re Section, dite d'artillerie et récompenses militaires

*Pièces relatives à l'artillerie, affaires terminées :*

Nota.— Toutes les pièces sont dans les cartons par ordre alphabétique.

Un carton coté lettres A B.
Un carton coté C.
Un carton coté D E F.
Un carton coté G H J K L.
Un carton coté M N.
Un carton coté P Q R.
Un carton coté S T V Y.
Un carton renfermant pièces ministérielles.
Un carton renfermant des pétitions diverses terminées.
Un carton renfermant des pétitions diverses terminées.
Trois registres ayant servi à l'enregistrement des pièces parvenues à cette section.

*Pièces relatives aux récompenses militaires, affaires terminées.*

Un carton coté A B C.
Un carton coté D E F G H.

Un carton coté J K L M N.
Un carton coté O P Q R.
Un carton coté S T V Z.
Un carton renfermant pièces ministérielles.
Un carton renfermant pétitions diverses terminées.
Un carton renfermant pétitions relatives à des réclamations d'appointements terminées.
Deux registres ayant servi à l'enregistrement des pièces énoncées ci-dessus.

### 2e Section, dite des mouvements

*Affaires terminées.*

Vingt-huit cartons par ordre alphabétique depuis A jusqu'à V.
Vingt liasses d'effectifs de troupes de toutes les armées de la République.
Un cahier de récapitulation de ces effectifs.
Dix-huit liasses de correspondance et états d'incorporation et réorganisation de corps militaires adressés par divers agents près les armées.
Trois registres particuliers à cette section.

### 3e Section, dite de la cavalerie

*Affaires terminées.*

Dix cartons étiquetés par ordre de nomenclature des armées de la République.
Quatre-vingt-cinq cartons par ordre de départements, comprenant la correspondance des procureurs syndics.
Un carton concernant les commissaires des guerres.
Trois cartons concernant la gendarmerie.
Six liasses d'imprimés pour l'instruction des chefs de division et procureurs syndics.
Trois cartons renfermant la correspondance des surveillants temporaires aux armées.
Quatre liasses de pétitions diverses terminées.
Cinq registres ayant servi à l'enregistrement des pièces parvenues à cette section.

Un bonnet de hussard de laine aux trois couleurs avec une plume et deux glands, aussi aux trois couleurs, plus deux calottes de fer.

### 4e SECTION, DITE DES RELAIS, CHAUFFAGES, TRIBUNAUX, COMMISSAIRES DES GUERRES, ETC.

*Affaires terminées.*

N° 1. — Carton contenant correspondance des représentants en mission.

N^os 2, 3. — Pétitions diverses terminées.

N^os 4, 5. — Correspondance ministérielle.

N^os 6, 7, 8, 9. — Pétitions diverses terminées.

N° 10. — Correspondance ministérielle.

N° 11. — Pétitions diverses terminées.

N° 12. — Correspondance ministérielle.

N° 13, jusque et compris le n° 26. — Quatorze cartons contenant des pétitions terminées.

N° 27. — Correspondance ministérielle.

N° 28, jusque et compris le n° 38. — Onze cartons contenant des pétitions terminées.

N° 39. — Un carton portant pour indication : hôpitaux, renseignements généraux.

N° 40. — Un carton portant pour indication : officiers de santé, directeurs et employés.

N° 41. — Un carton portant pour indication : états de situation.

N° 42. — Un carton portant pour indication : arrêtés des représentants.

N° 43. — Un carton portant pour indication : états par les commissaires des guerres.

N° 44. — Un carton portant pour indication : voitures pour les malades.

N° 45. — Un carton portant pour indication : traitement des malades, etc.

N° 46. — Un carton portant pour indication : projets, règlements, organisation, etc.

N° 47, jusque et compris le n° 50. — Quatre cartons pétitions terminées.

N° 51. — Un carton renfermant procès-verbaux de la Convention.

N^os^ 52, 53, 54. — Trois cartons renfermant des pièces trouvées dans les cartons des membres du Comité.

N^os^ 55, 56. — Deux autres cartons renfermant des plans de campagne, etc.

Sept registres ayant servi à l'enregistrement des pièces parvenues à cette section.

*Affaires non terminées.*

Un carton contenant diverses pétitions non terminées.

## Affaires anciennes qui n'ont pas été classées dans aucune des sections ci-dessus énoncées

*Affaires anciennes terminées.*

Douze cartons sous la cote A, avec trois répertoires.

Douze cartons sous la cote B.

Dix liasses sous la cote C.

Une liasse particulière sous la cote D, renfermant des pièces particulières relatives au citoyen Malus, aux citoyens Benjamin et Vincent, et au général Anselme.

Dix liasses sous la cote E, renfermant différents imprimés.

Une liasse particulière sous la cote F, renfermant des pièces relatives au licenciement des divisions de gendarmerie.

## Objets qui doivent passer au Ministre de l'Intérieur.

### 5e Section, dite de la force armée de Paris et des gardes nationales des départements

*Affaires terminées.*

N° 1. — Un registre contenant l'enregistrement des pétitions et demandes à compter du 23 fructidor an II au 27 messidor an III, finissant par le n° 1564.

N° 2. — Un registre contenant l'enregistrement des pétitions et demandes à compter du 1er pluviôse an III au 21 germinal suivant, finissant par le n° 922.

N° 3. — Un registre contenant l'enregistrement des pétitions et demandes à compter du 2 prairial an III au 1er vendémiaire an IV, finissant par le n° 497.

Un carton renfermant des pièces relatives à l'organisation de la garde nationale.

Un carton renfermant des pièces relatives aux officiers et sous-officiers de la garde nationale : nominations, démissions, incompatibilité, dénonciations, suspensions, etc.

Un carton renfermant des pièces relatives aux tambours, etc.

Un carton renfermant des pièces relatives aux canonniers.

Un carton renfermant des pièces relatives à l'état-major.

Trois cartons renfermant des pièces relatives aux adjudants.

Un carton renfermant des pièces relatives aux corps de garde : tenues, fournitures, etc.

Un carton renfermant des pièces relatives aux corps de garde : loyers, réparations, etc.

Un carton renfermant des pièces relatives au service, discipline, ordonnances, ports de billets de garde.

Un carton renfermant des pièces relatives aux armes, armements et désarmements, remises de canons.

Un carton renfermant des pièces relatives aux vétérans.

Un carton renfermant des pièces relatives aux pompiers.

Un carton renfermant des pièces relatives aux casernes : commandants et adjudants.

Un carton renfermant des pièces relatives aux maisons de détention, d'arrêt et de discipline.

Un carton renfermant des pièces relatives aux magasins d'habillement.

Un carton renfermant des pièces relatives à l'Arsenal.

Un carton renfermant des pièces relatives à la gendarmerie à cheval.

Un carton renfermant des pièces relatives à la gendarmerie à pied.

Un carton renfermant des pièces relatives aux grenadiers de la Représentation nationale et à la légion de police.

Un carton renfermant des pièces relatives aux magasins des poudres, munitions, drapeaux.

Un carton renfermant des pièces relatives à la garde des prisonniers de guerre.

Un carton renfermant des pièces relatives à la surveillance, police et dispositions militaires.

Un carton renfermant des pièces relatives aux conseils de discipline.

Un carton renfermant des pièces relatives à l'arrivage des subsistances.

Un carton renfermant des pièces relatives à la Commission pour la reddition des armes.

Un carton renfermant des pièces relatives aux exemptions du service de la garde nationale.

Un carton renfermant des pièces relatives à la correspondance avec les Commissions exécutives.

Un carton renfermant des pièces relatives à rapports de police depuis et compris le mois de vendémiaire an III jusque et compris le mois de ventôse suivant.

Un carton renfermant des rapports de police depuis et compris le mois de germinal an III jusque et compris le mois de fructidor suivant.

Un carton renfermant des rapports de police pendant les mois de vendémiaire à brumaire an IV.

Un carton renfermant des pièces relatives à des commissaires des guerres.

Un carton renfermant des pièces relatives à des gardes nationales des départements.

Un carton renfermant des pièces relatives à des demandes particulières.

Un carton renfermant des objets divers.

Un carton renfermant des lois, règlements et arrêtés du Comité militaire concernant les gardes nationales.

Trois cartons renfermant des imprimés de lois.

Une liasse renfermant les procès-verbaux d'élection des officiers et sous-officiers de la garde nationale de Paris et objets y relatifs.

Une liasse renfermant les états et contrôles de la garde nationale parisienne divisés par arrondissements.

Deux liasses renfermant les ordres imprimés de l'état-major de la garde nationale depuis et compris les jours sans-culottides de l'an II jusque et compris partie du mois de brumaire an IV.

Dix liasses renfermant des imprimés du règlement provisoire sur la garde nationale de Paris du 26 brumaire an III, et autres lois.

Un rouleau de papiers contenant des états de service de la garde nationale.

*Affaires à décider.*

Un carton renfermant des pièces relatives aux difficultés sur l'organisation des gardes nationales.

Un carton renfermant des pétitions et demandes en exemption de service de la garde nationale.

Un carton renfermant un grand nombre de pétitions et demandes différentes.

OBJETS ENVOYÉS AU COMITÉ MILITAIRE PAR CELUI DE SALUT PUBLIC, TROUVÉS A L'ÉTAT-MAJOR D'HANRIOT.

Trente-un cartons remplis de papiers, dont neuf très grands, et vingt-deux moyens.

Et douze registres.

AUTRES OBJETS QUI DOIVENT ÊTRE REMIS
DANS LES BUREAUX DU MINISTRE DE LA GUERRE.

Deux paquets renfermant, savoir :

Trente-huit chemises, y compris celles qui forment les enveloppes;

Six paquets de charpie;

Un paquet de vieux linge;

Une culotte de daim;

Et une paire de souliers;

Plus trois pièces de trente sols, une de quinze sols, et une médaille d'argent, de forme octogone, de la Société d'agriculture de Paris, avec un anneau aussi d'argent qui y est attaché.

Lesquels objets ont été déposés au Comité militaire, il y a près d'un an, par des députés d'une Société populaire, dont le citoyen Blanchard, chef de bureau dudit Comité, a donné son reçu, et a remis la pétition au représentant du peuple Pénières.

Fait et arrêté triple le premier frimaire 4e année républicaine.

LEROUX, CIVET.

Vu par nous, représentants ci-devant membres du Comité militaire,

DU BOIS DU BAIS, *représentant.*

Les trois lots ainsi formés furent remis à leurs destinataires dans le courant de frimaire, comme en fait foi la note suivante, qui est jointe à l'état :

PAPIERS, REGISTRES ET CARTONS DU COMITÉ MILITAIRE

4 frimaire. Remis au citoyen Champagneux ce qui regardait le Ministre de l'Intérieur.

7 dudit. Remis aux citoyens Desirat et Beguin ce qui regardait le Ministre de la Guerre.

24 dudit. Remis au citoyen Renouf, archiviste adjoint du Directoire exécutif, ce qui devait être déposé au Directoire.

Certifié véritable par nous, commissaire nommé par le Comité militaire pour cette opération.

A Paris, ce 4 pluviôse an IV de la République française une et indivisible.

CIVET.

De ces nombreux papiers et registres, seuls ceux qui avaient été attribués au secrétariat du Directoire exécutif sont aujourd'hui, au complet ou peu s'en faut, aux Archives nationales [1] ; ils avaient été placés, sous l'Empire, dans le fonds de la secrétairerie d'Etat (série AF), et ils passèrent aux Archives avec ce fonds lorsque, en 1849, il quitta le Louvre pour le palais Soubise.

Les papiers et registres remis au ministère de l'intérieur devraient être aujourd'hui aux Archives nationales : ils n'y sont pas entrés, du moins en bloc. S'il s'en rencontre dans la série F, et spécialement dans la sous-série $F^9$ (Police militaire), ce ne peut être qu'à l'état de pièces isolées. Il est très probable que tout ou presque tout a été détruit. La perte de ces 104 cartons ou registres est fâcheuse ; elle prive les historiens de documents précieux sur l'organisation et le rôle de la force armée parisienne, et sur la surveillance de Paris en l'an III ; les 31 cartons provenant de l'état-major d'Hanriot seraient sans doute d'un vif intérêt.

Les papiers remis au ministère de la guerre ont été répartis d'après leur objet et placés dans les dossiers des Archives historiques et des Archives administratives, en sorte qu'ils sont aujourd'hui complètement dispersés ; il faudrait, pour les retrouver, des années de dépouillements ; il y a d'ailleurs des raisons de penser que bon nombre d'entre eux ne portent pas d'indication de provenance et ne pourraient, par conséquent, être identifiés.

(1) Cf. ci-dessus, p. XXX, note 2, et p. XXXI, note 1.

Le lot attribué à la Guerre comprenait, outre des cartons et liasses, 20 registres d'enregistrement : je ne saurais dire ce qu'ils sont devenus. Je n'ai trouvé en tout et pour tout, aux Archives de la guerre, qu'un carton, le carton LXXII du « Supplément de la Correspondance » du fonds ancien des Archives historiques ; les documents qu'il renferme ne sont pas sans valeur ; je les ai indiqués ci-après, pages 5 et suivantes, dans la première partie.

Il est regrettable que le fonds du Comité militaire de la Convention ait été ainsi démembré, et qu'il ne soit pas parvenu tel qu'il était soit aux Archives nationales, soit aux Archives de la Guerre. D'abord, nous n'aurions pas à déplorer la perte des articles remis au ministère de l'intérieur. Ensuite, ces 450 cartons ou registres offriraient, s'ils étaient restés groupés, un bel ensemble de documents pour l'histoire de l'organisation militaire, non seulement depuis l'an II, mais même depuis 1789. En effet, au début de l'an IV, le fonds comprenait, outre les archives du Comité militaire de l'an III, celles des Comités antérieurs, Comité de la guerre de la Convention, Comité militaire de la Législative, Comité militaire de la Constituante. Nous savons, par le rapport de Camus sur l'*Etat des Archives nationales au 10 septembre 1792* [1], que les papiers du Comité militaire de la Constituante avaient été versés aux Archives, avec ceux de la plupart des autres Comités de l'Assemblée, en exécution d'un décret du 21 septembre 1791, mais qu'ils en étaient ressortis presque immédiatement, lorsque l'Assemblée législative eut décrété, le 23 octobre suivant, que l'Archiviste remettrait « aux Comités les cartons, pièces, instructions, rapports et projets de décrets relatifs aux objets attribués à chacun d'eux, et dont les Comités de l'Assemblée na-

(1) Page 10 (Arch. nat., AD$_{XVIII}^{o}$, 173).

tionale constituante étaient saisis lors de la cessation de leurs fonctions. » De même, lorsque la Législative prit fin, les papiers du Comité militaire, auxquels étaient demeurés joints ceux du Comité militaire de la Constituante, furent remis au Comité de la guerre de la Convention, et le tout passa, à la fin de l'an II, au Comité militaire, pour être finalement disloqué au début de l'an IV. Dans son rapport sur l'*État des Archives nationales au 1^er^ prairial de l'an V* [1], Camus constate l'absence des papiers de la plupart des Comités de la Convention : le Comité militaire était du nombre.

En 1792, lorsqu'il avait établi le premier cadre de classement de la « section législative » des Archives nationales, Camus avait prévu le versement des papiers des Comités, et une série spéciale, qui fut désignée d'abord par la lettre E, ensuite par la lettre D, avait été destinée à les recevoir ; une subdivision était réservée à chaque Comité. Ainsi s'explique l'existence, aux Archives nationales, de la sous-série Dxv, Comité militaire. Elle devrait être copieuse : elle ne compte que six cartons ; c'est un compartiment qui n'a pas été rempli. On y a mis : quelques dossiers d' « affaires terminées », notamment l'affaire du régiment de Royal-Champagne en 1790 ; des pièces concernant diverses affaires particulières, sans grande importance ; enfin, le dossier, très intéressant, des missions de membres de l'Assemblée aux armées, en août et septembre 1792 [2]. Ce dossier des missions de 1792 aurait pu aussi rationnellement être placé dans la sous-série Dxl (Comité des pétitions et de correspondance), qui renferme les papiers de la Commission extraordinaire des douze, puis des vingt-et-un, dont on sait le rôle capital entre

(1) Page 4 (Arch. nat., AD*xviii*^c^, 173).

(2) Voir l'Appendice, ci-après, p. 129.

le 10 août et le 20 septembre, et ceux de la Commission de correspondance créée le 17 août 1792 : c'est avec ces Commissions qu'ont correspondu les commissaires de l'Assemblée, et en fait on rencontre dans la sous-série DXL plusieurs de leurs lettres et rapports [1]. Mais le Comité militaire avait concouru à la désignation des commissaires, le 10 août 1792, et c'est pourquoi on a placé dans DXV l'ensemble des documents relatifs à leurs opérations.

*
* *

L'inventaire qui forme le corps du présent volume est divisé en deux parties.

Dans la première, j'ai groupé ce que j'appellerai les archives actives des Comités, c'est-à-dire leurs procès-verbaux et leurs registres de correspondance. Les procès-verbaux, documents essentiels pour l'histoire des Comités qui les ont rédigés, offrent malheureusement une lacune totale pour la période de la Constituante [2]. Il est regrettable aussi que les registres de correspondance qui nous sont parvenus soient en majorité des registres d'enregistrement sommaire ; les registres de correspondance envoyée manquent pour la période de la Législative, et ils ne sont vraiment substantiels que pour la période de la Convention. — J'ai ajouté quelques indications sur les rapports et projets de décrets émanés des Comités et imprimés par leurs soins ou par

(1) Il y en a d'autres dans la série C des Archives nationales, d'autres encore aux Archives historiques de la Guerre. Je grouperai tous ces textes dans le volume que je prépare pour la Société de l'histoire de la Révolution sur *Les missions d'août et septembre 1792*.

(2) Il est à noter que cette lacune existait dès le début de l'an IV ; l'état de versement du 1er frimaire (cf. ci-dessus, p. XXX et suiv.) ne mentionne aucun registre de procès-verbaux du Comité militaire de la Constituante.

ordre des Assemblées ; quant à ceux qui sont demeurés manuscrits, je n'avais pas à en faire état : on sait que les documents de ce genre n'étaient pas versés aux archives des Assemblées ; ils restaient entre les mains de leurs auteurs, et on n'a chance d'en retrouver aujourd'hui que dans des archives de famille.

La deuxième partie contient l'inventaire analytique de la sous-série Dxv (Comité militaire) des Archives nationales [1]. J'ai donné plus haut (page XLII) des renseignements sur l'origine et la composition de ce fonds. Sur six cartons, un seul (Dxv, 5, Insurrections militaires de 1790) provient du Comité militaire de la Constituante ; du même Comité, quelques pièces dans le carton Dxv, 6 ; quant au Comité de la guerre et au Comité militaire de la Convention, ils ne sont pour ainsi dire pas représentés. Bref, la sous-série Dxv se rapporte presque exclusivement au Comité militaire de l'Assemblée législative, et ce sont les quatre cartons concernant les missions d'août et septembre 1792 qui en font vraiment la richesse.

J'ai estimé utile d'annexer à l'inventaire analytique de Dxv celui du dossier Dxl, 28, n° 206 *bis*. Il contient 176 pièces déposées aux Archives par les commissaires de l'Assemblée législative près l'armée du Nord : dès l'instant que les documents relatifs aux missions de 1792 étaient incorporés en bloc au fonds du Comité militaire, ce dossier devait aussi y être joint, et c'est certainement par erreur qu'il est resté dans Dxl.

Telles qu'elles sont, et quelques lacunes qu'elles présentent, les archives des Comités militaires méritent d'être connues des travailleurs. Les procès-verbaux, bien

(1) On remarquera, dans l'ordre numérique des dossiers, deux interversions qui semblent avoir existé de tout temps et dont l'origine n'est pas connue.

que secs, peuvent fournir nombre d'indications utiles pour l'histoire de l'organisation militaire. La sous-série Dxv, avec son complément du carton Dxl, 28, offre des éléments précieux pour l'étude de la campagne de 1792. Dans la même sous-série, il faut signaler aux chercheurs les pétitions adressées par des officiers ou des soldats aux commissaires de l'Assemblée près les armées du Nord et du Midi ; il est rare que le pétitionnaire ne rappelle pas ses états de services, et nous pouvons avoir, grâce à ces documents, des renseignements biographiques dont les Archives administratives de la Guerre ne nous procureraient pas toujours l'équivalent.

*
* *

Un inventaire analytique de la sous-série Dxv avait été rédigé, dès 1866, par M. Henri Lot, archiviste aux Archives nationales ; mais j'ai constaté, en revisant cet inventaire, qu'il fourmillait d'inexactitudes, et j'ai dû le refaire d'un bout à l'autre. L'inventaire du dossier Dxl, 28, n° 206 *bis* est de moi, ainsi que la première partie.

# TABLE

PAGES

PRÉFACE ..... V

## PREMIÈRE PARTIE

**Procès-verbaux, Correspondance et Enregistrement, Rapports et Projets de Décrets.**

I. — Procès-verbaux ..... 5
II. — Correspondance et enregistrement ..... 7
III. — Rapports et projets de décrets ..... 11

## DEUXIÈME PARTIE

**Inventaire analytique de la sous-série DXV (Comité militaire).**

CARTON DXV, 1 :

Dossier 1A. — Commissaires de l'Assemblée législative à l'armée du Nord. Arrêtés ..... 14
Dossier 1B. — Commissaires de l'Assemblée législative à l'armée du Nord. Correspondance ..... 25
Dossier 2. — Armée du Nord. États de situation ..... 33
Dossier 3. — Armée du Nord. Demandes d'emploi et de promotion ..... 34
Dossier 4. — Armée du Nord. Demandes de décorations ..... 38
Dossier 5. — Armée du Nord. Plaintes et réclamations ..... 39
Dossier 6. — Armée du Nord. Élargissements ..... 40

CARTON DXV, 2 :

Dossier 7. — Lettres, mémoires, délibérations des autorités constituées du département du Nord adressés aux commissaires de l'Assemblée législative à l'armée du Nord ..... 41
Dossier 8. — Armées du Nord et du Centre. Correspondance des commissaires des guerres avec les commissaires de l'Assemblée législative ..... 42
Dossier 9. — En déficit.

Dossier 10. — Correspondance des commandants des places avec les commissaires de l'Assemblée législative à l'armée du Nord. 43
Dossier 11. — Armée du Nord. Pétitions..... 44
Dossier 12. — Correspondance du ministre de la guerre Servan avec le président de l'Assemblée législative..... 54
Dossier 13. — Armées du Nord et du Centre. Correspondance des ministres avec Lafayette; correspondance et ordres de Lafayette ..... 55
Dossier 14. — En déficit.
Dossier 15. — Adresses de corps de troupes..... 58
Dossier 16. — Correspondance des maréchaux de camp avec le général en chef de l'armée du Nord..... 59
Dossier 17. — Armée du Nord. Correspondance du maréchal de camp O'Moran avec le général Dumouriez..... 60
Dossier 18. — Lettres et pièces diverses adressées au général Lafayette ..... 60
Dossier 19. — Correspondance des commandants de la place de Longwy, et pièces diverses les concernant..... 62
Dossier 20. — Armées du Nord et du Centre. Correspondance des autorités départementales..... 64
Dossier 21. — En déficit.

CARTON DXV, 3 :

Dossier 22. — Affaire de la pension accordée au maréchal Lückner ..... 66
Dossier 24. — Armée du Rhin. Lettres du général Custine..... 67
Dossier 25. — Compte rendu de Prieur, commissaire ordonnateur à l'armée du Rhin, aux commissaires de l'Assemblée législative près cette armée..... 67
Dossier 26. — Suspensions de fonctionnaires dans l'ordre civil et militaire, prononcées par les représentants Lamarque, Delaporte et Bruat, commissaires auprès du maréchal Lückner... 67
Dossier 27. — Lettres et délibérations adressées aux commissaires de l'Assemblée législative près l'armée du Midi par les corps administratifs ou à propos des actes desdits corps..... 68
Dossier 28. — Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative près l'armée du Midi et relatives au service de la Marine..... 71
Dossier 29. — Armée du Midi. États de situation. Troupes..... 72
Dossier 30. — Armée du Midi. États de situation. Matériel..... 72
Dossier 31. — Armée du Midi. Subsistances..... 73
Dossier 32. — Armée du Midi. Service de santé..... 74
Dossier 33. — Armée du Midi. Pétitions et pièces diverses..... 75
Dossier 39. — Armée du Midi. Dénonciations..... 76

CARTON DXV, 4 :

Dossier 23. — Mémoires, rapports, discours, projets, réflexions et observations soumis au Comité militaire..... 78

Dossier 34. — Lettre du ministre de la Guerre et actes y annexés adressés à l'Assemblée législative et renvoyés au Comité militaire ..... 79
Dossier 35. — Lettres et délibérations des corps administratifs et autres autorités, adressées à l'Assemblée législative et renvoyées au Comité militaire..... 80
Dossier 36. — Garde nationale, vétérans, maréchaussée, gendarmerie ..... 82
Dossiers 37 et 38. — Colonies, Saint-Domingue..... 86
Dossier 40. — Lettres et pièces diverses adressées ou transmises aux ministres et aux Assemblées..... 86
Dossier 41. — Correspondance des ministres avec les généraux et l'Assemblée législative..... 88
Dossier 42. — Pièces relatives à la place de Landau..... 89

CARTON DXV, 5 :

Dossier 43. — Insurrection du régiment de Royal-Champagne... 90
Dossier 44. — Insurrection du régiment de Royal-Champagne. Supplément ..... 97
Dossier 45. — Pièces diverses relatives aux insurrections militaires ..... 97

CARTON DXV, 6 :

Documents classés par ordre chronologique..... 98

**Annexe à la deuxième partie :** INVENTAIRE ANALYTIQUE DU DOSSIER DXL, 28, N° 206 bis..... 113

**Appendice :** NOTE SUR LES COMMISSAIRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE AUX ARMÉES EN AOÛT ET SEPTEMBRE 1792..... 129

INDEX ALPHABÉTIQUE ..... 131

LES

# PAPIERS DES COMITÉS MILITAIRES

## DE LA CONSTITUANTE,

## DE LA LÉGISLATIVE ET DE LA CONVENTION

(1789-An IV)

# PREMIÈRE PARTIE

## PROCÈS-VERBAUX, CORRESPONDANCE ET ENREGISTREMENT, RAPPORTS ET PROJETS DE DÉCRETS

### I. — Procès-verbaux

Les procès-verbaux du Comité militaire de l'Assemblée constituante ont disparu : du moins n'existent-ils pas aux Archives nationales. On trouve aux Archives historiques de la Guerre, dans le carton LXXII du « Supplément de la correspondance » des Archives anciennes, trois cahiers de « décisions du Comité militaire », du 28 mai 1790 au 28 septembre 1791 ; ces cahiers, qui contiennent de brèves indications de questions posées, avec les décisions en regard, ne suppléent pas, il s'en faut de beaucoup, aux procès-verbaux absents.

*
* *

Les procès-verbaux du Comité militaire de l'Assemblée législative existent aux Archives nationales en deux états.

1° En minute :

AFI, 5, plaquettes 20 à 23. Comité militaire de l'Assemblée législative. Minutes des procès-verbaux, 28 octobre 1791-11 septembre 1792.

Voici le détail des plaquettes. Plaq. 20 : du 28 octobre 1791 au 30 décembre 1791; — plaq. 21 : du 2 janvier 1792 au 20 février 1792; — plaq. 22 : du 22 février 1792 au 7 mai 1792; — plaq. 23 : du 9 mai 1792 au 11 septembre 1792.

Parmi les minutes de ce carton sont intercalées quelques minutes de lettres écrites par le Comité, ainsi que différentes pièces et notes provenant de ses dossiers. On trouvera notamment dans la plaquette 21 plusieurs pièces relatives à l'affaire du 11e d'infanterie, ex-Soissonnais, qui avait déserté en Savoie.

2° Sur registre :

AFI*, 18. Registre des procès-verbaux du Comité militaire de l'Assemblée législative, 12 octobre 1791-28 août 1792.

*
* *

Les procès-verbaux du Comité de la guerre et du Comité militaire de la Convention existent de même, aux Archives nationales, en deux états.

1° En minute :

AFII, 14, plaquettes 92 à 101. Comité de la guerre de la Convention nationale. Minutes des procès-verbaux, 28 septembre 1792-ventôse an II.

Voici le détail des plaquettes. Plaq. 92 : du 28 septembre 1792 au 29 décembre 1792; — plaq. 93 : janvier-février 1793; — plaq. 94 : mars 1793; — plaq. 95 : avril 1793; — plaq. 96 : mai et juin 1793; — plaq. 97 : juillet, août, septembre 1793; — plaq. 98 : du 2 octobre 1793 au 29 brumaire an II (19 novembre 1793); — plaq. 99 : frimaire an II; — plaq. 100 : nivôse an II; — plaq. 101 : pluviôse et ventôse an II.

AFII, 14, plaquettes 101 à 110. Comité de la guerre, puis Comité militaire de la Convention nationale. Minutes des procès-verbaux, germinal an II-brumaire an IV.

Voici le détail des plaquettes. Plaq. 102 : germinal et floréal an II; — plaq. 103 : prairial et messidor an II; — plaq. 104 : thermidor, fructidor et jours complémentaires an II; — plaq. 105 : vendémiaire et brumaire an III; — plaq. 106 : frimaire et nivôse an III; — plaq. 107 : pluviôse et ventôse an III; — plaq. 108 : germinal et floréal an III; — plaq. 109 : prairial et messidor an III; — plaq. 110 : thermidor et fructidor an III, vendémiaire et brumaire an IV.

Parmi les minutes de ces deux cartons sont intercalées quelques pièces et notes provenant des dossiers des deux Comités.

2° Sur registre :

AFII*, 22. Registre des procès-verbaux du Comité de la guerre de la Convention nationale, 28 septembre 1792-29 brumaire an II (19 novembre 1793).

AFII*, 23. Registre des procès-verbaux du Comité de la guerre, puis du Comité militaire de la Convention nationale, 1er frimaire an II (21 novembre 1793)-20 pluviôse an III (8 février 1795).

AFII*, 24. Registre des procès-verbaux du Comité militaire de la Convention nationale, 21 pluviôse an III (9 février 1795)-21 vendémiaire an IV (13 octobre 1795).

Il est à noter que le texte des procès-verbaux du Comité de la guerre et du Comité militaire, tel qu'il est donné par les registres, n'est pas toujours conforme à celui des minutes. Des mots, des membres de phrase, parfois intéressants, qui figurent dans la minute ne se retrouvent pas dans la mise au net.

## II. — Correspondance et enregistrement

Des minutes de lettres et des registres d'enregistrement provenant du Comité militaire de l'Assemblée constituante sont aux Archives nationales et aux Archives historiques de la guerre. Aux Archives nationales :

AFI, 3, plaquettes 9 à 13. Comité militaire de l'Assemblée constituante. Minutes de lettres envoyées, 28 mai 1790-mars 1791.

Voici le détail des plaquettes. Plaq. 9 : du 28 mai 1790 au 16 octobre 1790 (132 pièces); — plaq. 10 : du 18 octobre 1790 au 31 décembre 1790 (123 pièces); — plaq. 11 : janvier 1791 (121 pièces); — plaq. 12 : février 1791 (136 pièces); — plaq. 13 : mars 1791 (152 pièces).

AFI, 4, plaquettes 14 à 19. Comité militaire de l'Assemblée constituante. Minutes de lettres envoyées, avril 1791-septembre 1791.

Voici le détail des plaquettes. Plaq. 14 : avril 1791 (84 pièces); — plaq. 15 : mai 1791 (48 pièces); — plaq. 16 : juin 1791 (70 pièces); — plaq. 17 : juillet 1791 (108 pièces); — plaq. 18 : août 1791 (143 pièces); — plaq. 19 : septembre 1791 (58 pièces).

La plupart des lettres contenues dans ces onze plaquettes offrent peu d'intérêt : ce sont de simples accusés de réception et avis de transmission de pièces reçues, ou bien des lettres au ministre de la guerre, pour lui annoncer des envois de pièces. Y sont joints : quelques notes sur des questions diverses, avec l'indication des décisions du Comité, et quelques mémoires soumis au Comité, par exemple, dans la plaquette 13, une demande de décision pour rang présentée par un groupe d'officiers du régiment de la Sarre (La Rochelle, 26 février 1791), et un mémoire des carabiniers sur l'organisation du corps (Paris, 25 février 1791).

Aux Archives historiques de la Guerre, le carton LXXII du « Supplément de la correspondance » des Archives anciennes contient :

Un cahier (en deux exemplaires) de « Correspondance de Monsieur le Président du Comité militaire avec le Ministre de la guerre » du 17 juin 1790 au 31 décembre 1790, comprenant 107 numéros. Ce cahier porte l'analyse sommaire des lettres du président, avec l'indication brève des réponses faites à un certain nombre d'entre elles.

Deux registres intitulés : « Comité militaire. Premier répertoire des pièces renfermées dans les cartons sous la cote A.

Numéros 1 à 2469. Années 1789 et 1790 », et « Comité militaire. Deuxième répertoire des pièces renfermées dans les cartons sous la cote A. Numéros 2470 à 5858. De janvier 1791 à septembre 1791 ».

Ces deux registres d'enregistrement portent des analyses brèves, mais cependant suffisantes pour donner idée de la nature et de l'importance des documents qui ont formé les archives du Comité militaire de la Constituante.

Beaucoup plus intéressant est un autre registre également conservé aux Archives historiques de la Guerre, Fonds Préval A 28, et qui est intitulé : « Vœux et doléances adressés à l'Assemblée nationale par divers régiments ». Il contient la copie de nombreuses pétitions présentées à l'Assemblée par des corps de troupes en 1789, lorsque commencèrent les débats sur la nouvelle constitution de l'armée.

*
* *

Du Comité militaire de l'Assemblée législative, nous n'avons que deux registres d'enregistrement de la correspondance passive; ils sont aux Archives nationales :

AF1*, 19. Registre des pièces et mémoires adressés au Comité militaire de l'Assemblée législative, nos 1 à 1001, d'octobre 1791 à décembre 1791.

Ce registre fournit les indications suivantes : analyse sommaire de la pièce, date d'arrivée, nom du rapporteur, date de la remise au rapporteur, date du rapport, décision.

AF1*, 20. Registre des pièces et mémoires adressés au Comité militaire de l'Assemblée législative, nos 5 à 2199, de janvier 1792 au 21 août 1792.

Ce registre contient les mêmes indications que le précédent; les affaires sont classées par ordre alphabétique de noms de personnes et de matières.

A mentionner, aux Archives historiques de la guerre, dans le carton LXXII du « Supplément de la correspondance » des Archives anciennes, deux cahiers intitulés « Rapports et

projets de décrets du Comité militaire sur divers objets, présentés à l'Assemblée nationale par M. Jouneau, le [ ] novembre 1791 » (6 folios) et « Rapports du Comité militaire présentés à l'Assemblée nationale par M. Jouneau, le [ ] novembre 1791 » (2 folios). Y sont jointes diverses pièces de correspondance.

*
* *

La correspondance active de la section des objets généraux — la plus importante de toutes — du Comité de la guerre et du Comité militaire de la Convention nous est parvenue en minutes et sur registre, à savoir :

AFII, 16, plaquettes 111 à 116. Comité de la guerre, puis Comité militaire de la Convention nationale. Section des objets généraux. Correspondance envoyée. Minutes, 1792-an IV.

Voici le détail des plaquettes. Plaq. 111 : septembre à décembre 1792 (40 pièces) ; — plaq. 112 : janvier à septembre 1793 (119 pièces) ; — plaq. 113 : an II (61 pièces) ; — plaq. 114 : an II (90 pièces) ; — plaq. 115 : an II (78 pièces) ; — plaq. 116 : an III, vendémiaire et brumaire an IV (101 pièces).

AFII*, 29. Comité de la guerre, puis Comité militaire de la Convention nationale. Section des objets généraux. Correspondance envoyée, 22 septembre 1792-3 brumaire an IV (25 octobre 1795).

Le registre seul est complet (864 numéros) ; les minutes offrent des lacunes assez étendues : par contre, quelques pièces originales y sont jointes ; la plaquette 113 contient un véritable dossier sur l'affaire de la Légion germanique. Il est bon de préciser que le registre AFII* 29 contient non pas l'analyse, mais le texte même des lettres envoyées : il forme le complément nécessaire des procès-verbaux.

La correspondance passive des mêmes Comités a été enregistrée dans cinq registres (les analyses deviennent très brèves à partir du 15 février 1793), qui sont aux Archives nationales :

AFII*, 25. Comité de la guerre de la Convention nationale. Enregistrement et renvoi des pièces reçues, 1er janvier 1793-6 nivôse an II (26 décembre 1793).

AFII*, 26. Comité de la guerre de la Convention nationale. « Classement des pièces », 6 nivôse an II (26 décembre 1793)-1er thermidor an II (19 juillet 1794).

AFII*, 27. Comité de la guerre, puis Comité militaire de la Convention nationale. « Classement des pièces », 1er thermidor an II (19 juillet 1794)-1er thermidor an III (19 juillet 1795).

AFII*, 28. Comité militaire de la Convention nationale. « Classement des pièces », 1er thermidor an III (19 juillet 1795)-5 brumaire an IV (26 octobre 1795).

DXV*, 1. Comité militaire de la Convention nationale. Enregistrement des pièces reçues depuis le 2 prairial an III (21 mai 1795) jusqu'au 1er vendémiaire an IV (1er septembre 1795) (1).

## III. — Rapports et projets de décrets

Les Comités militaires de la Constituante, de la Législative et de la Convention ont rédigé un grand nombre de rapports et et de projets de décrets. De ces pièces, les unes sont restées manuscrites, et la trace en est perdue (voir la préface, p. XXX); les autres ont été imprimées, par ordre des Assemblées, ou par les soins des Comités eux-mêmes. Il existe à Paris plusieurs collections, qui paraissent complètes, de ces impressions; nous signalons, comme étant d'accès facile, deux de ces collections, celle des Archives nationales et celle de la Bibliothèque nationale (2).

(1) A mentionner pour mémoire : DXV*, 2. Table de tous les décrets relatifs à la guerre, servant de suite à celle du Code militaire, depuis le 23 juin 1793, vieux style, de l'an II de la République française. — Cette table, qui pousse le dépouillement de la législation jusqu'à la fin de l'an III, est sans utilité; employer les tables des collections législatives imprimées.

(2) Comme on le verra ci-après, celle des Archives nationales, qui a été

Aux Archives nationales, on consultera, dans la subdivision ADXVIII$^{c}$ (Impressions des Assemblées) de la « Collection Rondonneau », les volumes suivants :

1° *Assemblée constituante.*

ADXVIII$^{c}$, 87 et 88. Armée. Décrets généraux.

ADXVIII$^{c}$, 89. Artillerie, génie, places de guerre.

ADXVIII$^{c}$, 90. Vivres, hôpitaux, invalides.

ADXVIII$^{c}$, 94 et 95. Insurrections de l'armée.

ADXVIII$^{c}$, 97 et 98. Gendarmerie, gardes nationales.

2° *Assemblée législative.*

ADXVIII$^{c}$, 183. Armée, garde nationale, invalides, poudres et salpêtres.

ADXVIII,$^{c}$ 184. Gendarmerie nationale, congés, solde.

3° *Convention nationale.*

ADXVIII$^{c}$, 295. Encouragements et récompenses.

ADXVIII$^{c}$, 301. Commissaires des guerres, officiers de santé, hôpitaux, tribunaux militaires, police militaire.

ADXVIII$^{c}$, 302 et 303. Subsistances militaires, charrois, étapes, remontes, armes, poudres.

ADXVIII$^{c}$, 304. Victoires, trahisons.

ADXVIII$^{c}$, 305. Militaires accusés.

ADXVIII$^{c}$, 307. Solde, corps divers.

ADXVIII$^{c}$, 308. Armée, organisation générale.

ADXVIII$^{c}$, 312. Commerce et industrie, travaux publics, routes.

ADXVIII$^{c}$, 318. Relations extérieures, paix et guerre.

ADXVIII$^{c}$, 322. Pensions, gratifications, indemnités.

---

formée par les soins de Camus, et qui est très complète, est de consultation particulièrement commode ; j'indique, après dépouillement, tous les volumes de cette collection où se trouvent des rapports ou projets de décrets émanés des Comités militaires.

A la Bibliothèque nationale, les rapports et projets de décrets imprimés des Comités militaires sont répartis dans plusieurs subdivisions :

1° Pour la période de la Constituante, les impressions relatives à l'armée ne sont pas réunies en recueil; on les trouvera, *passim*, dans Le[29] (Détail des séances de l'Assemblée nationale constituante de 1789).

Il faut noter d'ailleurs que les impressions faites par ordre de la Constituante se trouvent en général annexées, dans les exemplaires du *Procès-verbal* de l'Assemblée, aux comptes rendus même des séances; le *Procès-verbal* est à la Bibliothèque nationale sous la cote Le[27]10, in-8.

2° Les impressions faites par ordre de la Législative ont été dès l'origine réunies en un recueil commode : *Pièces imprimées par ordre de l'Assemblée nationale* (Paris, Imprimerie nationale, 1792, 31 vol.), qui se trouve à la Bibliothèque nationale; demander : Le[33]3, lettre V (Militaire), 4 vol. in-8.

3° Pour la période de la Convention, il existe un recueil du même genre : *Pièces imprimées par ordre de la Convention nationale* (Paris, Imprimerie nationale, 1792-an IV, 13 vol. in-8), qui se trouve à la Bibliothèque nationale; demander : Le[37]2, lettre I (Militaire), un vol. in-8. Mais ce volume ne contient pas tout, et il faut consulter aussi, *passim*, la subdivision Le[38] (Détail des séances de la Convention nationale).

*
* *

Ajoutons, en terminant, que quelques-uns des rapports imprimés des Comités militaires ont été insérés, dès l'époque même dans des journaux, notamment le *Moniteur universel*. On sait, d'autre part, que les éditeurs des *Archives parlementaires* reproduisent dans leur recueil les pièces imprimées par ordre des Assemblées révolutionnaires.

# DEUXIÈME PARTIE

## INVENTAIRE ANALYTIQUE DE LA SOUS-SÉRIE Dxv

### (COMITÉ MILITAIRE)

**Dxv, 1, dossier 1A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (116 pièces).

1. Ordre au général Dillon de ne pas obéir à Lafayette (minute). 17 août 1792.

2. Ordre au greffier du tribunal de Valenciennes de délivrer à Collin (Louis-René) et autres officiers du 1er bataillon de l'Orne, copie des plaintes faites contre eux. 18 août 1792.

3. Ordre à Meunier, quartier-maître du 3e de cavalerie, de vérifier si le camp de Pont-sur-Sambre a été levé, et pourquoi. 18 août 1792.

4. Autorisation accordée sur la demande (autographe) de Dumouriez, à M. de Flers, colonel du 3e de cavalerie, de remplacer M. Moreton dans les fonctions de mestre de camp. 19 août 1792.

5. Nomination de M. de Tourville, colonel de Royal-Auvergne, aux fonctions de maréchal de camp en remplacement de M. Lameth (Alexandre), sur la proposition (autographe) de Dumouriez. 19 août 1792.

6. Ordre au lieutenant-général de La Bourdonnaye de se rendre à Valenciennes. 19 août 1792.

7. Autorisation accordée sur la demande de Dumouriez à M. Duval, colonel du 6e dragons, de remplir les fonctions de maréchal de camp. 19 août 1792.

**DXV, 1, dossier 1A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (*Suite*).

8. Nomination de M. Marassé aux fonctions de lieutenant-général. 19 août 1792.

9. Ordre au général Dillon de se rendre à Valenciennes. 19 août 1792.

10. Nomination de M. des Forêts aux fonctions de maréchal de camp. 19 août 1792.

11-11 *bis*. Ordre à Dumouriez d'assurer l'élargissement des représentants Kersaint, Antonelle et Péraldy, en mission auprès de l'armée du Nord, arrêtés à Sedan. 19 août 1792 (2 pièces).

12-12 *bis*. Ordre au général Dillon de faire reconnaître Dumouriez pour général en chef de l'armée du Nord. 20 août 1792 (2 pièces).

13. Ordre d'élargir le nommé Favereau, du 25e d'infanterie, et de le diriger sur son corps à Maubeuge. 22 août 1792.

14. Ordre d'élargir Jardin, Caillau, Logorote, Bourdon, Hurel, Petitpas, Humbert, Thomas, Flore, Schallk, Ludivry et Lefèvre, militaires détenus, et de les incorporer aux compagnies franches. 22 août 1792.

15. Ordre d'élargir La Terreur et Jourdan, grenadiers au 24e régiment. 22 août 1792.

16. Ordre de mettre en arrestation Rivoire, vice-président du département de l'Aisne. 22 août 1792.

17. Destitution provisoire de Grégoire Dulac, aide de camp du général Chazot. 24 août 1792.

18. Ordre à Gosset, sergent, Drouin, Cabridan et Vicaut, canonniers au détachement du Quesnoy, de comparaître devant les commissaires. 23 août 1792.

19. Ordre d'arrestation contre Rieunier, capitaine au 3e d'artillerie, et ordre de comparution contre de Chazelles, lieutenant-colonel au 49e d'infanterie. 23 août 1792.

20. Ordre à Dumouriez de saisir les voitures d'Alexandre Lameth. 25 août 1792.

**Dxv, 1, dossier 1A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (*Suite*).

21. Ordre d'élargir 17 militaires détenus, sous condition qu'ils seront incorporés aux compagnies franches. 25 août 1792.

22. Ordre maintenant en état d'arrestation le capitaine Rieunier. 26 août 1792.

23. Ordre au général Dillon de se rendre auprès de Dumouriez et de commander sous ses ordres. 27 août 1792.

24. Ordre à Morlet, commissaire ordonnateur des guerres, de payer 133 livres 12 sols à Baudry, adjudant de la place de Valenciennes, pour frais d'une mission dont il a été chargé par Dumouriez. 22 août 1792.

25. Autorisation à Baudry (François), commandant temporaire de la place de Laon, de se faire remettre les pièces concernant le service militaire de ladite place. 28 août 1792.

26. Ordre à Remoiscenet, capitaine au 5e d'infanterie, de quitter ses fonctions de commandant de la place de Laon et de retourner à son corps. 28 août 1792.

27. Nomination de Baudry (François), adjudant de la place de Valenciennes, à l'emploi de commandant de la place de Laon. 28 août 1792.

28. Ordre à Pelletier, commissaire des guerres, de continuer ses achats de fourrages. 28 août 1792.

29. Ordre de comparution à Romain et Bazire, commissaires des guerres, pour demande d'explications. 28 août 1792.

30. Autorisation à Ango, capitaine au 2e bataillon du Calvados, et à Mathurin (Nicolas), quartier-maître au même bataillon, de lever une compagnie franche dans les districts de Falaise, Vire et Bayeux. 28 août 1792.

31. Ordre à du Rocher, commandant le 2e bataillon d'Ille-et-Vilaine, de recevoir Guillou, sergent-major, sortant de prison. 28 août 1792.

32. Ordre au maire de Maubeuge et à Rochette, lieutenant-colonel du 1er bataillon de la Charente, de faire procéder à

**DXV, 1, dossier 1A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (*Suite*).

l'inventaire des papiers de Deve, adjudant audit bataillon, arrêté pour conduite suspecte et propos indiscrets. 29 août 1792.

33. Ordre à Rochette, lieutenant-colonel du 1er bataillon de la Charente, de faire intercepter à la poste de Maubeuge les lettres suspectes. 29 août 1792.

34. Ordre de réintégration à son corps de Paris (Michel-Antoine), soldat au 10e bataillon de chasseurs, accusé de désertion. 29 août 1792.

35. Ordre d'examiner les papiers de la dame Maltête, suspecte et détenue à la citadelle de Valenciennes. 29 août 1792 (2 pièces).

36. Remplacement des officiers municipaux de Prouvy, accusés d'incivisme. 30 août 1792.

37. Remplacement des officiers municipaux de Thiant, accusés d'incivisme. 30 août 1792.

38. Ordre au directeur de la poste de Valenciennes de faire parvenir au chef de l'état-major de l'armée, au camp de Maulde, deux lettres parvenues à l'adresse de Dumouriez pendant l'absence de ce dernier. 31 août 1792.

39. Autorisation provisoire aux officiers civils et militaires de Condé de faire faire le pain de munition par les boulangers des corps en station dans cette place; ordre aux mêmes officiers d'envoyer des échantillons de la farine et de l'eau employées pour cette fabrication, pour qu'analyse en soit faite. 31 août 1792.

40. Ordre à Gillet, inspecteur des subsistances militaires, de se rendre à Cambrai pour y travailler à l'approvisionnement de l'armée. 1er septembre 1792.

41. Ordonnance de maintien provisoire d'un arrêté du directoire du département du Nord qui réunit la commune de Vicoigne à celle de Raismes. 1er septembre 1792.

42. Ordre à Ledannois (Jacques), lieutenant quartier-maître, et Dubois (Alexandre), sergent-major au 1er bataillon du Cal-

**Dxv, 1, dossier 1A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (*Suite*).

vados, de se rendre dans leur département pour y lever une compagnie franche. 27 août 1792.

43-43 *bis*. Ordre aux officiers municipaux de Condé de remettre entre les mains des commissaires la correspondance suspecte qu'ils ont arrêtée. 27 août 1792 (2 pièces).

44-44 *ter*. Autorisation à Boyer, capitaine au 2e bataillon de Paris, de lever une troupe de cavalerie légère de 200 hommes. 1er septembre 1792 (3 pièces).

45. Autorisation à Sthiel et Vandertoot, Hollandais réfugiés, de quitter le 2e bataillon du Nord, pour entrer dans la Légion franche étrangère. 4 septembre 1792.

46. Autorisation à Fontbonne, colonel du 18e d'infanterie, de faire faire 350 habits. 4 septembre 1792.

47. Ordre au geôlier des prisons d'Avesnes d'élargir Juillerat (Daniel), Suisse, qui a subi une partie de la peine qui lui avait été infligée. 5 septembre 1792.

48. Autorisation aux officiers municipaux d'Avesnes de prendre dans la maison des ci-devant religieuses le local nécessaire aux ouvriers tailleurs du 1er chasseurs. 5 septembre 1792

49. Nomination de Vanderbès, juge de paix de la ville de Marchiennes, aux fonctions de juge de paix du canton de Marchiennes, en remplacement de Briquet, destitué, ainsi que Moreau, son greffier. 7 septembre 1792.

50. Suspension de Traime, président, Crepin et Manouvrier, membres du directoire du district de Valenciennes, et nomination à leur place de Langlois, Lemoine, Dubois-Durabo; nomination de Carette comme procureur-syndic à la place de Briez, élu député à la Convention. 10 septembre 1792.

51. Autorisation à Gallimée de passer dans un autre corps pour y continuer son service. 9 septembre 1792.

52. Laissez-passer délivré à Lapoype, colonel du 104e d'infanterie, porteur de dépêches importantes pour le ministre Servan. 9 septembre 1792.

**DXV, 1, dossier 1A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (*Suite*).

53. Nomination de Soyez, officier municipal de Valenciennes, aux fonctions de commissaire aux scellés, en remplacement de Delbauve, destitué. 10 septembre 1792.

54. Ordre au commissaire ordonnateur des guerres de payer, conformément à la loi, ses appointements à Grégoire Dulac, suspendu de ses fonctions d'aide-de-camp. 10 septembre 1792.

55. Réquisition au procureur de la commune de Valenciennes de fournir des logements dans la ville au régiment suisse de Courten, licencié. 10 septembre 1792.

56. Ordre de payer les portiers employés dans la place de Valenciennes. 11 septembre 1792.

57. Ordre au commandant de place de Valenciennes d'envoyer à l'officier d'artillerie qui Rieunier remplace au Quesnoy, les papiers qui concernent le service de cette place. S. d.

58. Suspension et remplacement des officiers municipaux de Bruille. 7 septembre 1792.

59. Suspension provisoire de Puthod, adjudant général, pour sa conduite inexplicable à l'affaire de Bruille. 15 septembre 1792.

60. Réintégration de Briffault dans ses fonctions de maire du Quesnoy. 16 septembre 1792.

61. Défense à la municipalité de Condé de se dessaisir d'une somme de 22.000 livres saisie comme suspecte d'être destinée à des émigrés. 15 septembre 1792.

62. Laissez-passer délivré à Pierre Malot et Pierre-Louis Dusautoix, du [?] bataillon de l'Yonne, chargés de mission auprès de Dumouriez. 16 septembre 1792.

63. Suspension et remplacement des officiers municipaux d'Alscon. 15 septembre 1792.

64. Suspension et remplacement des municipalités de Saint-Jean d'Hornaing et Saint-Calixte d'Hornaing. 15 septembre 1792.

**Dxv, 1, dossier 1A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (*Suite*).

65. Suspension et remplacement des municipalités de Denain et Wavrechain-sur-Denain. 15 septembre 1792.

66. Ordre au lieutenant général La Noue de faire distribuer 500 paires de bas et de souliers au 1er bataillon de la Charente. 4 septembre 1792.

67. Laissez-passer délivré à Cocatrix (François-Joseph), Suisse, passant par Paris, pour se rendre dans son pays. 16 septembre 1792.

68. Autorisation à Gelin (Maurice), maréchal de camp suspendu, de se retirer à Moncontour (Côtes-du-Nord). 13 septembre 1792.

69-69 *ter*. Arrêté prescrivant à la municipalité de Valenciennes de rendre compte aux commissaires, toutes les vingt-quatre heures, de tout ce qui lui paraîtra suspect dans la conduite des habitants, et menaçant de la rigueur des lois tout fonctionnaire public qui se rendrait coupable de négligence à cet égard. 13 septembre 1792 (3 pièces).

70. Suspension de Gelin, maréchal de camp, pour incapacité de commander constatée à l'affaire de Bruille. 11 septembre 1792.

71. Ordre à Fauvel et Contamine, membres du directoire du département du Nord, de se rendre à Valenciennes pour conférer avec les commissaires sur « les grands intérêts de la Patrie ». 12 septembre 1792.

72. Ordre à Morlet, commissaire ordonnateur, de payer à Dubois et Meurant, portiers-consignes de la ville d'Avesnes, des appointements de 25 livres par mois. 5 septembre 1792.

73. Autorisation à la commune d'Avesnes de faire mettre deux serrures à la porte de la ville. 5 septembre 1792.

74. Autorisation à Menou (Louis), capitaine d'artillerie, de faire passer dans une compagnie franche Colry, canonnier, impropre au service de l'artillerie. 4 septembre 1792.

**DXV, 1, dossier 1^A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (*Suite*).

75. Autorisation au trésorier de la guerre de faire quelques paiements à compte à Vernier (Jean-Paul), lieutenant d'artillerie, détaché à la manufacture d'armes de Maubeuge. 4 septembre 1792.

76. Ordre aux administrateurs du district de Valenciennes de faire sur-le-champ évacuer le chapitre de Denain et d'assurer la conservation des effets appartenant à la Nation qui s'y trouvent. 14 septembre 1792.

77. Ordre à Chazot, maréchal de camp, de se rendre à Valenciennes; le maréchal de camp Duval fera son intérim au camp de Pont-sur-Sambre. 19 août 1792.

78. Même ordre à Miaczynski, maréchal de camp. 19 août 1792.

79. Nomination provisoire de Moreton, maréchal de camp, au grade de lieutenant général, sur la demande de Dumouriez. 19 août 1792.

80. Ordre au juge de paix du Quesnoy de faire transporter à Valenciennes, dans un coffre scellé, les effets et les papiers de Rieunier. 24 août 1792.

81. Nomination provisoire de Langlois (Joseph) au grade de lieutenant-colonel pour commander en cette qualité la place de Condé. 27 août 1792.

82. Ordre mettant sous les ordres du général Dillon, en qualité de général en chef, correspondant directement avec l'Assemblée nationale et le pouvoir exécutif, toutes les troupes stationnées de Dunkerque à Maubeuge. S. d.

83. Première rédaction de l'ordre qui précède.

84. Permission à Scholastique Pamart, hospitalière de l'Hôtel-Dieu de Valenciennes, de quitter la vie monastique dans les conditions déterminées par la loi du 16 août 1792. 16 septembre 1792.

85. Injonction d'obéissance adressée par les commissaires à

**Dxv, 1, dossier 1A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (*Suite*).

la municipalité de Valenciennes (affaire du logement des Suisses du régiment de Courten). 11 septembre 1792.

86. Ordre à Ravestin, juge de paix, de visiter les papiers de la dame Remyon, de Valenciennes, accusée d'avoir poussé à déserter à l'ennemi un officier du 2e bataillon de Paris, et à la mettre en arrestation si le cas le requiert. 17 septembre 1792.

87. Autorisation à l'administration du district de Valenciennes de payer à Choffres (Charles) et Triolet (Charles), gendarmes, 41 livres 8 sols, douzième de leurs appointements annuels. 19 septembre 1792.

88. Autorisation à Salengros, commissaire, et Deldaine, notable de Valenciennes, de se rendre chez Mathieu, directeur des mines d'Anzin, et d'y prendre connaissance des registres et des noms des intéressés dans lesdites mines. 19 septembre 1792.

89. Ordre aux administrateurs des districts d'Hazebrouck, Lille, Bergues, Douai, Cambrai, Avesnes, d'inventorier les effets de campement qui se trouvent dans les maisons religieuses ou celles des émigrés, et de les tenir à la disposition de l'armée. 19 septembre 1792.

90. Ordre aux administrateurs du Quesnoy de remonter Cardier (Jacques), gendarme, injustement privé de son cheval en faveur de Gautier (Prudent), brigadier. 6 septembre 1792.

91. Autorisation au receveur du district de Cambrai de payer les gendarmes nationaux conformément à la loi du 26 août, afin de les mettre à même de rejoindre au plus vite. 6 septembre 1792.

92. Ordre à Malus de convoquer les commissaires des guerres chez le lieutenant général Moreton, pour conférer avec les représentants. 20 septembre 1792.

93. Autorisation à Fontbonne, colonel du 18e d'infanterie, de fixer les rangs des officiers en vue de nomination aux emplois vacants au régiment. S. d. (début de sept. 1792).

**DXV, 1, dossier 1A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (*Suite*).

94. Nomination provisoire de Garin, lieutenant au 1er d'infanterie, au grade de capitaine, sur la proposition du général O'Moran. 20 septembre 1792.

95. Invitation au général Moreton de prendre en considération le mémoire du capitaine Mocquot de Laguerre. 20 septembre 1792.

96. Autorisation provisoire à la municipalité de Landrecies de faire exécuter, sans en attendre l'envoi officiel, les lois relatives aux visites domiciliaires chez les suspects, à la saisie de leurs armes et munitions, et au service personnel des citoyens dans la garde nationale. 6 septembre 1792.

97-97 *bis*. Autorisation au directoire du département du Nord de licencier le régiment suisse de Reinach, en garnison à Dunkerque, et instruction relative à cette opération. 19 septembre 1792 (2 pièces).

98. Autorisation à Goffart, trésorier au Quesnoy, de payer à Bulot, Collet et Tourbe, gendarmes nationaux, 123 livres pour appointements. 6 septembre 1792.

99. Autorisation audit de payer 600 livres, à compte sur 1.097 livres qui lui sont dues, à Bertrand, chirurgien-major à l'hôpital ambulant de l'armée. 6 septembre 1792.

100-100 *bis*. Destitution provisoire de plusieurs officiers et sous-officiers du (?) bataillon de l'Orne pour leur inconduite au château de Querenaing. 5 septembre 1792 (2 pièces).

101. Autorisation à Malus, commissaire ordonnateur en chef de l'armée du Nord, de distraire des magasins, à charge de remplacement, 300 sacs de froment pour l'approvisionnement de Condé. 16 septembre 1792.

102. Serment de Liberté et Egalité prêté par Boncourt (Charles-Henri-Louis), aide-commissaire des guerres. 17 septembre 1792.

103. Nomination de François et Detondi, électeurs à Lille,

**Dxv, 1, dossier 1A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (*Suite*).

aux fonctions de commissaires (?) dans cette ville. 18 septembre 1792.

104. Ordre au directoire du département du Pas-de-Calais de faire droit aux demandes présentées par le conseil d'administration du 1er bataillon de ce département (remplacement des effets d'habillement et d'équipement perdus à l'affaire du 7 septembre, complément des effets de ce genre restant à fournir, renvoi au corps des volontaires absents sans congé). 18 septembre 1792.

105. Ordre à Ravestin, juge de paix, d'arrêter Canot, caissier des mines de Saint-Saulve, auteur d'un écrit incendiaire. 18 septembre 1792.

106. En déficit.

107. Invitation aux municipalités des environs de Valenciennes d'y envoyer des pompes. 20 septembre 1792.

108-108 *ter*. Autorisation au général O'Moran et à Langlois, commandant la place de Condé, de pourvoir à diverses nominations dans l'administration militaire, et de prononcer les suspensions et remplacements nécessaires. 21 septembre 1792 (3 pièces).

109. Ordre à la municipalité de Péronne de fournir sans retard des locaux propres à l'emmagasinement des fourrages destinés à la place et à l'armée. 21 septembre 1792.

110. Ordre au district de Valenciennes de faire évacuer les maisons religieuses, excepté celle des Hospitalières, et d'inventorier les meubles qu'elles contiennent. 21 septembre 1792.

111. Pleins pouvoirs à Briez, député à la Convention, pour continuer et surveiller l'exécution des arrêtés des commissaires. 21 septembre 1792.

112. Suspension de la municipalité de Cassel et arrestation de Langlé, maire. 22 septembre 1792.

113. Autorisation au conseil d'administration du 104e d'in-

**DXV, 1, dossier 1A : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Arrêtés** (*Fin*).

fanterie de pourvoir à un emploi vacant d'aide-chirurgien. 31 août 1792.

114. Autorisation audit conseil de casser Delair, caporal. S. d.

115. Ordre audit d'élargir Maugé, fusilier, détenu pour insubordination, et de le congédier. S. d.

116. Inventaire ancien des 115 pièces qui précèdent.

**DXV, 1, dossier 1B : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Correspondance** (110 pièces) (1).

1. Lettre de la Commission de correspondance dénonçant « l'audace » de l'administration des Ardennes et contenant des informations relatives à l'esprit des troupes. Paris, 18 août 1792.

2. Décret de l'Assemblée qui signale la commune de Boyer (Saône-et-Loire) comme ayant bien mérité de la patrie. 18 août 1792.

3-4. Lettre de la Commission de correspondance contenant la liste des adhésions aux actes de l'Assemblée. Paris, 19 août 1792 (2 pièces).

5. Lettre à Dumouriez annonçant l'ordre de délivrer les trois commissaires arrêtés à Sedan (min.). 19 août 1792.

6. Même lettre à Dillon et à La Bourdonnaye (min.). 19 août 1792.

7. Compte rendu à l'Assemblée par les commissaires sur leurs opérations à l'armée et l'attitude de Dumouriez (min.). 19 août 1792.

8. Invitation de Boyé, régisseur des fourrages, à Pelletier, commissaire d'approvisionnements, de surseoir à un achat de foins et avoines (copie). Sedan, 20 août 1792.

(1) Sauf indications contraires, les lettres qui suivent émanent des commissaires de l'Assemblée à Valenciennes.

**Dxv, 1, dossier 1B : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Correspondance** (*Suite*).

9. Liste des aristocrates de Maubeuge. S. d.

10-11. Avis à Dillon que l'ordre de ne pas obéir à Lafayette n'est nullement applicable à Dumouriez. 20 août 1792 (min. et copie, 2 pièces).

12. Réprimande à Dillon (?) pour retards dans les expéditions du bureau de l'état-major (min.). 20 août 1792.

13-14. Ordre d'arrestation de Rivoire, vice-président du département de l'Aisne, adressé à Dumouriez (min. et copie, 2 pièces). 22 août 1792.

15. Réponse à la municipalité de Lille au sujet des Suisses déserteurs qui désirent s'enrôler sous les drapeaux de la Nation (min.). 22 août 1792.

16. Réponse à diverses questions posées par les administrateurs du département du Nord au sujet des élections à la Convention (min.). 25 août 1792.

17. Copie des instructions de l'Assemblée nationale à ses commissaires près l'armée du Nord. 10 août 1792.

18-21. Proclamations et déclarations de l'Assemblée relatives au 10 août (14 pièces, affiches imprimées). 10-11 août 1792.

22. Rapport sur les relations de Lückner et de Lafayette (Extrait du procès-verbal de l'Assemblée). 23 juillet 1792.

23. Compte rendu à l'Assemblée, par les commissaires, de leurs premières appréciations sur l'esprit public (min.). Cambrai, 13 août 1792.

24. « Détail des faits qui concernent l'arrestation de M. Rieunier par MM. les commissaires de l'Assemblée nationale » (min. de 5 lignes). S. d.

25-33. Notes sur les approvisionnements et la défense de Valenciennes (9 pièces). S. d.

34. Envoi par les commissaires à Dillon de l'ordre qui défend d'obéir à Lafayette (min.). 17 août 1792.

**DXV, 1, dossier 1B : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Correspondance** (*Suite*).

35. Correspondance échangée entre les commissaires et Dillon à propos de sa nomination au commandement en chef des troupes stationnées de Dunkerque à Maubeuge. 17 août 1792 (imprimé).

36. Instructions laissées à Duval par Dumouriez, approuvées par les commissaires. 17 (?) août 1792.

37. Invitation à La Bourdonnaye de se rendre à Valenciennes (min.). 17 août 1792. (Au dos est minutée une invitation analogue et de même date adressée au lieutenant-colonel Goubers (?), à Douai.)

38. Approbation du blâme infligé à Dillon par le district de Douai (min.). 17 août 1792.

39. Note sur les propositions faites par Dillon en faveur de Puthod, adjoint aux adjudants généraux, pour le grade de lieutenant-colonel et pour la décoration militaire. S. d.

40. Renseignements sur le camp de Pont-sur-Sambre. 17-18 août 1792.

41. Note relative à un passeport délivré à Meunier. 18 août 1792.

42. Note contenant les noms de quatre curés, envoyés en députation le 18 août 1792. S. d.

43. Lettre de la Commission de correspondance annonçant l'envoi de tous les documents propres à éclairer les esprits sur le 10 août. Paris, 18 août 1792.

44. Réponse de Dubois du Bais à ses compatriotes de Lisieux, les assurant qu'il leur facilitera les moyens de combattre (min.). 25 août 1792.

45. Lettre de la Commission de correspondance demandant si la nouvelle de la prise de Longwy est vraie. Paris, 20 août 1792.

46. Réponse à ladite lettre, contenant confirmation de

**Dxv, 1, dossier 1B : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Correspondance** (*Suite*).

ladite nouvelle, et annonçant le départ de Dumouriez pour l'armée du Centre (min.). 27 août 1792.

47. Lettre de la Commission de correspondance annonçant que l'armée du Centre va être renforcée, et que la nouvelle de la prise de Longwy a exalté, non abattu, les esprits. Paris, 28 août 1792.

48. Remerciements à la ville de Valenciennes du vœu exprimé par elle de voir les représentants dans ses murs (min.). 28 août 1792.

49. Invitation à Pelletier, commissaire pour les approvisionnements, de les continuer (min.). 28 août 1792.

50. Avis à Remoiscenet, capitaine au 9e régiment, que Baudry, adjudant-lieutenant de la place de Valenciennes, est nommé commandant à Laon (min.). 28 août 1792.

51. Note résumant les nouvelles d'Allemagne; intentions prêtées à Lafayette et à Clerfayt; les Prussiens se portent sur Verdun, Thionville et Charleville. 28 août 1792.

52. Lettre à l'Assemblée annonçant que Rivoire, en fuite, n'a pu être arrêté, et que l'armée brûle d'effacer la trahison de Lafayette (min.). 29 août 1792.

53. Avis à la Commission extraordinaire du départ de Dumouriez pour Sedan, et demande que les pouvoirs des commissaires s'étendent au delà de Maubeuge (min.). 29 août 1792.

54. Encouragements à Dumouriez; éloge de son courage et de ses talents; projet d'invasion du Brabant. Les commissaires vont rejoindre le général (min.). 29 août 1792.

55. Avis au Comité de surveillance que Rivoire doit être à Reims (min.). 29 août 1792.

56. Lettre de la Commission de correspondance annonçant aux commissaires leur prochain rappel et demandant des nouvelles de l'armée. Paris, 30 août 1792.

**DXV, 1, dossier 1B : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Correspondance** (*Suite*).

57. Invitation à la municipalité de Condé de livrer à Dumouriez les cartes et plans de la bibliothèque du prince de Croÿ (min.). 30 août 1792.

58. Lettre à X... (?) en faveur de Haucloux, soldat coupable et repentant (min.). 31 août 1792.

59-60. Deux premières minutes, datées de Valenciennes, 1er septembre 1792, de la lettre des commissaires à l'Assemblée, de Saint-Amand, 2 septembre 1792 (1).

61-62. Lettre de la municipalité de Bourbonne, annonçant l'arrivée de Broglie et Caffarelli Dufalga, et contenant copie de déclarations faites par Broglie. Bourbonne, 2 septembre 1792 (2 pièces).

63. Lettre au général X... (?), dans laquelle les commissaires se louent de l'accueil à eux fait au camp de Maubeuge, annoncent la prolongation de leurs pouvoirs et demandent des expéditions de brevets (min.). 7 septembre 1792.

64. Procès-verbal du conseil extraordinaire tenu à Valenciennes pour pourvoir à la sûreté de la ville et entendre le général Moreton en ses explications. 7 septembre 1792.

65. Lettre de la Commission de correspondance relative au mouvement de défense nationale à Paris et dans la région de Paris. Paris, 8 septembre 1792.

66. Lettre aux officiers municipaux de X... (?), dans laquelle les commissaires exposent la situation de Valenciennes, couvert par la division Beurnonville, l'échec de la veille, et annoncent un conseil de guerre (min.). 8 septembre 1792.

67. Note contenant l'offre par un fournisseur de 1.200 pièces de riz pour l'armée. 8 septembre 1792.

68-69. Rapport à l'Assemblée par les commissaires sur les événements des 7 et 8 septembre, traitant des opérations de

(1) Cette lettre se trouve, en original, dans le carton DXL, 17, doss. 98, pièce 5.

**Dxv, 1, dossier 1B : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Correspondance** (*Suite*).

Moreton, de la perte de Saint-Amand, du licenciement du régiment suisse de Courten, et de diverses questions d'organisation militaire (deux min., dont une incomplète). 9 septembre 1792 (2 pièces).

70-71. Proclamation aux habitants de Valenciennes, contenant un appel au patriotisme. 9 septembre 1792 (2 pièces imprimées).

72. Invitation à la municipalité de Lille de ne plus entraver la marche des services publics par des mesures irréfléchies (copie). 10 septembre 1792.

73. Communication, par le procureur de la commune de Valenciennes, aux commissaires, de réflexions par lui exposées et concluant à l'illégalité de l'arrêté qui loge les Suisses de Courten, licenciés, chez les habitants. 10 septembre 1792.

74. Réponse des commissaires portant que l'arrêté incriminé a été mûrement délibéré, et qu'ils useront au besoin de la plénitude de leurs pouvoirs (min.). 11 septembre 1792.

75. Lettre de la municipalité protestant qu'elle est loin de vouloir entraver les opérations des commissaires, mais qu'elle entend remplir tous ses devoirs. 11 septembre 1792.

76. Lettre au président de la Commission extraordinaire, annonçant le départ pour Paris de Dulac, aide de camp de Lafayette, renfermant des excuses en sa faveur, et demandant un chef pour l'armée (min.). 11 septembre 1792.

77. Même lettre au ministre de la guerre (min.). 11 septembre 1792.

78. Lettre à l'Assemblée, pour appuyer auprès d'elle la demande faite par la municipalité de Valenciennes d'une autorisa- d'aliéner les terrains des couvents (min.). 11 septembre 1792.

79. Invitation à Fauvel et Contamine, administrateurs du département du Nord, de se rendre à Valenciennes (min.). 12 septembre 1792.

**DXV, 1, dossier 1B : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Correspondance** (*Suite*).

80. Lettre au général Moreton sur la fermentation signalée parmi les troupes de la garnison de Valenciennes (min.). 13 septembre 1792.

81. Lettre à la municipalité de Lille : prochain voyage de Fauvel et Contamine, administrateurs du département du Nord, à Valenciennes; les commissaires, qui s'intéressent vivement à Lille, espèrent pouvoir bientôt s'y rendre (min.). 13 septembre 1792.

82-84. Avis au conseil général de la commune de Valenciennes de l'envoi d'un arrêté portant que ledit conseil rendra compte toutes les vingt-quatre heures de ce qui se passe (min.); exemplaires imprimés dudit arrêté. 13 septembre 1792 (3 pièces).

85-87. Invitation (original, renvoyé par Moreton à Ferrand, et minute) à Moreton de désigner 18 commissaires pour organiser des compagnies et bataillons, et liste de ces commissaires, avec l'indication des lieux de rassemblement. 14 septembre 1792 (3 pièces).

88. Lettre des commissaires à leurs collègues à Maubeuge; ils leur expriment le désir d'avoir avec eux une entrevue (min.). 14 septembre 1792.

89. Avis aux administrateurs du Quesnoy de l'arrivée de commissaires de l'Assemblée à Maubeuge, près l'armée du Centre; défense d'entraver les mesures de salut public (min.). 14 septembre 1792.

90. Lettre par laquelle les commissaires de l'Assemblée à Maubeuge demandent une entrevue à leurs collègues à Valenciennes. Maubeuge, 14 septembre 1792.

91. Proclamation et arrêté contenant un appel aux armes. 14-15 septembre 1792 (imprimé).

92. Avis des commissaires à leurs collègues à Maubeuge sur un retard dans l'expédition des vivres (min.). 15 septembre 1792.

93. Rapport à la Commission extraordinaire sur la levée du

**Dxv, 1, dossier 1B : Commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord. Correspondance** (*Fin*).

camp de Maulde et les graves conséquences de cet événement (min. ou copie). 15 septembre 1792.

94. Renvoi par les commissaires à leurs collègues à Maubeuge de l'examen de la conduite du bataillon de l'Orne et de la proposition de suspension des officiers (min.). 15 septembre 1792.

95-96. Proclamation exhortant à courir sus aux ennemis (imprimé), avec lettre d'envoi à Servan, ministre de la guerre (min.). 17-18 septembre 1792 (2 pièces).

97-99. Lettres d'envoi de la même proclamation aux conseils généraux du Pas-de-Calais, de la Somme et du Nord, et aux électeurs du département du Nord (min.). 18 septembre 1792 (3 pièces).

100. Lettre de Delmas à l'Assemblée nationale sur les horreurs de l'invasion et sur la nécessité de mesures militaires vigoureuses et immédiates (min.). 19 septembre 1792.

101. Envoi aux administrateurs du département du Nord de l'autorisation de licencier le régiment suisse de Reinach, en garnison à Dunkerque, et d'une instruction relative à cette opération (min.). 19 septembre 1792.

102. Rapport au ministre de la guerre sur les dangers que court la frontière (min.). 19 septembre 1792.

103. Lettre à Dumouriez, pour lui confier le soin de l'échange des prisonniers (min.). 20 septembre 1792.

104-107. Rapport à l'Assemblée sur les approvisionnements et l'état défensif de Condé. 20 septembre 1792 (4 pièces).

108-110. Adresses aux commissaires, contenant des félicitations pour eux et des plaintes contre les administrateurs du département du Nord; factum imprimé par ordre de l'assemblée électorale du département du Nord. 18-23 septembre 1792 (3 pièces).

**DXV, 1, dossier 2 : Armée du Nord. Etats de situation** (21 pièces).

1. Etat des munitions de guerre de Maubeuge, signé d'Orbay-de-la-Noue. Maubeuge, 14-15 juillet 1792.

2. Etat des troupes composant le camp de Maulde sous Dumouriez. Valenciennes, 3 août 1792.

3-4. Etat des forces composant le camp de Brouennes sous Lafayette. 5-8 août 1792 (2 pièces).

5. Etat des ouvrages nécessaires à la défense de Valenciennes. Maubeuge, 23 août 1792.

6. Etat des approvisionnements nécessaires à Maubeuge. Maubeuge, 24 août 1792.

7. Etat du 1er régiment de cavalerie. 25 août 1792.

8. Etat du 45e régiment d'infanterie. Maubeuge, 26 août 1792.

9. Etat du 2e bataillon de la Meurthe. Maubeuge, 28 août 1792.

10. Etat du 3e régiment d'artillerie. Maubeuge, 28 août 1792.

11. Etat du 2e bataillon de la Haute-Vienne. 1er septembre 1792.

12. Etat du 10e bataillon d'infanterie légère. Cantonnement de Gixevelle [Ghyvelde?], 3 septembre 1792.

13. Etat du 68e régiment d'infanterie. Maubeuge, 3 septembre 1792 (2 pièces).

14-16. Etat du matériel d'artillerie de l'armée du Nord. Maubeuge, 3 septembre 1792 (3 pièces).

17. Etat du 2e bataillon du Nord. Maubeuge, 3 septembre 1792.

18. Etat du 18e régiment d'infanterie. Maubeuge, 5 septembre 1792.

19. Etat des effets manquant au 1er bataillon de l'Orne. Maubeuge, s. d. (août ou septembre 1792).

20-21. Etat du 1er bataillon de la Meurthe. Maubeuge, 3 septembre 1792 (2 pièces).

**Dxv, 1, dossier 3 : Armée du Nord. Demandes d'emploi et de promotion** (88 pièces) (1).

1. Arnould (François), caporal au 3e bataillon de la Meurthe, demande la gendarmerie. (Maubeuge, début de sept. 1792); — 2. Bayle, lieutenant au 34e d'infanterie, dem. un rappel d'ancienneté. S. d.; — 3. Bernard, lieutenant au (?) bataillon du Puy-de-Dôme, dem. la ligne. Gex, 6 juill. 1792; — 4. Berret (Joseph-Honoré), lieutenant au 3e de cavalerie, dem. une préférence de brevet sur un collègue. S. d.; — 5. Bézier (Jacques-René), capitaine au 45e d'infanterie, dem. son rang d'ancienneté. Camp de la Falise, près Maubeuge, 8 sept. 1792; — 6-7. Bruyère (Charles-Philippe), garde national à Sedan, dem. une sous-lieutenance dans la ligne. Sedan, 17 juill. 1792 (2 pièces); — 8-9. Buchot, Bellache, Mendeler, Aulny, Fleuriot et Dazemar, lieutenants au 2e d'infanterie, dem. des brevets en retard. Camp de Maulde, 26 août 1792 (2 pièces).

10. Charbuy (Pierre), citoyen actif de Sedan, dem. une sous-lieutenance dans la ligne pour son fils Nicolas Charbuy, sergent-major au 4e bataillon des Ardennes. S. d.; — 11-12. Chevalier (Louis), adjudant-major de la garde nationale de Vervins, dem. une sous-lieutenance dans la ligne. S. d. (juin 1792) (2 pièces); — 13-16. Chevalier (Louis-Valentin), sergent-major au 2e bataillon des Ardennes, dem. une sous-lieutenance dans la ligne. Brouennes, 2 août 1792 (4 pièces); — 17. Chevalleau de Boisragon (Jean-Armand), lieutenant-colonel commandant le 2e bataillon du Nord, dem. de l'avancement. Camp de la Falise, sous Meubeuge, août 1792; — 18. Crépong (Léonard), adjudant au 4e bataillon des Ardennes, dem. une sous-lieutenance dans la ligne. Longwy, 25 juill. 1792.

19. Dargoubet, capitaine au 58e d'infanterie, dem. la place de lieutenant-colonel. S. d.; — 20. Degaulle (Charles-Memmie), capitaine au 2e bataillon de la Marne, dem. la cavalerie. Camp de Vaux, 13 août 1792; — 21. Dejean (Joseph-Ful-

(1) La plupart des pièces qui composent ce dossier portent des mentions de renvoi au Ministre de la guerre, signées des commissaires à Valenciennes.

**Dxv, 1, dossier 3 : Armée du Nord. Demandes d'emploi et de promotion** (*Suite*).

crand), capitaine au 18e d'infanterie, dem. une décision pour rang. Maubeuge, 4 sept. 1792; — 22-28. Denizot (Pierre-Bernard), caporal-fourrier au 2e bataillon de Paris, dem. une sous-lieutenance dans la ligne. Camp de Maulde, 11 juill. 1792 (7 pièces).

29-30. Fé, colonel du 58e d'infanterie, fait des propositions d'avancement. Thionville, 7 juill. 1792 (2 pièces); — 31. Grosse (Jacob), sous-lieutenant au 3e bataillon de la Meurthe, dem. la ligne. Camp de la Falise-sous-Maubeuge, 3 sept. 1792.

32-33. Hay, sous-lieutenant au 13e dragons, dem. une lieutenance vacante. Camp d'Avesnes, 5 juill. 1792 (2 pièces); — 34. Herbelot (Antoine), lieutenant au 2e bataillon de la Moselle, dem. une sous-lieutenance au 98e d'infanterie. Camp de Sedan, 19 juill. 1792; — 35. Hussards (Le conseil d'administration du 1er) présente des réclamations relatives aux équipements et fait des propositions d'avancement. Sedan, 19 juill. 1792.

36. Jacquemin (Etienne-Toussaint), maréchal-des-logis de gendarmerie, dem. une lieutenance dans l'arme. S. d.; — 37. Jacquinot (Nicolas-Jean-Baptiste), lieutenant au 1er bataillon de la Meurthe, dem. une sous-lieutenance au 7e de cavalerie. Camp de Maubeuge, 2 juill. 1792; — 38. Jeanneau (Louis-Jean-Jérôme), lieutenant au 83e d'infanterie, dem. la gendarmerie. Camp de Maubeuge, 24 juin 1792; — 39. Joffroy (Louis), agent secret au service de France, dem. une sous-lieutenance de compagnie franche. Maubeuge, 1792.

40. Ladavière, ancien soldat, dem. un grade dans les compagnies franches. Agen, 4 juill. 1792; — 41. Lang (Philippe), soldat au 55e d'infanterie, dem. une sous-lieutenance. Camp de Villers-le-Rond, 24 juill. 1792; — 42. Langlois (Joseph), ancien capitaine, dem. un commandement de place. Valenciennes, 18 août 1792; — 43-45. Lautrec (Jean-Joseph), lieutenant au 10e bataillon de chasseurs, dem. une justification d'absence.

**Dxv, 1, dossier 3 : Armée du Nord. Demandes d'emploi et de promotion** (*Suite*).

Cantonnement de la Glisuelle, 4 sept. 1792 (3 pièces);— 46. Lavareinne (Jacques-Antoine Deschamps de), colonel du 1er de cavalerie, dem. sa retraite. Camp de Maubeuge, 4 sept. 1792; — 47. Le Brun d'Heronval (Pierre-François), capitaine au 3e bataillon de la Meurthe, dem. la cavalerie. Camp de Pont-sur-Sambre (fin août 1792); — 48. Le Clerc (Louis), capitaine au 10e bataillon d'infanterie légère, dem. son brevet. 1er sept. 1792; — 49. Lenoir (Jean-Baptiste), capitaine au 3e bataillon de la Meurthe, dem. la ligne. Camp de la Falise, sous Maubeuge, 4 sept. 1792; — 50. Lescuyer d'Hagnicourt, capitaine de gendarmerie, dem. une place de lieutenant-colonel dans la cavalerie. Camp de Brouennes, 20 juill. 1792.

51. Maillard (Jean-Baptiste), capitaine au 1er de cavalerie, dem. rectification de la date de son brevet. Camp de Maubeuge, 4 sept. 1792; — 52. Marteau (Antoine), garde d'artillerie, dem. une lieutenance au service actif. Givet, 11 mai 1792; — 53. Martin (D.), commandant en second du 1er bataillon du Nord, dem. « une place d'officier dans les nouvelles légions ». S. d. (août ou sept. 1792); — 54. Valbert dem. une place d'officier dans les troupes à cheval pour Michelon de Marbareau (Etienne-Vincent), capitaine au 1er bataillon de la Haute-Vienne. Paris, 27 juin 1792; — 55. Monestier, procureur général syndic du Puy-de-Dôme, dem. une sous-lieutenance dans la ligne pour son fils Benoît, sergent au 1er bataillon de ce département. 30 juin 1792.

56. Ossent (Laurent), adjudant sous-officier au 2e bataillon de la Meurthe, dem. une lieutenance dans la ligne. S. d. (août ou sept. 1792); — 57. Paliol (Jean-Antoine), capitaine au 18e d'infanterie, dem. une préférence sur un collègue. Camp de Maubeuge, 4 sept. 1792; — 58. Payen de la Rosière (Joseph-Antoine), capitaine au 3e bataillon de la Meurthe, dem. la ligne. Camp de la Falise-sous-Maubeuge, 1er sept. 1792; — 59. Perrin (Adrian), sergent au 2e bataillon de la Meurthe, demande une régularisation d'ancien congé. S. d.; — 60. Pif-

**Dxv, 1, dossier 3 : Armée du Nord. Demandes d'emploi et de promotion** (*Suite*).

faut Neully, adjudant-major au 1er bataillon de l'Orne, dem. la cavalerie. Maubeuge, 4 sept. 1792; — 61. Le colonel de Monard, du 5e chasseurs à cheval, propose Poichet (Prudent), dit Prudent, capitaine au régiment, pour la place de lieutenant-colonel vacante par la promotion de Richardot. S. d.; — 62-65. Ponsart (Henry), négociant à Mézières, dem. une sous-lieutenance dans la ligne pour son fils Jean-Joseph, garde national de Mézières. Mézières, 2 juill. 1792 (4 pièces); — 66. Pouget, capitaine au 4e bataillon de la Meurthe, dem. la cavalerie. Camp de Maubeuge, 26 juin 1792.

67. Ravet (Jean-Baptiste-Joseph), capitaine au 2e bataillon de Saône-et-Loire, dem. une lieutenance ou une sous-lieutenance dans la ligne. Camp de Brouennes, près Stenay, 22 juin 1792; — 68-69. Le colonel de Monard, du 5e chasseurs à cheval, propose Richardot (Jérôme-Etienne-Marie de), lieutenant-colonel au régiment, pour le grade de colonel. Maubeuge. S. d. (2 pièces); — 70. Roux (Jean-Baptiste de), capitaine au 8e d'infanterie, dem. que son frère, Roux (Louis-Auguste de), ancien officier, soit rappelé à l'activité. Camp de Maubeuge, 28 juin 1792.

71. Salmon (Laurent-Xavier), capitaine au 2e bataillon de la Meurthe, dem. la ligne (cavalerie ou infanterie). Camp de la Falise, sous Maubeuge, 5 sept. 1792; — 72. Syprien, officier au 83e d'infanterie, dem. une sous-lieutenance pour son fils. Camp de Pierre-Fontaine, 9 juill. 1792.

73. Thomassin (Charles), sous-lieutenant au 5e chasseurs à cheval, dem. une décision pour rang. S. d. (août ou sept. 1792); — 74-75. Tricotel (François-Laurent), chef de brigade, commandant le 3e bataillon de la Meurthe, dem. une sous-lieutenance pour son fils Dominique, soldat au 25e d'infanterie. Camp du Mont-d'Haure, sur Givet, 21 juin 1792 (2 pièces); — 76. Paris, maréchal de camp, demande un grade au service de France pour Try (Provost de), officier au service d'Autriche. Marville, 21 juill. 1792.

77. Urre (Louis d'), capitaine au 68e d'infanterie, dem. une

**Dxv, 1, dossier 3 : Armée du Nord. Demandes d'emploi et de promotion** (*Fin*).

place de lieutenant-colonel. Camp de la Falise, sous Maubeuge, 4 sept. 1792; — 78-82. Valck (Henry-Egide), ingénieur hollandais réfugié, dem. une place de capitaine de pionniers ou de compagnie franche. Saint-Omer, juill. 1792 (5 pièces); — 83. Verdez (Pierre-Joseph Leclerc de), lieutenant-colonel commandant le 5e dragons, dem. la place de colonel vacante par la promotion de Dampierre. Camp de Maubeuge, 4 sept. 1792; — 84-85. Vetter (Jacques), volontaire au 3e bataillon de la Meurthe, dem. une lieutenance. Camp de Maubeuge, août 1792 (2 pièces); — 86. Willemin (Antoine), capitaine au 1er bataillon de la Meurthe, dem. une sous-lieutenance au 7e de cavalerie. Camp de Maubeuge, 2 juill. 1792.

87. Trémondrie, député de Saint-Domingue, dem. une place dans la gendarmerie de l'Orne pour son frère Giberville, ex-garde du corps de Monsieur (annotations de J.-P. Rabaut, Target et Le Chapelier). Paris, 16 janv. 1791; — 88. Melun (vingt-deux jeunes gens de), refusés pour le service militaire à cause de leur petite taille, demandent à être admis comme chasseurs (annotation de J.-P. Rabaut). Melun, mars 1791.

**Dxv, 1, dossier 4 : Armée du Nord. Demandes de décorations** (34 pièces) (1).

1-2. Angles (Bernard), lieutenant au 3e bataillon de la Meurthe. Camp de Pont-sur-Sambre, 28 août 1792 (2 pièces); — 3. Boisset (Jacques-Charles-Joseph), capitaine au 78e d'infanterie (est jointe une dem. de la place de lieutenant-colonel par Ignace-François Campagne, capitaine au 78e d'infanterie). Camp de Maulde, 19 août 1792; — 4. Brincourt (Jean-Baptiste), lieutenant à la 5e compagnie de mineurs. Valenciennes, 25 août 1792; — 5-6. Cattinée (Pierre), capitaine au 3e bataillon de Paris. Camp de Maulde, 29 août 1792 (2 pièces); —

(1) Même observation que pour Dxv, 1, dossier 3; cf. ci-dessus, p. 34, note 1.

**Dxv, 1, dossier 4 : Armée du Nord. Demandes de décorations** (*Fin*).

7. Clauzade (Etienne), soldat au 5e d'infanterie. S. d. (août ou sept. 1792); — 8. Croissié (Jean), dit Bourbonnais, soldat au 5e d'infanterie. S. d. (août ou sept. 1792); — 9-10. Elio (Henry), lieutenant-colonel du 1er bataillon de la Meuse. Camp de Juvigny, 20 juill. 1792 (2 pièces).

11. Fébure de Frénoi (Joseph-Pierre), capitaine au 10e bataillon d'infanterie légère. Cantonnement de la Glisuelle, 4 sept. 1792; — 12. Houze (Jean-Martin), capitaine au 3e d'artillerie. Bouchain, 29 août 1792. — 13. Longchamp (Etienne), Sénéchal (Pierre) et Heymes (Jean), lieutenants au 7e d'artillerie. Camp de Maulde, 20 août 1792; — 14. Louis (Mathias), sous-lieutenant au 3e bataillon de la Meurthe. Camp de la Falise, sous Maubeuge, 3 sept. 1792; — 15-16. Molez (François-Joseph), capitaine de la garde nationale de Cambrai. Cambrai, 14 août 1792 (2 pièces); — 17-23. Montaigu (Anne-Charles Basset), lieutenant-colonel du 3e bataillon de la Meurthe. Camp de la Falise, sous Maubeuge, 3 sept. 1792 (7 pièces); — 24-27. Montargis (Edme-Simon), capitaine au 1er bataillon du Loiret. Camp de Maubeuge, 3 sept. 1792 (4 pièces); — 28. Neuville (Jean Parat de), capitaine au 1er bataillon de la Charente. Camp de Maubeuge, 4 sept. 1792; — 29. Renard (Claude-Joseph), adjudant-major du 2e bataillon de la Meurthe. Maubeuge, s. d. (août ou sept. 1792); — 30-32. Vercier (Henry), sous-lieutenant au 4e bataillon de la Moselle. Sarrelouis, 12 août 1792 (3 pièces).

33-34. Expédition d'un décret de l'Assemblée nationale, du 23 octobre 1791, relatif à un acte de dévouement de six marins de Calais (2 pièces).

**Dxv, 1, dossier 5 : Armée du Nord. Plaintes et réclamations** (12 pièces) (1).

1. Dénonciation, par Carlier, contre les Carmes de l'abbaye

(1) Même observation que pour Dxv, 1, dossier 3; cf. ci-dessus, p. 34, note 1.

**Dxv, 1, dossier 5 : Armée du Nord. Plaintes et réclamations** (*Fin*).

de Crespin, les gardes de l'ex-prieur de Crouy, les commis des douanes. 15 août 1792.

2. Dénonciation de Rossan contre le commandant du camp de Maulde, relative aux approvisionnements de l'armée. 18 septembre 1792.

3-9. Demande de destitution portée par les volontaires du 1er bataillon de Seine-et-Marne contre Thiboust et Petit, leurs lieutenants-colonels; listes des votes pour et contre. Septembre 1792 (7 pièces).

10. Le 13e dragons, privé d'officiers supérieurs par l'absence des colonel et lieutenant-colonel, demande des chefs. Camp de Mouzon, 11 août 1792.

11. Plainte de Rouillon-Boislambert, Boulley-Lacroix, Piffaut et Leclerc, officiers du 1er bataillon de l'Orne, contre Barthel, leur commandant, à propos de l'affaire du château de Querenaing; ils demandent à passer dans la ligne. Maubeuge, 4 septembre 1792.

12. Réclamation du 2e bataillon du 68e d'infanterie à propos d'un arriéré de solde (service des colonies). Camp de la Falise, 4 septembre 1792.

**Dxv, 1, dossier 6 : Armée du Nord. Elargissements** (19 pièces).

1-13. Arrêtés des commissaires de l'Assemblée et décisions de Beauvallon, commissaire auditeur des guerres, portant élargissement de militaires détenus; états nominatifs de militaires détenus dans les prisons de Valenciennes, du Quesnoy, de Cambrai, de Bouchain, de Condé. 22 août-2 septembre 1792 (13 pièces).

14-19. Affaire de Guillou, sergent-major au 2e bataillon d'Ille-et-Vilaine, arbitrairement emprisonné pour indiscipline. 29 juillet-13 septembre 1792 (6 pièces).

**DXV, 2, dossier 7 : Lettres, mémoires, délibérations des autorités constituées du département du Nord adressés aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (69 pièces).

1-20. *Cambrai.* Pétition délibérée en Conseil permanent pour la défense de la place, et notes à l'appui; mémoire sur la situation et les approvisionnements; procès-verbal de visite des magasins et arsenaux; étude de situation des 1er et 8e régiments de cavalerie, du 3e régiment d'artillerie; états des bouches à feu, des troupes et munitions nécessaires pour la défense de la place, des approvisionnements, des lits militaires, des effets militaires; adresse pour obtenir que la garde nationale soit payée par l'État; vœux de la municipalité pour la mise de la place en état de défense; visite et inspection des arsenaux et magasins à poudre; délibération pour le paiement de la garde nationale. 15 juillet-9 septembre 1792 (20 pièces).

21-22. *Condé.* Demande d'interdiction d'une « correspondance des ennemis », que les émigrés emploient pour des tentatives de débauchage; mémoire relatif aux subsistances. 25 août-7 septembre 1792 (2 pièces).

23-26. *Douai.* Questions relatives à la participation de l'armée aux élections à la Convention; avis des progrès des Autrichiens; réclamation en faveur du maintien de Marassé, commandant de la place. 24 août-12 septembre 1792 (4 pièces).

27. *Hazebrouck.* Avis par les administrateurs du district de leur nomination. 15 novembre 1792.

28. *La Bassée.* Plaintes de la municipalité contre le juge de paix Faucquette. 13 septembre 1792.

29-36. *Lille.* Demandes de secours; mesures destinées à renforcer la garnison; arrêt de matériel destiné pour Saint-Quentin. 14 août-14 septembre 1792 (8 pièces).

37. *Maubeuge.* Adresse relative à des dépenses arriérées et au service des hôpitaux. S. d.

38-41. *Le Quesnoy.* Lettre du maire sollicitant quelque mesure pour le service de la correspondance entre les camps;

**D XV, 2, dossier 7 : Lettres, mémoires, délibérations des autorités constituées du département du Nord adressés aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*Fin*).

demande de secours d'un paysan de la frontière dont la maison vient d'être brûlée par les uhlans; plainte des administrateurs du district contre des mandats délivrés par la municipalité de Landrecies. 29 août-14 septembre 1792 (4 pièces).

42-69. *Valenciennes.* Approvisionnement des places de Bouchain, Valenciennes, Condé, Le Quesnoy, Maubeuge, Landrecies, Avesnes; tableaux des troupes qui composent les camps de Maulde, de Maubeuge et de Pont-sur-Sambre; dépenses pour les approvisionnements, pour l'hospice des Enfants trouvés, pour l'augmentation du personnel des bureaux; demandes en supplément d'allocations; demandes en autorisation d'achat des terrains appartenant aux anciennes maisons religieuses : affaire de l'émeute née à l'occasion de la statue de Louis XV; exécution des mesures contre les prêtres réfractaires; envoi par la municipalité, aux commissaires, d'un imprimé répandu sous le titre : *Réponse des soldats autrichiens et prussiens à la soi-disante déclaration du Peuple Français*; affaire de Ledieuville, lieutenant-colonel du 7e d'artillerie (refus d'admission du soldat Antoine, qui s'était présenté pour le service de l'artillerie); demandes d'allocation par les officiers suisses du régiment de Courten, licencié, pour le paiement de la solde et des indemnités dues à leurs soldats. 24 juillet-18 septembre 1792 (28 pièces).

**D XV, 2, dossier 8 : Armées du Nord et du Centre. Correspondance des commissaires des guerres avec les commissaires de l'Assemblée législative** (10 pièces).

1-2. Barneville. Note sur une demande d'augmentation de solde (1/6e) présentée par les chefs de corps du camp de Maulde et fondée sur la dépréciation des assignats; mémoire à l'appui. Maubeuge, 4 septembre 1792 (2 pièces).

3. Boncourt. Demande d'indemnité pour dépenses excep-

**DXV, 2, dossier 8 : Armées du Nord et du Centre. Correspondance des commissaires des guerres avec les commissaires de l'Assemblée législative** (*Fin*).

tionnelles d'entrée en campagne. Valenciennes, 16 septembre 1792.

4-6. Malus. Invitation aux commissaires à faire partir un courrier pour Dumouriez; plainte sur la conduite du comité de surveillance de Lille à l'égard des approvisionnements. Valenciennes. 30 août-14 septembre 1792 (3 pièces).

7-8. Pessonneaux. Demande d'exemplaires des lois relatives aux gens de guerre; plainte contre le directeur des postes de Maubeuge et celui d'Avesnes pour taxes illégales. Maubeuge, 4 septembre 1792 (2 pièces).

9-10. Petiet. Copie d'une lettre écrite par le ministre de la guerre à Petiet, le 29 juillet 1792, interdisant de transporter à Metz les effets et approvisionnements de l'armée du Centre; note (s. d.) sur des mesures de comptabilité à prendre pour parvenir à la séparation de l'armée du Nord et de celle de Lückner (2 pièces).

**DXV, 2, dossier 9.** En déficit.

**DXV, 2, dossier 10 : Correspondance des commandants de places avec les commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (6 pièces).

1-3. Baudry, commandant à Valenciennes. Dénonciation contre les autorités constituées de Laon; éloge de Baudry par lui-même, et renseignements divers; lettre de Morlet relative au payement à Baudry de 133 livres 12 sols qu'il réclame. 23 août-15 septembre 1792 (3 pièces).

4. Langlois, commandant à Condé. Envoi de trois lettres suspectes saisies. 16 septembre 1792.

5. Marassé, commandant à Douai. Remerciements de l'avoir élevé au grade de lieutenant général. 21 août 1792.

6. Copie d'une lettre de Servan, ministre de la guerre, au

**Dxv, 2, dossier 10 : Correspondance des commandants de places avec les commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord (*Fin*).**

commandant de Lille pour l'inviter à rassurer les esprits et à exciter le zèle des citoyens. 10 septembre 1792.

**Dxv, 2, dossier 11 : Armée du Nord. Pétitions** (129 pièces) (1).

1. Propositions de mesures relatives à l'exécution des règlements, faites par des officiers d'artillerie du camp de Maubeuge. Maubeuge, 25 août 1792.

2-3. Etat d'effets réclamés par le conseil d'administration de la 4e compagnie de mineurs. Maubeuge, 4 septembre 1792 (2 pièces).

4. Barenne-Binois (Pierre-Joseph-Désiré), chef de bataillon de la garde nationale de Valenciennes et commissaire au recrutement dans le district de cette ville, demande un traitement. Valenciennes, 17 août 1792.

5. Basquiat (de), lieutenant-colonel du 18e d'infanterie, demande la saisie des malles de son prédécesseur, de Mascaron, déserteur à l'ennemi avec une somme de 1.272 livres appartenant au régiment Maubeuge, 4 septembre 1792.

6. Baudoux, rentier sur le ci-devant corps des serruriers de Valenciennes, demande la liquidation de sa créance. Valenciennes, 15 août 1792.

7. Beins (de), sous-lieutenant au 18e d'infanterie, demande fixation de son rang par ancienneté. S. d.

8-11. Beuvrages (Le corps municipal de) demande l'annulation d'une vente irrégulière de biens nationaux (avec pièces à l'appui). Avril-août 1792 (4 pièces).

12. Bolivaud (Pierre), caporal au 10e bataillon de chasseurs

(1) La plupart des pièces qui composent ce dossier portent des mentions de renvoi au Ministre de la Guerre ou à divers Comités, signées des commissaires de l'Assemblée à Valenciennes.

**Dxv, 2, dossier 11 : Armée du Nord. Pétitions** (*Suite*).

à pied, cassé, demande à passer dans les légions franches. Cantonnement de la Glisuelle, près Maubeuge. S. d.

13. Bonival, cordonnier au 104e d'infanterie, dénonce la mauvaise qualité des chaussures fournies à la troupe et demande la place d'inspecteur dans cette partie. S. d.

14-15. Brassetet (Alexandre), marchand de vins à Valenciennes, demande une indemnité pour avoir été dépouillé par l'ennemi, en juin 1792, au cours d'une mission dont l'avait chargé M. de Flers, maréchal de camp. S. d. (août ou septembre 1792) (2 pièces).

16. Brunel (Toussaint), premier lieutenant au 3e régiment d'artillerie, rappelle la demande par lui faite de la décoration militaire. Camp de Maulde, 20 août 1792.

17-19. Carlier (Note de) représentant la nécessité d'une enquête sur l'administration des mines d'Anzin; projet d'interrogatoire à faire subir à l'ingénieur Mathieu. Valenciennes, septembre 1792 (3 pièces).

20. Cavalerie (Des cavaliers du 3e de) réclament une gratification qui leur a été promise par la municipalité de Valenciennes pour la prise d'une pièce de canon à Quiévrain. Septembre 1792.

21-25. Chancel, colonel, adjudant général de l'armée du Nord, demande la décoration militaire (état de ses services); lettres du même, relatives aux mouvements de l'ennemi. Saint-Amand et Valenciennes, 18 août-5 septembre 1792 (5 pièces).

26. Chapuy et Lhuillier, sergents-majors au 5e d'infanterie, promus sous-lieutenants, protestent contre le refus du ministre d'approuver leur nomination. Valenciennes, 15 août 1792.

27. Chapuy, quartier-maître trésorier du 5e d'infanterie, demande que la loi du 3 août qui autorise les quartiers-maîtres à prendre une compagnie à leur tour, soit notifiée à son régiment. Valenciennes, 16 août 1792.

28. Chasseurs à cheval (Un régiment de) dénonce Lecomte, capitaine. S. d.

**Dxv, 2, dossier 11 : Armée du Nord. Pétitions** (*Suite*).

29. Courten (Le conseil d'administration du régiment suisse de) réclame le paiement de diverses indemnités. Valenciennes, 12 septembre 1792.

30. Dejean, lieutenant-colonel au 2e bataillon du Calvados, demande 4.000 livres d'indemnité pour pertes éprouvées à la levée du camp de Maulde. Valenciennes, 8 septembre 1792.

31. Delcourt (Marie-Thérèse), septuagénaire, ex-rentière du clergé de France, demande des secours pour vivre. Valenciennes, 23 août 1792.

32. Dragons (Le 3e) demande le maintien de son colonel, de Vaujours, menacé de destitution. Pont-sur-Sambre, 29 août 1792.

33-36. Dragons (Le conseil d'administration du 5e) réclame diverses indemnités; Charton (Jean-Baptiste-Alphonse), sous-lieutenant au même corps, demande expédition de son brevet. Maubeuge, 22 août-4 septembre 1792 (4 pièces).

37-38. Ducastel, caporal de canonniers au 2e bataillon de Paris, dénonce comme fausses et exagérées les pertes que les officiers du bataillon allèguent, à l'appui de demandes d'indemnités, avoir faites à l'affaire de Mons. Camp de Maulde, 2 septembre 1792 (2 pièces).

39. Dolphin (Charles-Constantin), ancien conducteur des ponts et chaussées, demande des secours pour vivre. S. d.

40. Dunkerque (La Société des Amis de la République de) écrit à la Convention pour demander que les dénonciations particulières, qui font perdre à l'Assemblée un temps précieux, soient renvoyées au Comité de salut public. [Pièce mal classée.] Dunkerque, 22 avril 1793.

41-42. Duvivier (Antoinette), fille espion au service de Lafayette, réclame 90 louis à elle promis pour ses avis. Maubeuge, 15 septembre 1792 (2 pièces).

43. Ferney, caporal au 10e bataillon de chasseurs, blessé en duel à la suite d'une discussion politique, demande une pension. Maubeuge, s. d. (août ou septembre 1792).

**DXV, 2, dossier 11 : Armée du Nord. Pétitions** (*Suite*).

44. Forbras, volontaire au 3e bataillon de la Somme, demande que les soldats soient assimilés aux officiers pour l'indemnité relative aux assignats, et réclame la grâce de deux de ses camarades qui ont perdu leurs armes. Saint-Amand, s. d.

45. Franche (Les soldats de la 9e compagnie) demandent des explications relatives à leur organisation et à leurs droits. Maubeuge, 3 septembre 1792.

46. Fréville, capitaine au corps du génie, à Bouchain, demande communication d'un arrêté du département du Nord du 31 août. Bouchain, 15 septembre 1792.

47-50. Frison, lieutenant-colonel du 1er bataillon du Nord, présente sa défense contre les rapports défavorables de Rochambeau. Septembre 1792 (4 pièces, dont un « journal et mémoire » imprimé de 16 pages contenant un récit détaillé des opérations du 26 avril au 9 mai).

51. Girardin, vétérinaire au 5e dragons, demande de l'avancement. S. d. (août ou septembre 1792).

52. Girardin, vétérinaire au 5e dragons, et Roux, vétérinaire au 5e chasseurs à cheval, se plaignent de l'oubli où l'Assemblée a laissé le corps des « artistes vétérinaires ». S. d. (août ou septembre 1792).

53. Goffart, Debaralle, et autres, adjudicataires de biens nationaux à Marly (Nord), protestent auprès du directoire du district de Valenciennes contre une nouvelle mise en adjudication. S. d.

54. Hefel (Jean-Jacques), grenadier au Royal-Suédois, malade à l'hôpital, se plaint du traitement qu'on lui fait suivre. Valenciennes, 18 août 1792.

55. Hemel, officier de gendarmerie en retraite, demande le paiement des arrérages de sa pension. Valenciennes, 17 septembre 1792.

56-57. Henriot (Gabriel), sous-lieutenant par élection d'une compagnie franche, demande confirmation de son grade. Valenciennes, septembre 1792 (2 pièces).

**Dxv, 2, dossier 11 : Armée du Nord. Pétitions** (*Suite*).

58-59. Hilard (Nicolas-Joseph), ancien soldat au régiment de Pondichéry, volontaire au 1er bataillon du Nord, demande la liquidation d'une indemnité arriérée. Septembre 1792 (2 pièces).

60. Indre-et-Loire (Les sergents-majors du 1er bataillon d') se plaignent qu'un décret de mai 1792, relatif aux fournitures et à l'entretien des troupes, et la loi du 29 avril, sur la solde, ne soient pas observés. S. d. (septembre 1792).

61. Infanterie (Le 5e d'), n'ayant pas reçu de fournitures de chauffage depuis le 1er avril, en réclame le remboursement. Valenciennes, 16 août 1792.

62. Infanterie (Les aides-canonniers du 18e d') demandent le paiement d'un supplément de solde, ordonné par l'Assemblée. Maubeuge, 4 septembre 1792.

63. Infanterie légère (Les caporaux du 10e bataillon d') se plaignent qu'Ardier ait été continué dans son service de caporal, dix mois et demi après son congé. Septembre 1792.

64. Invalides (Les officiers, sous-officiers et soldats), retirés à Valenciennes (?), demandent la liquidation des retraites décrétées par l'Assemblée. S. d.

65. Lambert dénonce le receveur du comte d'Egmont, émigré. La Longueville (Nord), s. d.

66. Lamboise, curé de Raismes, demande le remboursement de ses effets laissés à l'abbaye de Prully. S. d. (août ou septembre 1792).

67. Lanos (Léonor), volontaire au 1er bataillon de l'Orne, se justifie d'une accusation de royalisme. Maubeuge, 3 septembre 1792.

68. Lapeyre (François), volontaire au 2e bataillon de l'Orne, fait valoir ses droits à la vétérance. S. d. (août ou septembre 1792).

69. Lapoype, colonel du 104e d'infanterie, invite les commissaires au service célébré pour les morts du 10 août. S. d. (août 1792).

**DXV, 2, dossier 11 : Armée du Nord. Pétitions** (*Suite*).

70. Lecavre (Charles), cocher de l'abbaye de Saint-Amand, sollicite la liquidation d'une créance à lui appartenant. Saint-Amand, 19 août 1792.

71. Lescuyer, lieutenant-colonel de gendarmerie, prévôt de l'armée, offre et se fait fort de lever 9 escadrons de gendarmerie. Valenciennes, 14 septembre 1792.

72. Leininger, aumônier à l'hôpital militaire, avec 300 livres de traitement annuel, demande un supplément de solde. Valenciennes, 12 septembre 1792.

73. Lenne (Célestin), commandant du 2e bataillon de Saint-Amand, demande pour les volontaires qui occupent le poste de Raismes, dont il fait valoir l'importance, un traitement égal à celui de la garde nationale. S. d.

74. Lille (Le conseil général de) adresse des félicitations aux commissaires à l'occasion de leur prochaine venue. 27 août 1792.

75. Lisieux (Les fédérés du 4e bataillon de) demandent des armes. Laon, 25 août 1792.

76. Lombart, caporal au 10e bataillon d'infanterie légère, fait prisonnier le 17 mai et pillé, demande une indemnité. Cantonnement de la Glisuelle, 4 septembre 1792.

77. Magnée (Barthélemy-Joseph), belge, capitaine aux compagnies franches, recruteur, demande le remboursement de ses débours. S. d. (août ou septembre 1792).

78-79. Malus, commissaire ordonnateur des guerres, se plaint de l'esprit étroit et malavisé des administrateurs du district de Cambrai. Valenciennes, 1er septembre 1792 (2 pièces).

80. Marre, chirurgien-major, dénonce les administrateurs de la Somme et du Pas-de-Calais. Valenciennes, 8 septembre 1792.

81. Massion (l'aîné), capitaine dans la légion belgique-liégeoise, donne avis des mouvements et des projets de l'ennemi. Valenciennes, 14 septembre 1792.

**Dxv, 2, dossier 11 : Armée du Nord. Pétitions** (*Suite*).

82. Maulde (Les adjudants sous-officiers du camp de) réclament une haute paye. S. d.

83. Métayer, cavalier au 8e régiment, détenu à Cambrai, demande des juges (avec ordre d'élargissement au verso). 14-24 août 1792.

84. Meurthe (Le 3e bataillon de la) réclame des canons. S. d.

85. Meurthe (Les canonniers du 2e bataillon de la) demandent la modification de leur armement individuel. S. d.

86. Michel (Jean), sous-lieutenant au 3e de cavalerie, réclame le remplacement de son cheval tué à l'ennemi. S. d. (août ou septembre 1792).

87. Miot (Jean-Baptiste), garde-national et garde-magasin, à Valenciennes, réclame 150 livres avancées par lui. S. d. (août ou septembre 1792).

88. Morabin et Degand, ex-préposés à l'octroi de Valenciennes, demandent l'indemnité promise aux employés supprimés. S. d. (août ou septembre 1792).

89. Miot (Jean-Baptiste), déchu de son emploi de brigadier des travaux de maçonnerie de l'armée du Nord, demande à être réintégré. S. d. (août ou septembre 1792).

90. Morambert (Jean-Baptiste-Labé), aide de camp du général Vouillers, demande son classement de rang par ordre d'ancienneté. Valenciennes, 12 août 1792.

91. Nord (Les caporaux-fourriers du 2e bataillon du) demandent à être assimilés pour la solde aux caporaux-fourriers de l'armée de ligne. S. d.

92. Nord (Une députation du 2e bataillon du) se plaint de l'inertie des corps administratifs, qui ne font pas connaître aux bataillons de volontaires les décrets qui les concernent. S. d.

93. Nord (Le conseil d'administration du 1er bataillon du) demande l'indemnité due pour les pertes éprouvées au camp de Quiévrain. S. d. (août ou septembre 1792).

**DXV, 2, dossier 11 : Armée du Nord. Pétitions** (*Suite*).

94. Nord (Le conseil d'administration du 2e bataillon du) expose le surcroît de dépenses causé par la mauvaise qualité des habillements. S. d. (août ou septembre 1792).

95. Orne (Le conseil d'administration du 1er bataillon de l') demande le grade de maréchal de camp pour M. Barthel, lieutenant-colonel du bataillon. Maubeuge, 4 sept. 1792.

96. Paris (Les 1er et 2e bataillons de) protestent contre la levée du camp de Maulde. Camp de Famars, 8 sept. 1792.

97. Payen (Félix), peintre à Valenciennes, demande un grade dans les compagnies franches. Valenciennes, 20 sept. 1792.

98. Persin-Dubois (Joseph-François), sous-lieutenant au 1er bataillon du Loiret, demande l'indemnité d'entrée en campagne. Maubeuge, 4 septembre 1792.

99. Poitevin, aide-major de place par commission, réclame ses appointements. S. d. (septembre 1792).

100. Ponnat, colonel du 78e d'infanterie, demande les brevets de plusieurs officiers promus. Camp de Maulde, 22 août 1792.

101. Pourtalès, de Valenciennes, écrit aux commissaires en faveur de Delbauve. Valenciennes, 10 septembre 1792.

102. Poutier, colonel du 23e de cavalerie, assure le général (?) que tout le régiment « le regarde comme un père ». Camp de Bellefontaine, 13 août 1792.

103-104. Quesnot (Mémoire justificatif de Pierre), capitaine aux volontaires de l'Eure, à l'Assemblée nationale. S. d. (août ou septembre 1792; 2 pièces dont une, le mémoire, est imprimée).

105. Ravestin (Mémoire de D.), fils, juge de paix à Valenciennes, sur les justices de paix et la police correctionnelle. 20 août 1792.

106. Richoux, commandant du 2e bataillon des Ardennes, se plaint du directoire de ce département, qui néglige le bataillon. Camp de Pont-sur-Sambre, 31 août 1792.

**Dxv, 2, dossier 11 : Armée du Nord. Pétitions** (*Suite*).

107-108. Ruttenberg (Alexandre), colonel du 58e d'infanterie, suspendu et consigné à Cambrai, demande sa réintégration. Valenciennes, 30 août 1792 (2 pièces).

109. Sachon (Louis-Joseph), nommé sous-lieutenant en surnombre au 5e d'infanterie, proteste qu'il est étranger à cette erreur. Valenciennes, 18 août 1792.

110-111. Saint-Martin, commandant la manufacture d'armes de Maubeuge, demande les moyens d'augmenter son approvisionnement en fer. 3 septembre 1792. — Le même demande une augmentation de salaire pour les ouvriers platineurs. 3 septembre 1792.

112. Seyssel, lieutenant-colonel du 68e d'infanterie, se plaint de l'insuffisance de la somme allouée pour l'équipement des recrues. S. d.

113. Seyssel, lieutenant-colonel du 68e d'infanterie, expose que plusieurs officiers du régiment désirent savoir l'époque où ils pourront demander des congés pour vaquer à leurs affaires domestiques. Maubeuge, 4 septembre 1792.

114. Sprope (Pierre), officier en retraite, réclame les arrérages de sa pension. S. d. (août ou septembre 1792).

115. Sueur (Nicolas), soldat au 18e d'infanterie, pris et maltraité par l'ennemi, puis relâché, demande à être indemnisé de la perte d'une somme de 450 livres dont il a été dépouillé. Maubeuge, 5 août 1792.

116. Tessier, dit La Tulipe, caporal cassé, dénonce son capitaine. S. d. (août ou septembre 1792).

117. Thiant (Les patriotes de) présentent une liste des citoyens les plus aptes à former une nouvelle municipalité. Thiant, 27 août 1792.

118. Thiele (André) et Houthoff (Gérard van der Looy), Hollandais émigrés, volontaires au 2e bataillon du Nord, demandent la permission de passer aux compagnies franches de Dunkerque. Septembre 1792.

**DXV, 2, dossier 11 : Armée du Nord. Pétitions** (*Fin*).

119. Toussaint, caporal au 68e d'infanterie, se justifie d'une accusation de sodomie et dénonce ses chefs. Camp de la Falise. 4 septembre 1792.

120. Valenciennes (Les administrateurs du district de) se plaignent des commissaires des guerres. 20 septembre 1792.

121. Valenciennes (Les canonniers de) réclament le complément ou le remplacement de leur équipement et de leur armement. S. d.

122. Valenciennes (Les ci-devant procureurs de) demandent la liquidation des indemnités de leurs charges. S. d. (août ou septembre 1792).

123. Valenciennes (La Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité de) intercède en faveur de Puthod, l'un de ses membres, compromis dans l'affaire de Bruille. S. d.

124. Vanhamme (H.), prévôt général et lieutenant-colonel de l'ancienne armée belgique, emprisonné pour espionnage, proteste contre l'accusation dont il est l'objet. 6 septembre 1792.

125. Vaujours, colonel du 3e dragons, destitué, demande des juges. Cambrai, 17 septembre 1792.

126. Vendée (Le conseil d'administration du (?) bataillon de la) demande de l'argent et des instructions. Camp de Maulde, 2 septembre 1792.

127. Verdes, lieutenant-colonel du 5e dragons, demande s'il peut prendre les fonctions, vacantes, de colonel du régiment. Maubeuge, 7 septembre 1792.

128. Vetter (J.) annonce aux commissaires qu'il vient d'être nommé sous-lieutenant au 99e d'infanterie, et que par conséquent les pétitions qu'il a présentées sont sans objet. Maubeuge, 6 septembre 1792.

129. Vouley, juge de paix au Quesnoy, demande, pour le commandant de cette place, l'envoi de deux des cartons contenant les papiers saisis chez Rieunier. Le Quesnoy, 13 septembre 1792.

**Dxv, 2, dossier 12 : Correspondance du Ministre de la guerre Servan avec le Président de l'Assemblée législative** (17 pièces).

1-2. Envoi de la copie d'une lettre de Chancel, adjudant général de l'armée du Nord, annonçant les mouvements et louant l'esprit des troupes d'Arthur Dillon. 21 août 1792 (2 pièces).

3-4. Avis de la levée des scellés mis sur les papiers de d'Abancourt; copie du procès-verbal. 22 août 1792 (2 pièces).

5. Demande d'envoi de commissaires pour examiner la conduite indisciplinée de volontaires dénoncés par Duhoux, commandant à Soissons. 24 août 1792.

6. Avis de la réception de dépêches de Dumouriez et de Lückner annonçant l'adoption de mesures relatives à la défense de Verdun. 31 août 1792.

7. Nouvelles de Biron et de Dumouriez, portant que l'un marche pour couvrir Paris à la tête de 15.000 hommes et que l'autre se porte à la défense des gorges du Clermontois. 2 septembre 1792.

8-9. Envoi de l'extrait d'une lettre de Meun, commissaire des guerres, écrite à Jujardy, son supérieur, au sujet des mesures prises contre Jarry à cause de l'incendie de Courtray. 4 septembre 1792 (2 pièces).

10-11. Envoi du procès-verbal d'arrestation de Eslessan, lieutenant-colonel du 20e de cavalerie, suspect de sentiments contre-révolutionnaires. 7 septembre 1792 (2 pièces).

12-13. Récit des événements de Charleville : massacre d'un officier d'artillerie, la manufacture menacée; demande de mesures. 8 septembre 1792 (2 pièces).

14. Communication relative à une fourniture de riz. 11 septembre 1792.

15. Exposition des mouvements de Moreton, Kellermann et Lückner; leur raison. 11 septembre 1792.

16. Envoi d'une lettre rassurante de Goujon, transmise par

**Dxv, 2, dossier 12 : Correspondance du Ministre de la guerre Servan avec le Président de l'Assemblée législative** (*Fin*).

Santerre, sur l'état de Versailles [cette lettre manque]. 12 septembre 1792.

17. Réclamation d'une décision sur une demande de Biron relative aux officiers de génie et d'artillerie suspendus. 14 septembre 1792.

**Dxv, 2, dossier 13 : Armées du Nord et du Centre. Correspondance des ministres avec Lafayette ; correspondance et ordres de Lafayette** (59 pièces).

1° *Lajard à Lafayette.*

1. Demande de l'état nominatif des jeunes gens auxquels M. de Lafayette réserve des brevets de sous-lieutenants. 20 juin 1792.

2. Envoi de la copie d'une lettre à Lückner et de deux lettres expédiées au nom du roi [ces pièces ne sont pas jointes]. 1er juillet 1792.

3. Envoi de la copie d'une lettre à Lückner et d'une délibération du Conseil d'Etat relative aux opérations des armées du Nord et du Centre [ces pièces ne sont pas jointes]. 2 juillet 1792.

4. Lettre (autographe) relative à diverses mesures militaires. 2 juillet 1792.

5. Avis que le congé d'un mois demandé par le lieutenant général de Hallot, pour prendre les eaux de Plombières, lui a été accordé par le roi. 6 juillet 1792.

6-7. Renvoi au général d'une demande de sous-lieutenance faite pour Daudet, par le colonel du 54e régiment d'infanterie. 8 juillet 1792 (2 pièces, dont un brevet en blanc).

8-9. Envoi d'un brevet de sous-lieutenant en blanc pour M. Varigny. 20 juillet 1792 (2 pièces).

10. Avis de la nomination de M. de Sénarmont au grade

**Dxv, 2, dossier 13 : Armées du Nord et du Centre. Correspondance des ministres avec Lafayette ; correspondance et ordres de Lafayette** (*Suite*).

de maréchal de camp inspecteur d'artillerie ; regrets d'avoir dû l'affecter à l'armée du Rhin. 21 juillet 1792.

11-18. Envoi de brevets de sous-lieutenants pour Bezuchet (Claude-Joseph), Marmet (Léon-Augustin), Bernard, Blancheton, Triozon, avec affectation des deux premiers au 71e d'infanterie. 22 juillet 1792 (8 pièces).

*2° D'Abancourt à Lafayette.*

19. Avis de sa nomination au ministère. 24 juillet 1792.

20. Reproches de la marche précipitée vers Montmédy, qui découvre la ligne de la Sambre, compromet l'armée de La Noüe et Dillon, et a provoqué à Paris de vives inquiétudes. 26 juillet 1792.

21-23. Mesures prises pour assurer la défense de la frontière de Dunkerque à Maubeuge ; envoi de copie d'une réquisition des généraux de l'armée du Rhin au conseil général du Bas-Rhin, et de copie d'un mémoire des mêmes sur diverses mesures urgentes. Juillet 1792 (3 pièces).

24. Promesse de rendre M. de Sénarmont à l'armée du Nord et d'y replacer M. Hyller. 1er août 1792.

25. Reproches de sa conduite et de son silence ; ordre de distraire 5.000 hommes de son armée en faveur de Lückner ; mécontentement du roi et du public. 1er août 1792.

26. Avis officiel du renvoi de Sénarmont à l'armée du Nord. 2 août 1792.

27. Lettre (autographe) où d'Abancourt s'efforce d'inspirer à Lafayette une confiance fondée sur leur « conformité de principes et de sentiments ». 2 août 1792.

28-29. Envoi d'une loi du 1er août relative aux prisonniers de guerre. 6 août 1792 (2 pièces).

30. Instructions sur les mouvements des armées du Centre et du Nord ; recommandations et avis de détail. 7 août 1792.

**DXV, 2, dossier 13 : Armées du Nord et du Centre. Correspondance des ministres avec Lafayette ; correspondance et ordres de Lafayette** (*Suite*).

31. Approbation du choix des cantonnements pris ; inquiétudes de l'Assemblée, que le ministre cherche vainement à rassurer. 8 août 1792.

3° *Papiers provenant de Clavière, ministre de la guerre par intérim.*

32. Lettre de Clavière à Lafayette, où « les désordres de Paris, heureusement terminés grâce à la vigueur du peuple », sont attribués à une entente des ennemis du dehors avec ceux du dedans. 14 août 1792.

33. Indication des départements compris dans le commandement de Lafayette. S. d.

34-44. Lettre de Clavière aux chefs de bureaux pour demander des formules d'expéditions (modèles joints). 13 août 1792 (11 pièces).

4° *Lettres et ordres de Lafayette.*

45. Copie d'une lettre confidentielle de Lafayette à Lajard, où il paraît être question d'un mouvement sur Paris. Avesnes, 5 juillet 1792.

46. Note sur l'emplacement du camp d'Eth. S. d.

47. Avis à d'Arblay de l'incident Lückner-Bureaux de Pusy ; demande de nouvelles d'Arlon. Camp de Villers-le-Rond, 23 juillet 1792.

48. Ordre de cantonnement pour les 3e, 11e, 9e et 12e régiments de chasseurs, le 4e bataillon de la Meurthe. Longwy, 26 juillet 1792.

49-53. Ordres de position et de cantonnement pour le 4e bataillon de la Meuse, le 3e bataillon de la Marne, le 6e régiment de chasseurs, les 10e et 14e bataillons de chasseurs à pied. Sedan, 15 août 1792 (5 pièces).

**Dxv, 2, dossier 13 : Armées du Nord et du Centre. Correspondance des ministres avec Lafayette ; correspondance et ordres de Lafayette** (*Fin*).

5° *Correspondance des généraux avec Lafayette.*

54-55. Dillon (Arthur). Lettre de recommandation pour M. Gardot, adjoint aux adjudants généraux, chef de compagnie franche. Valenciennes, 10 août 1792. — Copie d'une lettre de Lafayette à Dillon, où il lui annonce une concentration des troupes ennemies à Neufchâteau, et l'informe qu'il attire à lui plusieurs régiments. Sedan, 15 août 1792.

56. La Morlière. Envoi d'exemplaires d'une instruction pour les troupes légères, jadis employée par le maréchal de Saxe. Camp de Plobsheim, 17 juillet 1792.

57. Lastic. Avis d'un avantage obtenu sur l'ennemi. Villers-le-Rond, 26 juillet 1792.

58. Liancourt. Avis de l'arrivée à Amiens et à Péronne du 104e régiment d'infanterie et du 14e bataillon de chasseurs, destinés à l'armée du Nord. Rouen, 26 juillet 1792.

59. Paignal. Avis que l'état de sa santé exige la prolongation de son congé ; félicite Lafayette de son attitude contre les Jacobins. Contrexéville, 24 juillet 1792.

**Dxv, 2, dossier 14 :** En déficit.

**Dxv, 2, dossier 15 : Adresses de corps de troupes** (8 pièces).

1. Adresse à l'armée par le 26e d'infanterie ; appel à la concorde. Bastia, 1er juin 1792.

2. Assurance de dévouement à Lafayette par le conseil d'administration du 1er bataillon de la Haute-Marne. Metz, 29 juin 1792.

3. Profession de foi royaliste adressée à Lafayette par le 4e bataillon de la Moselle, à propos du 20 juin. S. d.

4. Copie de la profession de foi constitutionnelle et

**Dxv, 2, dossier 15 : Adresse de corps de troupes** (*Fin*).

royaliste adressée à Lafayette par les troupes d'avant-garde à propos du 20 juin. Camp de Cerfontaine, 9 juillet 1792.

5. Adresse de l'armée à Lafayette, contenant l'expression de la satisfaction que lui cause l'union du roi et de l'Assemblée, aux termes du procès-verbal de la séance du 7 juillet. Sedan, 10 juillet 1792.

6. Adresse de dévouement à Lafayette par le 3e bataillon de la Meurthe. Givet, 7 juillet 1792.

7. Adresse du 25e d'infanterie à Lafayette, contre les auteurs du 20 juin. Camp du Mont-d'Haure, sur Givet, 13 juillet 1792.

8. Adresse du 104e d'infanterie à Lafayette, contenant l'expression de la douleur que cause au régiment la mort de son ancien major général, de Gouvion. Paris, 17 juin 1792.

**Dxv, 2, dossier 16 : Correspondance des maréchaux de camp avec le général en chef de l'Armée du Nord** (11 pièces).

1. Berthier (Alexandre). Ordre de marche pour le 7e régiment de cavalerie. Château de Pépinville, 5 août 1792.

2-3. Chazot. Se plaint de l'évacuation de Bavay ordonnée par Arthur Dillon sans nécessité. Landrecies, 1er août 1792. — Dénonce les atermoiements d'Arthur Dillon qui parait favoriser le Jacobinisme et s'entendre avec Dumouriez. Landrecies, 5 août 1792.

4. Deprez-Crassier. Envoi de deux brochures saisies ; demande d'argent. Camp de Fontoy, 1er juillet 1792.

5. Hangest (D'). Ordre de départ pour des équipages d'artillerie, de Douai pour l'armée. S. d.

6-9. Lallemand. Compte rendu des marchés et reconnaissances de l'avant-garde; avis de plusieurs désertions. Quartiers d'Espiés et de Carignan, 4-18 août 1792 (2 pièces).

10. Launay. Ordre de marche de l'armée. 8 août 1792.

11. Stengel. Rend compte de la position de ses postes. Tiercelet, 29 juillet 1792.

**Dxv, 2, dossier 17 : Armée du Nord. Correspondance du maréchal de camp O'Moran avec le général Dumouriez** (1 pièce).

1. Avis de l'opposition formée par les gens du prince de Croÿ à la remise à Puthod des livres composant la bibliothèque du prince à Condé. Condé, 27 août 1792.

**Dxv, 2, dossier 18 : Lettres et pièces diverses adressées au général Lafayette** (27 pièces).

1-2. Baussancourt (François), lieutenant-colonel du 3e bataillon de la Marne, demande le grade de colonel. Landrecies, 26 juillet 1792 (2 pièces).

3. Condé, lieutenant-colonel du 94e d'infanterie, renvoyé par Lajard à Lafayette pour une demande de congé. Paris, 15 juillet 1792.

4. D'Arblay, adjudant général, commandant à Longwy. Renseignements sur les approvisionnements de l'armée et sur la force de l'ennemi. Longwy, 25 juillet 1792.

5. Dechalain, colonel du 45e d'infanterie. Profession de fidélité et de dévouement; ne rendra Béthune à l'ennemi que réduit en cendres. Béthune, 10 août 1792.

6. Decaire, lieutenant-colonel. Avis de sa nomination à ce grade par M. de La Colombe; protestation de son attachement au Pouvoir exécutif. 3 août 1792.

7-8. Dorsain, colonel du 99e d'infanterie. Demande de congé; certificat de médecin. Stenay, 8 août 1792 (2 pièces).

9. Franche étrangère (Le conseil d'administration de la Légion) demande des carabines rayées. Paris, 5 août 1792.

10. Hell, colonel du 6e hussards. Avis de nombreuses désertions d'officiers. Saint-Pancré, 4 août 1792.

11. Ilher, colonel. Avis de sa démission à cause d'une exigence du ministre. Paris, 6 août 1792.

12. Krafft, capitaine au régiment suisse de Reinach. Récla-

**DXV, 2, dossier 18 : Lettres et pièces diverses adressées au général Lafayette** (*Suite*).

mation d'un cabriolet à lui enlevé à Bavay pour les besoins du service. Lille, 30 juillet 1792.

13. Juzancourt l'aîné, lieutenant-colonel du génie, commandant à Maubeuge. Annonce la marche vers l'armée de soldats détenus. Maubeuge, 13 août 1792.

14. Lamarlière, colonel du 14e régiment. Recommandation en faveur de Latapie, sergent. Aire, 11 août 1792.

15. Latournelle, mestre de camp en retraite. Plan d'organisation d'une armée de 200.000 gardes nationaux sur la frontière. Paris, 8 octobre 1790.

16. Lezey, capitaine au 25e d'infanterie, demande qu'il soit pourvu au remplacement d'officiers absents. Mézières, 9 août 1792.

17. Michel, lieutenant-colonel du 2e bataillon de l'Allier, demande l'autorisation de faire remplacer le commandant en chef, absent depuis le 23 février. Maubeuge, 2 juillet 1792.

18. Salmon, capitaine au 99e d'infanterie. Annonce sa nomination. Rennes, 13 juillet 1792.

19. Sappel, colonel du 1er d'artillerie. Presse l'envoi de caporaux et trompettes nécessaires à la formation des compagnies d'artillerie à cheval. Metz, 4 août 1792.

20. Sicard, colonel du 43e d'infanterie. Avis du ravitaillement de Bouillon et de la présence de l'ennemi à Anloy. Sedan, 6 août 1792.

21. Reynier de La Tour, capitaine au 18e de cavalerie, sollicite le congé de son beau-frère Tauffenberger (Michel), soldat au 94e d'infanterie, qu'il désire avoir près de lui. Brie, 9 août 1792.

22-23. Urre (D'), colonel du 12e chasseurs à cheval. Fait plusieurs propositions d'avancement ou de décoration pour plusieurs officiers de son régiment et pour lui-même. Longwy, 29 juillet 1792 (2 pièces).

**Dxv, 2, dossier 18 : Lettres et pièces diverses adressées au général Lafayette** (*Fin*).

24. Vaniéville demande le grade de lieutenant-colonel pour Petit, capitaine au 6e de cavalerie. Paris, 7 août 1792.

25. Wisch (de), commandant du 1er bataillon des grenadiers de la réserve. Félicitations à Lafayette pour sa démarche à l'Assemblée nationale; profession de foi constitutionnelle. S. d.

26. Rapport contenant l'état des forces de l'armée autrichienne d'après les dépositions d'un déserteur. 24 juillet 1792.

27. Courte note du « Bureau des grâces » sur des vacances à pourvoir dans les régiments. S. d.

**Dxv, 2, dossier 19 : Correspondance des commandants de la place de Longwy, et pièces diverses les concernant** (26 pièces).

1° *Arblay* (*Alexandre d'*).

1. Note d'un espion, contenant des renseignements sur la position de l'ennemi. S. d.

2. Lettre à Lafayette, contenant des renseignements sur la force de l'ennemi, une protestation contre le 20 juin, et l'affirmation que Longwy ne saurait tenir plus de 15 à 20 jours. Longwy, 11 juillet 1792.

3. Lettre à Sionville, contenant quelques renseignements sur les mouvements de l'ennemi. 24 juillet 1792.

2° *Lavergne* (*François-Félix de*).

4. Extrait de baptême de François-Félix de Lavergne (né le 18 mai 1740). Délivré le 19 décembre 1791.

5. Note du ministre de la guerre, de Grave, ordonnant la suspension du travail de décompte des masses. 3 avril 1792.

6. Lettre de Villeauroux, contenant divers renseignements d'ordre militaire. Sarreguemines, 10 avril 1792.

7. Lettre de Cochois, relative aux masses, aux recrues et aux filles à la suite des troupes. Sarreguemines, 12 avril 1792.

**Dxv, 2, dossier 19 : Correspondance des commandants de la place de Longwy, et pièces diverses les concernant** (*Suite*).

8. Lettre (témoignage de courtoisie) de Lafayette à Lavergne. Metz, 14 avril 1792.

9. Lettre de Villcauroux, contenant des avis de détail sur la désertion, l'habillement et l'armement, la discipline. Sarreguemines, 19 avril 1792.

10. Lettre de Laumoy, chef d'état-major de l'armée du Centre, autorisant le remplacement d'un sergent-major du 58e d'infanterie, absent depuis le 1er mars. Metz, 21 avril 1792.

11. Lettre de Lavergne à un représentant (?) sur la situation politique et sur le rôle qui incombe à l'Assemblée. Thionville, 29 juin 1792.

12. Copie de l'ordre du jour de l'armée, du 2 juillet 1792, contenant récit de démarche de Lafayette à l'Assemblée.

13. Lettre de Laplante au général X... (?), contenant des nouvelles locales et exprimant des doutes sur le patriotisme de Lafayette. Saint-Claud-sur-le-Son (Charente), 6 juillet 1792.

14. Lettre de Legrand à Lavergne, rendant compte de la marche de l'armée et d'un échange de coups de canon. Longwy, 27 juillet 1792.

15. Lettre de Narcisse Lapile à Lavergne, pour s'excuser de retenir au logis, pendant quelque temps encore, avant de le laisser entrer au service, son fils, âgé de quinze ans et demi. Angoulême, 4 août 1792.

16. Nomination de Lavergne, lieutenant-colonel du 58e d'infanterie, au commandement de Longwy, par le maréchal Lückner. Quartier-général de Richemont, 13 août 1792.

17. Lettre de Lückner à Lavergne, accusant réception d'avis sur les mouvements de l'ennemi et contenant des encouragements. Quartier général de Richemont, 19 août 1792.

18. Lettre d'Arblade à Lavergne, pour lui persuader, au nom du roi de Prusse et du duc de Brünswick, de livrer Longwy. Quartier-général de Bréhain-la-Cour, 19 août 1792.

**Dxv, 2, dossier 19 : Correspondance des commandants de la place de Longwy, et pièces diverses les concernant** (*Fin*).

19. La municipalité de Longwy invite Lavergne à faire descendre les soldats montés sur la tour de l'église, d'où ils jettent des pierres dont la chute est dangereuse. 20 août 1792.

20. Sommation de capituler, signée du duc de Brünswick. Du camp de Procourt, 21 août 1792.

21. Refus de capituler, délibéré à l'hôtel-de-ville. 21 août 1792.

22. Les soldats détenus à Longwy demandent à être élargis pour pouvoir combattre. 22 août 1792.

23. Laissez-passer signé du lieutenant-colonel von Schmitt, du grand état-major, pour une ordonnance française (un hussard) autorisée à traverser les avant-postes. Longwy, 23 août 1792.

24. Lettre de Lavergne à Lafayette, implorant du secours pour Longwy. 22 août 1792.

25. Articles de la capitulation de Longwy. 23 août 1792.

26. Attestation délivrée à Lavergne par la municipalité de Longwy, portant que la capitulation n'a été signée qu'à la demande des habitants, sur l'avis d'un conseil de guerre et sous la menace d'un bombardement. 23 août 1792.

**Dxv, 2, dossier 20 : Armées du Nord et du Centre. Correspondance des autorités départementales** (32 pièces).

1. Aisne (Directoire du département de l'). Demande à Lafayette une sous-lieutenance pour Clavel (Charles-François), garde national de Laon. 12 juin 1792; — 2. Id. Demande à Lafayette une garnison de 200 hommes à Laon pour contenir les malveillants. 18 juill. 1792; — 3-5. Id. Correspondance relative à l'organisation d'une compagnie franche. 24 juill.-8 août 1792 (3 pièces); — 6. Id. Lettre à Lafayette au sujet des levées d'hommes. 4 août 1792.

**Dxv, 2, dossier 20 : Armées du Nord et du Centre. Correspondance des autorités départementales** (*Suite*).

7-8. Ardennes (Président du département des). Envoi au général X... (?) d'un projet d'organisation défensive élaboré par le lieutenant-colonel chef du génie à Lille. 28 juillet-2 août 1792 (2 pièces).

9. Bavay (Municipalité de). Avis à Lafayette de l'approche des Autrichiens sous les murs de cette ville. 25 juin 1792.

10-13. Bordeaux (Directoire du district de). Etat de recrues envoyées à l'armée du Nord. 31 juillet-3 août 1792 (4 pièces).

14. Breux (Maire de). Avis de la marche de 600 cavaliers ennemis qui menacent les villages de la frontière. 24 juillet 1792.

15-18. Condé (Municipalité de). Affaire de l'enlèvement des livres du prince de Croÿ, par Puthod. Juin-août 1792 (4 pièces).

19. Eure (Directoire du département de l'). Lettre à Lafayette au sujet de la réquisition de moitié des grenadiers et chasseurs du département. 13 août 1792.

20. Hirson (Municipalité d'). Avis relatif à la position de l'ennemi à Chimay, et à la mort de quelques dragons pillards. 11 juillet 1792.

21. Lille (Municipalité de). Copie d'une lettre écrite par Servan à ladite municipalité, au sujet de la défense de la ville. 9 septembre 1792.

22-23. Longwy (Directoire du district de). Avis à d'Arblay, commandant de place, sur la nécessité d'établir une surveillance confiée à des troupes à cheval; refus d'un baron de couper son bois. 23 juillet 1792 (2 pièces).

24-25. Nord (Directoire du département du). Lettre à Lafayette au sujet de la réquisition de moitié des grenadiers du département. 13 août 1792 (2 pièces).

26. Pas-de-Calais (Directoire du département du). Lettre à Lafayette au sujet des levées d'hommes dans le département. 6 août 1792.

**Dxv, 2, dossier 20 : Armées du Nord et du Centre. Correspondance des autorités départementales** (*Fin*).

27. Quesnoy (Directoire du district du). Copie d'une lettre à Dumouriez, au sujet de la difficulté de fournir aux étapes. 18 juillet 1792.

28-30. Sedan (Municipalité de). Affaire de l'arrestation des commissaires de l'Assemblée à Sedan. Août 1792 (3 pièces); — 31. Id. Adresse à Lafayette. S. d.

32. Somme (Directoire du département de la). Accusé de réception à Lafayette de ses lettres de service. 19 juillet 1792.

**Dxv, 3, dossier 21 :** En déficit.

**Dxv, 3, dossier 22 : Affaire de la pension accordée au maréchal Lückner** (6 pièces).

1. Pétition adressée par le maréchal à l'Assemblée nationale pour jouir du bénéfice du décret portant que le traitement annuel (de 36.000 livres) à lui accordé le 20 juin 1763 sera exempt de la retenue. 13 avril 1792.

2. Lettre du maréchal à M. Poncet, où il le prie de rappeler au ministre le privilège affecté à sa pension par le décret du 31 décembre 1789. Strasbourg, 13 avril 1792.

3. Copie de la lettre écrite à Lückner par Choiseul pour lui annoncer les avantages que lui accorde le roi en récompense de ses services. 20 juin 1763.

4. Lettre de Bertier, chef du bureau de l'inspection générale des troupes, annonçant l'envoi de la copie précédente. 20 avril 1792.

5-6. Billet de M. de l'Isle à M. Baignoux, contenant l'immatricule en brevet de ladite pension. 20 avril 1792 (2 pièces).

**Dxv, dossier 23.** — Voir page 78.

**DXV, 3, dossier 24 : Armée du Rhin. Lettres du général Custine** (5 pièces).

1-2. Lettres de Custine au ministre Lajard (copie) et au Comité des douze (original), pour se plaindre d'avoir été privé de son commandement, et contenant envoi du mémoire par lui remis à Biron, relatif à la défense des départements du Rhin. Camp de Plobsheim, 21 juillet 1792.

3. Copie du mémoire sus-énoncé. 20 juillet 1792.

4-5. Lettre de Custine au Comité des douze, contenant, avec des plaintes générales, copie d'une lettre écrite par lui, le jour même, au ministre d'Abancourt, au sujet des moyens de défense de la frontière. Camp d'Altenstadt, 31 juillet 1792 (2 pièces).

**DXV, 3, dossier 25 : Compte rendu de Prieur, commissaire ordonnateur à l'Armée du Rhin, aux commissaires de l'Assemblée législative près cette Armée** (10 pièces).

1. Lettre de Prieur au président de l'Assemblée nationale, annonçant l'envoi du compte rendu de son administration qu'il vient de rendre aux commissaires. Strasbourg, 24 août 1792.

2-10. Copie dudit compte rendu, et états de situation à l'appui (marchandises pour l'habillement; campement, effets d'habillement, d'équipement et de harnachement; chevaux de peloton; équipages d'artillerie; trésorerie; fourrages; subsistances). 1er-24 août 1792.

**DXV, 3, dossier 26 : Suspensions de fonctionnaires dans l'ordre civil et militaire prononcées par les représentants Lamarque, Delaporte et Bruat, commissaires auprès du maréchal Lückner** (10 pièces).

1. Lettre de Bruat à Roland, ministre de l'Intérieur, annonçant les suspensions prononcées dans l'ordre civil. Paris, 7 septembre 1792.

2-6. Expéditions authentiques des arrêtés portant lesdites suspensions et nominations des remplaçants : Hoeville (Henri

**Dxv, 3, dossier 26 : Suspensions de fonctionnaires dans l'ordre civil et militaire prononcées par les représentants Lamarque, Delaporte et Bruat, commissaires auprès du maréchal Lückner** (*Fin*).

d'), officier municipal à Marsal (Meurthe); Melbeck (Augustin), juge de paix à Marsal (original et copie); Tyrion, juge de paix à Dalhain (Meurthe). 2 septembre 1792 (5 pièces).

7. Lettre de Bruat à Servan, ministre de la guerre, annonçant les suspensions prononcées dans l'ordre militaire : de Belmont, lieutenant général à Metz; de Sappel, commandant de la place, à Metz; de Rissan, directeur de l'arsenal de Metz; de La Salle, commissaire ordonnateur des guerres à Metz; de Courcy, commandant de place à Sarrelouis; Desperrières, colonel du 24e d'infanterie; de Raincourt, colonel du 2e carabiniers; de Melet, lieutenant-colonel du 11e de cavalerie; Feuquières et d'Assas, capitaines au même régiment. Paris, 7 septembre 1792.

8-9. Expéditions authentiques des suspensions de Desperrières et de Raincourt, avec nominations des remplaçants. 2 septembre 1792 (2 pièces).

10. Dénonciations contre plusieurs fonctionnaires adressées par Dumont à Bruat; notes marginales dudit Bruat. Marsal, 1er septembre 1792.

**Dxv, 3, dossier 27 : Lettres et délibérations adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Midi par les corps administratifs ou à propos des actes desdits corps** (41 pièces).

1-4. *Ain*. Réclamation de quatre pères de famille de Pont-de-Veyle, désignés par scrutin pour faire partie d'une levée de grenadiers, contre cette manière de procéder; certificats d'état civil délivrés auxdits réclamants par l'autorité municipale. 21-22 août 1792 (4 pièces).

5. *Isère*. Mémoire adressé aux commissaires par le directoire du département pour presser l'emploi des fonds en travaux et achats de terrains destinés aux fortifications de Grenoble.

**Dxv, 3, dossier 27 : Lettres et délibérations adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Midi par les corps administratifs ou à propos des actes desdits corps** (*Suite*).

24 août 1792; — 6. *Id.* Délibération (extrait) de la municipalité de Grenoble relative au régime des prisons et aux abus qui s'y pratiquent. 16 août 1792; — 7-10. *Id.* Certificat de résidence et passeports délivrés par les autorités municipales de Paris, Grenoble et Grasse à Rivaz (J.-P. de), capitaine d'infanterie. Juin-août 1792 (4 pièces); — 11. *Id.* Délibérations (extraits) du directoire du département sur la revendication éventuelle, comme bien national, d'un immeuble vendu comme bien privé. Janv.-mars 1792; — 12-13. *Id.* Lettre de Fontenay, commissaire ordonnateur des guerres, annonçant le refus d'un payeur de solder les indemnités dues pour logements militaires à Grenoble, et pressant l'exécution des ordonnances rendues à cet égard, avec l'état desdites ordonnances. Grenoble, 26 août 1792 (2 pièces); — 14. *Id.* Réclamation, par la commune de Tullins, du décret d'aliénation de ses biens nationaux. 24 août 1792.

15. *Basses-Pyrénées.* Adresse du directoire du département à l'Assemblée nationale pour obtenir à Pau une garnison dont la présence contiendrait les malveillants et faciliterait le recouvrement des impôts. 20 mai 1791; — 16. *Id.* Copie, jointe à la lettre précédente, d'une lettre anonyme écrite à Bergeras, vice-procureur général syndic du département, pour annoncer le projet d'une invasion par le comte d'Artois dans les provinces du Midi. S. d.

17. *Rhône.* Extraits de délibérations du conseil général de la commune de Lyon et du directoire du département, relatifs à l'exécution du décret du 5-8 juillet 1792 sur les dangers de la patrie; — 18-22. *Id.* Adresses et arrêtés du directoire du district de la campagne de Lyon, et lettres du même aux commissaires, relatifs à l'exécution du même décret. 4-17 août 1792 (5 pièces, dont 2 imprimées); — 23-25. *Id.* Adresses d'un groupe de citoyens de la ville de Lyon, relatives aux levées de défenseurs de la patrie. Août 1792 (3 pièces, dont 2 imprimées).

**Dxv, 3, dossier 27 : Lettres et délibérations adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Midi par les corps administratifs ou à propos des actes desdits corps (*Fin*).**

26. *Bouches-du-Rhône.* Adresse des habitants de Cuges à l'Assemblée nationale pour demander des armes et une loi comprenant dans les séquestres les biens des pères et mères d'émigrés. S. d.

27. *Var.* Copie d'une lettre écrite au ministre de la guerre par les administrateurs provisoires du département pour appuyer les réclamations relatives à la solde des 11e, 50e et 91e d'infanterie. 22 août 1792; — 28. *Id.* Avis donné à la municipalité de Grasse d'une difficulté relative à l'emploi d'un approvisionnement de blé. Toulon, 31 août 1792; — 29. *Id.* Plaintes de ladite municipalité aux commissaires de l'Assemblée sur le service des postes. 3 sept. 1792; — 30. *Id.* Lettre de Barras, lieutenant-colonel, sous-directeur d'artillerie, au commissaire Lacombe Saint-Michel, dans laquelle il annonce le sacrifice de sa décoration. Toulon, 7 sept. 1792; — 31. *Id.* Certificat de civisme délivré audit Barras par la commune d'Antibes. 3 août 1792; — 32. *Id.* Certificat délivré audit Barras par Gazan, garde d'artillerie à Antibes, constatant que 60.000 cartouches envoyées par Barras à Grasse, le 10 juillet, étaient emmagasinées dès l'année 1748 (*sic*). 4 août 1792; — 33-35. *Id.* « Exposé succinct des opérations des trois corps administratifs réunis à Toulon, relatives à l'administration générale et la sûreté de l'Etat », plus 2 adresses imprimées. Septembre 1792 (3 pièces).

36-37. *Vaucluse.* Délibération des administrateurs du district de Vaucluse, portant que la demoiselle Le Blanc, directrice des postes, n'a jamais eu la confiance publique, et demande de révocation de ladite directrice par la municipalité d'Avignon. 29 août 1792 (2 pièces); — 38-41. *Id.* Attestations délivrées au général Jourdan, au sujet de la conduite des troupes placées sous ses ordres, par les municipalités de Bédarrides, Monteux, Châteauneuf-d'Avignon, et par la société populaire d'Orange. 19-28 août 1792 (4 pièces).

**DXV, 3, dossier 28 : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Midi et relatives au service de la Marine** (14 pièces).

1. Truguet (Contre-amiral). Discours patriotiques adressés par lui à l'équipage du vaisseau *Le Tonnant*, et à la société populaire de Toulon. 2-3 septembre 1792.

2-4. Core, maître calfat. Ses états de services (59 ans); son certificat de maladie; attestation de civisme et de bravoure. 2-5 septembre 1792 (2 pièces).

5. Boullement, lieutenant-colonel du génie à La Seyne, demande à faire les plates-formes des batteries en bois, contrairement à l'avis de la municipalité, qui les voudrait en pierre. Toulon, septembre 1792.

6. Etat, signé : de Flotte, du personnel de la marine et des forces navales dans le port de Toulon. 5 septembre 1792.

7. Marins du vaisseau *Le Commerce-de-Bordeaux*. Adresse patriotique, sur le dévouement et le patriotisme des marins. Toulon, 5 septembre 1792.

8-10. Fructus de Montleger, commis de la Marine, réclame ses états de services annexés à la demande d'un supplément de traitement adressée par lui à l'Assemblée nationale. Toulon, 5 septembre 1792 (3 pièces).

11. Antheaume et autres, gardiens des vaisseaux de l'État, réclament une augmentation de salaire, un meilleur couchage et des habillements. Toulon, 5 septembre 1792.

12. La Société des Jacobins de Toulon émet le vœu que *Le Dauphin Royal* prenne le nom de *Défenseur de la Liberté et de l'Egalité*. 6 septembre 1792.

13. Blancard, entrepreneur de vaisseaux, demande une indemnité de 26.000 francs pour pertes. Toulon, 6 septembre 1792.

14. Soixante ouvriers de l'Arsenal de Toulon sollicitent un dédommagement à des pertes d'entreprise. S. d.

**Dxv, 3, dossier 29 : Armée du Midi. Etats de situation. Troupes** (63 pièces).

1-5. États généraux : armée du Var, officiers supérieurs ; garnison de Toulon; officiers de la place de Toulon; armée du Var, capitaines; armée du Var, emplacement des troupes. 2-5 septembre 1792 (5 pièces).

6-24. États de situation des 10e, 11e, 23e, 28e, 35e, 38e, 50e, 59e, 72e, 75e, 79e, 91e, 101e régiments d'infanterie. 16 août-5 septembre 1792 (19 pièces).

25-44. États de situation de bataillons de volontaires : 1er et 3e de la Drôme, 2e du Gard, 3e de la Gironde, 1er, 2e et 4e de l'Isère, 2e des Bouches-du-Rhône, 4e du Var. 19 août-5 sept. 1792 (19 pièces).

45-47. Résultat du recrutement fait dans le district de la campagne de Lyon. S. d. (juillet 1792) (3 pièces).

48. Emplacement des troupes de cantonnements de Tournoux. S. d.

49-57. États de situation de l'artillerie : 2e régiment; 2e compagnie d'ouvriers; 4e régiment; canonniers matelots des 6e et 7e divisions; canonniers vétérans, compagnie Clément; compagnie des ouvriers de Soras. 16 août-6 septembre 1792 (9 pièces).

58-61. États de situation des 8e, 9e, 15e, 18e régiments de dragons. 17-19 août 1792 (4 pièces).

62-63. Armée du Midi. Emplacement des troupes; — Mémoire présenté aux commissaires de l'Assemblée législative par le général de Montesquiou sur les besoins de ladite armée 15-18 août 1792 (2 pièces).

**Dxv, 3, dossier 30 : Armée du Midi. Etats de situation. Matériel** (5 pièces).

1-5. États de l'artillerie et des munitions existant à Lyon, de l'artillerie et des munitions existant dans les places du département de l'Isère, des armes existant à Toulon, des bouches à feu existant dans les places composant la direction de Toulon, avec un mémoire du lieutenant-colonel Barras sur la question. Juillet-6 septembre 1792 (5 pièces).

**Dxv, 3, dossier 31 : Armée du Midi. Subsistances** (34 pièces).

1-2. Situation de la ville de Grenoble, du fort Barraux. Grenoble, 11 juillet 1792 (2 pièces).

3. Note contenant des réclamations présentées par la municipalité de Fréjus au sujet d'avances faites par la ville. S. d.

4-6. Lettre du « directeur-député de l'administration générale des subsistances de l'armée du Midi » aux commissaires de l'Assemblée législative, avec deux états de situation de vivres et fourrages. 1er-18 août 1792 (3 pièces).

7. Jugement du tribunal de police municipale de Valence, portant condamnation de trois fournisseurs aux vivres en 3.000 livres d'amende pour poids insuffisant de pain de munition. 21 août 1792.

8. État des subsistances dans les places d'Antibes et de Cannes. 1er septembre 1792.

9. Mémoire d'Hébert, inspecteur des subsistances, sur le pain distribué à Toulon aux troupes de terre; les soldats se plaignent qu'il soit moins bon que celui qui est destiné à la marine. Grasse, 2 septembre 1792.

10-11. Récapitulation des sommes dues à Monier, entrepreneur des étapes et convois militaires. Orange, 26 juillet 1792 (2 pièces).

12. Demande d'approvisionnement adressée aux commissaires de l'Assemblée législative par la municipalité de Grasse. 3 septembre 1792.

13. Doléances du département de l'Isère relatives à l'insuffisance des récoltes et à l'excès des charges. S. d.

14. Mémoire du directeur des subsistances à Marseille aux commissaires de l'Assemblée législative, sur la difficulté de donner satisfaction aux troupes, qui réclament de meilleur pain. Marseille, 5 septembre 1792.

15. État des approvisionnements dans le Var, les Bouches-du-Rhône et les Basses-Alpes. 8 septembre 1792.

**Dxv, 3, dossier 31 : Armée du Midi. Subsistances** (*Fin*).

16. Mémoire de Millin-Grandmaison, commissaire ordonnateur en chef de l'armée du Midi, sur les différents services de son administration. S. d.

17. Procès-verbal de contravention sur le poids de fourrage livré aux étapiers de l'armée du Midi. 11 juin 1792.

18. Procès-verbal de contravention involontaire sur le poids du pain délivré aux volontaires nationaux. 15 août 1792.

19-26. Lettre de Pavin de Fontenay, commissaire ordonnateur de la 7e division, aux commissaires de l'Assemblée législative, explicative de sa conduite dans une affaire de refus de paiement de sommes dues à plusieurs ouvriers, et contenant copies de la correspondance échangée à ce sujet, entre lui, le ministre et le directeur des fortifications. Grenoble, 25 août 1792 (8 pièces).

27-29. Lettre de Pavin de Fontenay, commissaire ordonnateur de la 7e division, accompagnant l'envoi d'une réclamation des adjudants du 4e d'artillerie, relative au supplément de solde. Grenoble, 26 août 1792 (3 pièces).

30-31. Requête de Chamby, payeur général du département et du camp du Var, pour avoir les fonds nécessaires au paiement des dépenses extraordinaires de l'armée. Grenoble, 31 août 1792 (2 pièces).

32-34. Réclamation d'un supplément de traitement adressée aux commissaires de l'Assemblée législative par Desclans, commissaire ordonnateur de la 8e division. Avignon, 31 août 1792 (3 pièces).

**Dxv, 3, dossier 32 : Armée du Midi. Service de santé** (13 pièces).

1. Notification par le maréchal de Ségur au sieur Naudet de sa nomination au poste de contrôleur des hôpitaux militaires de Besançon. Versailles, 17 juillet 1784.

2. État de divers officiers de santé employés provisoirement aux hôpitaux de l'armée du Var. S. d. (août 1792).

**DXV, 3, dossier 32 : Armée du Midi. Service de santé** (*Fin*).

3. État du mouvement de l'hôpital de Lyon. 15 août 1792.

4. Observations relatives au service de l'hôpital de Lyon. 15 août 1792.

5. Réclamation d'appointements et d'indemnités arriérés, adressée aux commissaires de l'Assemblée législative par les médecins délégués à l'Armée du Midi. Lyon, 16 août 1792.

6. Apologie de sa conduite par Massin, directeur de l'hôpital de Lyon. 17 août 1792.

7. Rapport des médecins et chirurgiens délégués à l'armée du Midi, sur les besoins de l'hôpital de Toulon. 24 août 1792.

8. Rapport des sus-nommés sur l'hôpital d'Antibes, avec des notes du commissaire des guerres Eyssautier. 28 août 1792.

9. Réclamation d'un traitement de campagne adressée aux commissaires par les officiers de santé employés aux hôpitaux ambulants. S. d.

10-13. Note manuscrite et rapports imprimés contenant l'exposé de plusieurs demandes de la commune de Grenoble relatives notamment à la réunion de deux hôpitaux et à la liquidation de leurs créances. 1791-1792 (4 pièces).

**DXV, 3, dossier 33 : Armée du Midi. Pétitions et pièces diverses** (21 pièces).

1. *Volontaires.* Réclamations du 3e bataillon de la Gironde. 19 août 1792. — 2. *Id.* Réclamations du 2e bataillon de l'Isère. 31 août 1792.

3. *Infanterie.* Lettre du ministre Lajard au commandant du 11e régiment, en réponse à des réclamations adressées par 26 officiers ou sous-officiers du régiment et relatives à des lenteurs dans l'expédition des brevets. 22 juillet 1792. — 4. *Id.* Lettre de 8 sous-officiers du 11e régiment promus à des sous-lieutenances, pour obtenir l'expédition de leurs brevets. Toulon,

**Dxv, 3, dossier 33 : Armée du Midi. Pétitions et pièces diverses** (*Fin*).

6 septembre 1792. — 5-6. *Id.* Lettre du conseil d'administration du 2e bataillon du 50e régiment pour demander une fourniture de 100 habits. Toulon, 5 septembre 1792 (2 pièces). — 7. *Id.* Lettre du commandant du 91e régiment, pour réclamer le reliquat d'une fourniture d'habillement. Toulon, 5 septembre 1792.

8. *Artillerie.* La compagnie du 2e régiment en service à Toulon demande un supplément de solde. Toulon, 5 septembre 1792. — 9. *Id.* Protestation des canonniers du 4e régiment détachés à l'armée du Var contre des promotions récentes et contre l'absence de plusieurs officiers. 4 septembre 1792.

10. *Demandes particulières.* Dulin, secrétaire écrivain militaire, demande un supplément de solde. Grenoble, 28 août 1792. — 11-14. *Id.* Grissédée, lieutenant-colonel du 105e d'infanterie, demande que son régiment reprenne son ancien rang de 23e. Paris, août 1792 (4 pièces). — 15. *Id.* Latasse, commandant du 4e bataillon de la Gironde, explique certaines irrégularités de comptes. Au camp près Cessieux, 20 août 1792. — 16. *Id.* Maximin, sous-aide major à Toulon, demande le grade d'adjudant-capitaine de 2e classe. Toulon, 5 septembre 1792. — 17-18. *Id.* Bonjean, adjudant sous-officier au 1er bataillon du Var, demande une promotion; certificat dudit bataillon en sa faveur. Grasse, 2-3 septembre 1792 (2 pièces). — 19-21. *Id.* Certificats délivrés par leur corps : le 6 septembre 1792 à Chanterau, sous-lieutenant au 50e d'infanterie, à Toulon; le 20 août 1792 à Dedieu (Antoine), sous-lieutenant au 1er bataillon de la Haute-Garonne, à Mouans-Sartoux; le 6 septembre 1792 à Louët, capitaine au 50e d'infanterie à bord du *Scipion* (3 pièces).

**Dxv, 3, dossier 39 : Armée du Midi. Dénonciations** (17 pièces).

1. Lettre (copie) de Sinety, lieutenant-colonel du 2e bataillon des Bouches-du-Rhône à la municipalité d'Aix, pour la prévenir que le bataillon va la dénoncer. Toulon, 18 août 1792.

**DXV, 3, dossier 39 : Armée du Midi. Dénonciations** (*Fin*).

2. Discours prononcé au comité central de la Société populaire des Amis de la Constitution de Lyon, en présence des commissaires à l'Armée du Midi, par Billiemaz, président de la Société. 16 août 1792.

3. « Discours prononcé par le citoyen Carrier, éditeur du *Journal de Lyon*, à la séance du comité central ». Lyon, 16 août 1792.

4. Lettre du lieutenant-colonel du 1er bataillon de la Haute-Garonne, relatant les faits d'une conduite qui ont déterminé le bataillon à exclure le sous-lieutenant Dedieu, de la 7e compagnie. Grasse, 3 septembre 1792.

5. Observations critiques de la municipalité de Grenoble sur la direction des affaires militaires à la frontière. 24 août 1792.

6. Infanterie. Le 11e régiment dénonce 26 de ses officiers. 5 septembre 1792. — 7-8. *Id.* Le 50e régiment dénonce 27 de ses officiers. 27 septembre 1792 (2 pièces). — 9-11. *Id.* Le 91e régiment dénonce 9 de ses officiers. 5 septembre 1792. — 10. *Id.* Le 101e régiment dénonce 24 de ses officiers et sous-officiers. 19 août 1792.

11. Les officiers du 2e bataillon des Landes dénoncent au Comité militaire le général Duchilleau, commandant la 11e division militaire. Dax, 12 février 1792.

12-14. Dénonciation à l'Assemblée nationale, par des citoyens de Strasbourg, d'actes arbitraires commis par Reynau, commissaire auditeur des guerres. S. d. (juillet ou août 1792) (3 pièces).

15. Fructus de Montléger, ancien député aux États de Bretagne, dénonce à l'Assemblée nationale, comme onéreux pour l'État, le marché passé avec les Filles de Saint-Vincent-de-Paul pour le service de l'hôpital de la marine à Toulon. Toulon, 1er février 1792.

16-17. Dénonciation à l'Assemblée nationale, par N. Villemarceau, des inexactitudes contenues dans les comptes rendus de Necker. Aix-la-Chapelle, 20 octobre 1791 (2 pièces).

**Dxv, 4, dossier 23 : Mémoires, rapports, discours, projets, réflexions et observations soumis au Comité militaire** (13 pièces).

1. Adresse de la Société des Amis de la Constitution de Dinan, tendant au licenciement et à la réorganisation complète de l'armée. S. d.

2-3. Adresse des citoyens de Rochefort (Charente-Inférieure) à l'Assemblée nationale, contenant des vues sur la situation intérieure et extérieure, et sur les mesures à prendre pour assurer la défense nationale. 3 juin 1791 (2 pièces).

4. Avis donné par la municipalité de Senlis de l'entrée des ennemis en France. « Ce 25 (juillet), 3 h. du matin ».

5. Les volontaires nationaux de Tournon se plaignent que le département de l'Ardèche n'ait pas été mis sur la liste de ceux qui fournissent à la garde des frontières. Tournon, 25 août 1791.

6-7. Mémoire relatif à un projet de fortification de la ville d'Hondschoote. Juillet 1793 (2 pièces).

8. « Examen du projet de décret du Comité militaire sur les fournitures des vivres et des fourrages, suivi d'un projet de décret et de quelques réflexions, par les sieurs Moreau et Ruault ». S. d.

9. Mémoire anonyme sur le génie militaire et les ponts et chaussées. S. d.

10. « Camp de Ghyvelde. Dispositions de défense et de retraite dans le cas d'une attaque ». S. d.

11. Critique anonyme du projet de décret sur les hôpitaux militaires présenté au nom du Comité militaire par L. de Noailles. S. d.

12-13. Procès-verbaux des « commissaires des sections nommés pour constater le résultat de leurs délibérations sur le sort des anciens gardes-françaises et autres ci-devant gardes nationaux soldés de la ville de Paris ». Paris, 23 mars-28 avril 1792 (2 pièces, dont un imprimé).

**DXV, 4, dossier 34 : Lettres du Ministre de la guerre et actes y annexés, adressés à l'Assemblée législative et renvoyés au Comité militaire** (34 pièces).

1. Copie authentique de l'instruction remise à M. Chadelas, adjudant général des armées, pour l'organisation des corps francs. 20 juillet 1792.

2. Lettre du Ministre au président de l'Assemblée, expliquant le retard de l'organisation de l'artillerie sous Paris. 23 août 1792.

3-4. Lettre, etc., contenant extrait de l'ordre adressé à Lückner de faire passer devant un conseil de guerre les auteurs de la reddition de Longwy. 26-27 août 1792 (2 pièces).

5-6. Lettre, etc. Envoi d'un procès-verbal dressé par des gendarmes chargés d'opérer l'arrestation d'Alexandre Lameth et arrêtés eux-mêmes par la municipalité de Mézières. 22 août 1792 (2 pièces).

7-10. Lettre, etc. Envoi de la correspondance échangée entre le Ministre et MM. Jujardy de Grandville et Verron, commissaires auditeurs des guerres à propos du décret de l'Assemblée du 27 juillet, qui ordonne un compte-rendu sous huit jours des opérations des cours martiales formées aux armées, et spécialement de celles chargées d'instruire dans l'affaire de l'incendie de Courtray. 8 août-31 août 1792 (4 pièces).

11-19. Lettre, etc. Correspondance échangée entre le Ministre et plusieurs commissaires des guerres sur l'exécution du décret relatif aux poursuites par contumace contre les militaires qui ont déserté en emportant des caisses, chevaux ou effets. 7-31 août 1792 (9 pièces).

21-23. Lettre, etc. Correspondance reçue de Jujardy de Grandville, commissaire auditeur des guerres à l'armée du Nord, au sujet du décret qui ordonne de convoquer le jury martial pour instruire le procès de Boileau Castelnau, capitaine au 7e d'artillerie, déserteur et séducteur de ses troupes. 11 août-31 août 1792 (3 pièces).

**Dxv, 4, dossier 34 : Lettres du Ministre de la guerre et actes y annexés, adressés à l'Assemblée législative et renvoyés au Comité militaire** (*Fin*).

24. Lettre, etc., pour demander l'autorisation d'armer les sous-officiers avec des piques, de manière à réaliser une économie probable de 18.000 fusils. 24 août 1792.

25-34. Lettre, etc. Envoi d'une pétition des administrateurs du département de la Manche, pour obtenir que leur département soit exempté de la réquisition des compagnies de grenadiers et de chasseurs. 12 août 1792 (10 pièces, parmi lesquelles des pétitions et délibérations des municipalités de Cherbourg, Granville, Mortain, Villedieu-les-Poëles, et une lettre du directeur de la manufacture de glaces de Tourlaville).

**Dxv, 4, dossier 35 : Lettres et délibérations des corps administratifs et autres autorités, adressées à l'Assemblée législative et renvoyées au Comité militaire** (52 pièces).

1-3. Aisne (Président du comité permanent du département de l'). Envoie un arrêté dudit conseil sur le mode d'exécution de la loi du 22 juillet relative au complément de l'armée. Laon, 6 août 1792 (3 pièces, dont un imprimé).

4-6. Alpes (Directoire du département des Hautes-). Envoie copie d'un arrêté autorisant le commandant de la gendarmerie de Gap à augmenter ses brigades de trois gendarmes. Gap, 22 août 1793 (3 pièces).

7-9. Bar-sur-Aube (Municipalité de). Envoi du procès-verbal des enrôlements, le 5 août, dans cette commune. 18 août 1792 (3 pièces, dont un imprimé).

10-11. Corbeil (Administrateurs du district de Corbeil). Annoncent l'expédition de quinze milliers de poudre requis à Essonnes par Santerre, commandant provisoire de la force armée de Paris. 11 août 1792 (2 pièces).

12-14. Côtes-du-Nord (Directoire du département des). Envoie copie d'une délibération tendant à faire voter par l'Assemblée un décret qui assure la conservation de leur

**DXV, 4, dossier 35 : Lettres et délibérations des corps administratifs et autres autorités, adressées à l'Assemblée législative et renvoyées au Comité militaire** (*Suite*).

emploi aux douaniers enrôlés pour les frontières. Saint-Brieuc, 25 août 1792 (3 pièces).

15-16. Gard (Procureur général syndic du département du). Envoie un arrêté du conseil d'administration du département sur les secours à accorder aux familles des citoyens qui se dévouent au service de la patrie. Nîmes, 5 août 1792 (2 pièces, dont un imprimé).

17-20. Loir-et-Cher (Président de l'administration du département du). Envoie un arrêté du département sur l'exécution des lois relatives au complément de l'armée. Blois, 11 août 1792 (4 pièces).

21-25. Loire-Inférieure (Administrateurs du département de la). Envoient deux arrêtés relatifs, l'un à la mise en route de deux compagnies de volontaires destinées à l'armée du Midi, l'autre à l'exécution de la loi du 22 juillet sur le complément de l'armée. Nantes, 30 juillet-18 août 1792 (5 pièces).

26-28. Morbihan (Directoire du département du). Envoie la liste des officiers de la garnison de Lorient absents. Vannes, 9 août 1793 (3 pièces).

29-30. Paris (Administrateurs des subsistances militaires, à). Lettre à l'Assemblée nationale, sur l'exécution du décret qui défend aux corps administratifs de donner aucun secours à Lafayette ni à la partie de l'armée qui l'a suivi à Sedan. Paris, 20 août 1792 (2 pièces).

31-32. Pyrénées-Orientales (Président du département des). Donne avis à l'Assemblée nationale d'un arrêté renforçant la gendarmerie de Perpignan. Perpignan, 6 août 1792 (2 pièces).

33-35. Remiremont. Le citoyen Delorme, maire, envoie une délibération du conseil général de cette commune sur l'exécution des décrets de l'Assemblée relatifs au recrutement ; y est jointe une liste des citoyens enrôlés. Remiremont, 22 août 1792 (3 pièces, dont un imprimé).

**Dxv, 4, dossier 35 : Lettres et délibérations des corps administratifs et autres autorités, adressées à l'Assemblée législative et renvoyées au Comité militaire** (*Fin*).

36-38. Rhin (Directoire du département du Bas-). Envoie une délibération relative à une levée de 7.000 hommes pour renforcer l'armée. Strasbourg, 6 août 1792 (3 pièces, dont un imprimé).

39-43. Saône (Administrateurs du département de la Haute-). Envoient trois délibérations relatives aux levées d'hommes. Vesoul, 5 août 1792 (5 pièces).

44-45. Seine-Inférieure (Directoire du département de la). Annonce que deux bataillons sont fournis sur trois que le département doit fournir. Rouen, 6 août 1792 (2 pièces). — 46-47. *Id.* Annonce que les quatre compagnies du contingent que le département doit fournir, aux termes de la loi du 22 juillet, sont complètes et mises en route pour Arras. Rouen, 13 août 1792 (2 pièces).

48-50. Vosges (Administrateurs du département des). Envoient une délibération relative à l'exécution de la loi du 22 juillet. Épinal, 5 août 1792 (3 pièces, dont un imprimé).

51-52. Yonne (Procureur général syndic du département de l'). Envoie un arrêté du département, relatif à l'exécution de la loi du 22 juillet. Auxerre, 9 août 1792 (3 pièces, dont un imprimé).

**Dxv, 4, dossier 36 : Garde nationale, vétérans, maréchaussée, gendarmerie** (72 pièces).

I. *Garde nationale.*

1-16. Minutes et notes relatives à l'organisation de la garde nationale. S. d. [1792] (16 pièces).

17. Acher. Mémoire en forme de lettre (sans doute adressé au rapporteur du Comité militaire) intitulé « Supplément à l'organisation de la garde nationale ». Paris, 4 août 1791.

18-20. Adhémar (J.-B.). Mémoires relatifs à l'organisation

**Dxv, 4, dossier 36 : Garde nationale, vétérans, maréchaussée, gendarmerie** (*Suite*).

de la garde nationale. De la ferme de Thun, près Meulan (Seine-et-Oise), 12 juin et 11 juillet 1790 (3 pièces).

21. Henrion. Propose un rassemblement périodique des gardes nationales de chaque département. Paris, 28 juillet 1791.

22-23. Reinhard (Charles). Envoie une délibération de la Société des Amis de la Constitution de Bordeaux, rejetant les idées de Robespierre sur l'organisation de la garde nationale. Bordeaux, 23 avril 1791 (2 pièces, dont un imprimé).

24. Roussy. S'élève contre la mesure qui permettrait à tous les Parisiens payant 3 livres de contributions d'entrer dans la garde nationale. Paris, 4 août 1791.

25. La Tournelle (Ch^er^ de). Plan général d'organisation de la défense nationale. Paris, 14 octobre 1790.

26-27. Société des Amis de la Liberté, séante à Paris. Envoie un plan d'organisation, en cinq chapitres, où plusieurs militaires ont coopéré, d'après celui de M. de La Tournelle. Paris, 4 novembre 1790 (2 pièces).

28-30. Plans anonymes sur l'établissement de la milice nationale; « Observations d'un citoyen, soldat de la loi ». S. d. (3 pièces).

31. Briey (Garde nationale de). Protestation contre la municipalité de cette ville, qui veut faire cesser le service de ladite garde. 23 novembre 1790.

32-35. Orgon (Garde nationale d'). Correspondance et pièces relatives au renouvellement des officiers, et plaintes contre le maire. Août-novembre 1790 (4 pièces).

36-38. Rochelle (La). Lettres de la municipalité et des comités d'administration de la milice bourgeoise et des volontaires nationaux, demandant la réunion de ces deux corps. La Rochelle, juin 1790 (3 pièces, dont un exemplaire imprimé du « Règlement pour la formation, constitution, administration et service du corps des volontaires nationaux de La Rochelle »).

**Dxv, 4, dossier 36 : Garde nationale, vétérans, maréchaussée, gendarmerie** (*Suite*).

39. Montpellier (Dragons volontaires de). Demandent le maintien de leur corps. Montpellier, 20 août 1791.

40. « Observations relativement aux officiers de gardes nationales du royaume », présentées par « Mathias, citoyen zélé ». S. d.

II. *Vétérans.*

41-42. Mémoire envoyé au Comité par Bachelay, lieutenant au 3e bataillon des vétérans, sur le costume et le service des vétérans de la garde nationale. S. d. (2 pièces).

43-47. Mémoires adressés à Rabaut Saint-Etienne par La Tournelle (Jean-Baptiste-Louis), mestre de camp et capitaine de la 4e compagnie du bataillon des vétérans de la garde nationale parisienne, sur l'organisation des vétérans de garde nationale. Mai 1791 (5 pièces).

48. Lettre du ministre de la marine Thévenard à Rabaut Saint-Etienne en faveur des Invalides de la marine, omis par la loi sur la liste des personnes exemptées de droit du service de la garde nationale. 6 août 1791.

III. *Maréchaussée.*

49-54. Notes relatives à la formation de la maréchaussée; projet de décret relatif à l'organisation de la maréchaussée. S. d. (6 pièces).

55-57. Supplique de Gachet de Sainte-Suzanne, prévôt général des maréchaussées de la généralité de Paris, à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir une indemnité pour suppression d'office; supplique du même au Comité à l'effet d'obtenir la bienveillance de l'Assemblée; mémoire imprimé sur l'utilité de la maréchaussée (anonyme, paraît être l'œuvre de Sainte-Suzanne). S. d. (3 pièces imprimées).

**DXV, 4, dossier 36 : Garde nationale, vétérans, maréchaussée, gendarmerie** (*Fin*).

IV. *Gendarmerie.*

58. Requête de Dupuy (Jean-Benoît), ex-gendarme à la compagnie Dauphin, à l'effet d'être réintégré dans l'armée active. Lagnieu, 15 août 1792.

59-60. Dénonciation de la municipalité de Valence contre le colonel de gendarmerie Genin et deux gendarmes. 26 août 1792 (2 pièces).

61. Lettre du ministre Servan à l'Assemblée nationale, sur l'exécution de la loi du 16 août 1792 relative aux brigades de gendarmerie nationale destinées à renforcer les armées. 20 septembre 1792. — 62-67. Pièces annexées à ladite lettre : exemplaire imprimé de la loi du 16 août 1792 (1 pièce); circulaires (imprimées) de Servan aux directoires de département et aux directoires de district, sur l'exécution de ladite loi, 27 août et 16 septembre 1792 (2 pièces); états de rassemblement des brigades de gendarmerie à Châlons, Fontainebleau et Versailles, s. d. (3 pièces).

68. « Projet de formation de deux corps, dont un de cavalerie et un d'infanterie, pour veiller à la sûreté de la capitale », par Monvoye, adjudant de la cavalerie nationale parisienne. S. d.

69-72. « Règlement concernant les augmentations à faire dans l'infanterie et la cavalerie soldées de la garde nationale parisienne », 12 octobre 1789; « Règlement concernant la police militaire des recrues pour l'armée, et de soldats de toutes armes en semestre dans la ville de Paris », 9 janvier 1790; « Extrait du procès-verbal de l'Assemblée des représentants de la commune de Paris, du 12 août 1789 », sur la fixation du rang des divisions de la garde nationale de Paris; « Ordre du commandant général portant instruction à MM. les capitaines des compagnies soldées de l'infanterie de la garde nationale parisienne, pour l'administration de la masse de linge et de chaussure ». 14 août 1790 (4 pièces imprimées).

**Dxv, 4, dossiers 37 et 38 : Colonies. Saint-Domingue** (4 pièces).

1-2. Procès-verbal de la cérémonie funèbre célébrée en l'église de Port-au-Prince, le 10 mai 1791, à la mémoire du colonel Mauduit, assassiné, avec lettre d'envoi à l'Assemblée nationale, signée des membres de l'Assemblée provinciale du nord de Saint-Domingue. Au Cap, 25 mai 1791 (2 pièces).

3-4. Procès-verbal de l'inauguration du buste de Desilles au Cap, le 22 mai 1791, avec lettre d'envoi à l'Assemblée nationale, signée des membres de l'Assemblée provinciale du nord de Saint-Domingue. Au Cap, 30 mai 1791 (2 pièces).

**Dxv, dossier 39.** — Voir page 76.

**Dxv, 4, dossier 40 : Lettres et pièces diverses adressées ou transmises aux Ministres et aux Assemblées** (23 pièces).

1. Berruyer, général de division, commandant l'Hôtel des Invalides. Lettre à la Commission des inspecteurs du Conseil des Anciens, relative à Louis-Jacques Savreux, soldat invalide, mis en arrestation pour délit de droit commun. Paris, 15 nivôse an VI.

2. Chanez, général de brigade commandant la place de Paris. Lettre à la Commission des inspecteurs du Conseil des Anciens, sur le nombre (150) des corps de garde existant à Paris. Paris, 10 messidor an V. — 3. *Id.* Lettres aux mêmes, annonçant envoi d'un rapport (non-joint) « concernant un ancien représentant du peuple ». Paris, 22 messidor an V.

4. Duchambge-Delbhecq, général de division. Signale à Bouchotte des irrégularités dans l'envoi des exemplaires du *Bulletin de la Convention*. Metz, 2 juin 1793.

5. Hébert, commissaire des guerres. Lettre à Vaillant, commissaire ordonnateur à l'armée du Nord, au sujet d'une réquisition de chevaux et de voitures faite par le général Richardot pour le service du camp de Ghyvelde. Ghyvelde, 26 juillet 1793.

6. Lacuée, général de brigade, chef de l'état-major de l'ar-

**DXV, 4, dossier 40 : Lettres et pièces diverses adressées ou transmises aux Ministres et aux Assemblées** (*Suite*).

mée des Pyrénées-Orientales. Signale au ministre que les 200 exemplaires du *Bulletin de la Convention* arrivés par le dernier courrier ne sont pas suffisants. Toulouse, 31 mai 1793.

7. Lückner. Copie d'une lettre à Clavière, sur l'éloignement de l'armée des régiments suisses, et sur les regrets que doit inspirer cette mesure, sous le point de vue de la force de l'armée. Quartier général de Richemont, 18 août 1792. — 8. *Id.* Copie d'une lettre à Clavière sur l'effet produit dans l'armée par la nouvelle du 10 août. Quartier général de Richemont, 18 août 1792.

9. Miranda, commandant en chef l'armée de Belgique. Lettre à Du Plantier, président du Comité des pétitions, relative à la mise en liberté, sur parole, du baron Maréchal, agent du prince de Nassau-Usingen. Liége, 14 janvier 1793.

10. O'Moran, lieutenant-général. « Dispositif pour le service de la ville d'Ostende en cas de générale ou d'alarme », 18 février 1793. — 11. *Id.* Lettre aux officiers municipaux de Steenvoorde, sur la délivrance des billets de logement aux femmes d'officiers ou de soldats. Cassel, 18 juillet 1793.

12. Ramel, général commandant la garde du Corps législatif. Rapport au ministre de la police sur les conférences qu'il a eues, en nivôse an V, avec le citoyen de Poli, agent royaliste. Paris, 12 pluviôse an V.

13. Pascal-Kerenveyer, général de division commandant à Dunkerque. Lettre au général O'Moran sur une demande d'indemnité présentée par un hussard hollandais déserteur, dont le cheval a été pris pour le service de l'armée. Dunkerque, 22 juin 1793. — 14. *Id.* Demande au général Richardot les causes de la froideur qui semble s'être introduite entre eux. Dunkerque, 23 juin 1793.

15. Richardot, général de brigade. Sa nomination par Custine au commandement du camp de Cassel. Lille, 21 juin 1793. — 16. *Id.* Lettre au général O'Moran, sur diverses questions de

**Dxv, 4, dossier 40 : Lettres et pièces diverses adressées ou transmises aux Ministres et aux Assemblées** (*Fin*).

service, notamment sur celle du commandement de Dunkerque : est-il confié au général Pascal-Kerenveyer? Ghyvelde, 20 juin 1793. — 17. *Id.* Lettre au général O'Moran sur la nécessité de placer sous un commandement unique Dunkerque et le camp de Ghyvelde. Ghyvelde, 21 juin 1793. — 18-20. *Id.* Rapports au général O'Moran, contenant des nouvelles d'ordre militaire ou personnel. Ghyvelde, 10 et 11 juillet 1793, et Dunkerque, 4 août 1793 (3 pièces).

21. Rissé (Général de). Mémoire d'Arcambal, commissaire des guerres, sur une dénonciation portée contre M. de Rissé par les officiers du régiment d'Angoulême. Juin (?) 1792.

22. Stettenhoffen se plaint à O'Moran des dénonciations calomnieuses dont Richardot et lui-même sont les victimes. Paris, 26 juin 1793.

23. Vergnes, général de brigade à Brest. Demande au ministre s'il doit distribuer aux troupes les numéros du *Journal de la Montagne* et du *Père Duchesne* qui lui parviennent par la voie officielle, mais sans être mentionnés sur la lettre d'envoi. Nantes, 25 juin 1793.

**Dxv, 4, dossier 41 : Correspondance des Ministres avec les Généraux et l'Assemblée législative** (10 pièces).

1. Copie d'une lettre de Lückner à Lajard, où le maréchal fait part de quelques mouvements de troupes et proteste de sa fidélité au roi. Menin, 26 juin 1792. — 2. Copie d'un rapport du général Lallemand au général Lafayette, annonçant un léger succès remporté sur l'ennemi. Camp sous Maubeuge, 27 juin 1792. — 3. Copie d'une lettre de Lafayette à Lajard, accompagnant l'envoi du rapport précédent. Paris, 29 juin 1792. — 4. Lettre de Lajard au président de l'Assemblée nationale accompagnant l'envoi des trois pièces qui précèdent. Paris, 29 juin 1792.

5. Copie d'une lettre de Lückner à Lajard, où le maréchal

**DXV, 4, dossier 41 : Correspondance des Ministres avec les Généraux et l'Assemblée législative** (*Fin*).

expose les raisons d'un mouvement offensif, l'insuffisance de ses troupes (20.000 hommes) et l'indifférence des Belges. Menin, 29 juin 1792. — 6. Lettre de Lajard au président de l'Assemblée nationale, accompagnant l'envoi de la copie qui précède. Paris, 2 juillet 1792.

7. Copie des instructions de Lajard à Lückner et à Lafayette, qui les autorisent à des mouvements combinés. Paris, 9 juillet 1792.

8. Lettre du maréchal Lückner au président de l'Assemblée nationale, rendant compte, bien qu'il n'en doive qu'au roi, des opérations de la campagne. Paris, 17 juillet 1792.

9. Lettre de Champion de Villeneuve, ministre de l'intérieur, à Lafayette, lui annonçant l'envoi du décret du 22 juillet, qui mande à la barre Bureaux de Pusy et demande à Lückner et à Lafayette de fournir par écrit des explications sur une dénonciation portée contre eux. Paris, 23 juillet 1792.

10. Plainte de Gérardy, homme de loi, au général X... (?) contre Duhoux, officier, en faveur de Belhomme, officier invalide, cautionnaire dudit Duhoux. Paris, 4 août 1792.

**DXV, 4, dossier 42 : Pièces relatives à la place de Landau** (3 pièces).

1-2. Adresse de la municipalité de Landau à l'Assemblée nationale, exposant l'insuffisance des forces préposées à la défense de cette ville, avec un « État des troupes de chaque arme qui se trouvent dans la place de Landau ce 13 juillet 1792 ». Landau, 13 juillet 1792 (2 pièces).

3. Copie de la réponse faite par le ministre Lajard à la municipalité de Landau, qui demande que la garnison de cette place soit renforcée : le nécessaire sera fait en temps utile. Paris, 18 juillet 1792. — 4. Lettre de Lajard à Pastoret, président de la Commission extraordinaire, accompagnant l'envoi de la copie qui précède. Paris, 18 juillet 1792.

**Dxv, 5, dossier 43 : Insurrection du régiment de Royal-Champagne** (138 pièces).

1. Inventaire ancien des pièces du dossier. [Correspond à un classement dont il n'y a plus trace; à en juger par cet inventaire, diverses pièces auraient disparu.]

1° *Mémoires favorables aux officiers.*

2. Récit des faits, rédigé par les officiers et signés par eux. Hesdin, 2 août 1790. — 3. Copie d'un procès-verbal desdits faits, rédigée par la municipalité d'Hesdin. 2 août 1790.

2° *Mémoires et avis favorables aux sous-officiers, brigadiers et cavaliers.*

4. Requête des sous-officiers, brigadiers et cavaliers renvoyés avec des cartouches infamantes, à l'effet d'être admis à la barre de l'Assemblée pour s'expliquer sur la mesure dont ils sont l'objet. Paris, 1er août 1790. — 5. Autre requête ayant le même objet. S. l. n. d. — 6. Cartouche délivrée à l'adjudant Point. Hesdin, 7 août 1790. — 7. Copie authentique d'une lettre de Varlet, commandant en chef de la garde nationale d'Hesdin, au président de l'Assemblée, contenant le récit de l'insurrection, du point de vue des insurgés. Hesdin, 10 août 1790. — 8. Mémoire justificatif pour les sous-officiers, brigadiers et cavaliers de Royal-Champagne, présenté à l'Assemblée nationale. S. d. (imprimé). — 9. Précis pour servir de suite au mémoire précédent. Paris, 26 août 1790 (imprimé). — 10. Mémoire des patriotes de la garde nationale d'Hesdin sur les événements survenus dans cette ville du 1er au 16 août. Hesdin, 16 août 1790.

11. Protestation des sous-officiers, brigadiers et cavaliers à l'Assemblée nationale, contre le désaveu obtenu de quelques-uns d'entre eux par les officiers. S. l. n. d. — 12. Désaveu susindiqué, en forme de circulaire imprimée. Hesdin, 26 août 1790. — 13. Copie de l'adresse votée par les citoyens d'Hesdin à la municipalité, dans le sens du désaveu. 24 août 1790. — 14. Congé absolu donné au maréchal des logis chef Campai-

**DXV, 5, dossier 43 : Insurrection du régiment de Royal-Champagne** (*Suite*).

gnolles. Hesdin, 21 août 1790. — 15-16. Rétractation d'Evrard fils, marchand de bas, chasseur national, de l'adresse votée par les citoyens d'Hesdin et signée par lui. Hesdin, 12 septembre 1790 (2 pièces). — 17. Extrait authentique d'une délibération de la Société des Amis de la Constitution de Hesdin en faveur du citoyen Varlet et de la dame Girard, compromis dans l'insurrection. 26 octobre 1790. — 18. Lettres de quelques cavaliers de Royal-Champagne en faveur de la dame Girard. Guibray, 6 novembre 1790. — 19. Mémoire présenté à l'Assemblée nationale par la Société des Amis de la Constitution de Hesdin contre les officiers municipaux de cette ville. Hesdin, 4 novembre 1790. — 20. Adresse des sous-officiers, brigadiers et cavaliers congédiés aux Comités des rapports, des recherches et militaire, à l'effet de faire presser le rapport sur leur affaire et d'obtenir d'être réintégrés, avec leurs grades, dans la maréchaussée. Paris, 1er décembre 1790. — 21. Note anonyme en faveur des sous-officiers, brigadiers et cavaliers congédiés. S. d. — 22. Minute de rapport [à l'Assemblée nationale ou au Comité militaire ?] sur l'affaire. S. d.

3° *Pétitions des sections de Paris en faveur de Royal-Champagne et correspondance y relative.*

23. Pétition des citoyens de la section de Mauconseil à l'Assemblée nationale, en faveur des sous-officiers, brigadiers et cavaliers congédiés. S. d. — 24-29. Journal et correspondance des trois députés, Delacroix, Evrard et Garnerin, envoyés par la section à Hesdin pour y faire une enquête. 6-24 septembre 1790 (6 pièces). — 30. Lettre de remerciements adressée auxdits députés par les sous-officiers, brigadiers et cavaliers. Hesdin, 10 septembre 1790. — 31. Demande de nouvelles par le détachement de La Roche-Guyon au cavalier Chevreuil, chez son père, à Paris. La Roche-Guyon, 26 août 1790. — 32. Consigne donnée par le maire d'Hesdin pour la garde de l'arsenal. 7 août 1790. — 33. Lettre de Carré et de Dupré, brigadier, à

**Dxv, 5, dossier 43 : Insurrection du régiment de Royal-Champagne** (*Suite*).

leurs frères d'armes (remerciements pour les démarches faites, considérations sur l'importance de l'affaire). Hesdin, 28 septembre 1790.

34. Lettre de remerciements de Varlet, commandant de la garde nationale d'Hesdin, à la section Mauconseil. Hesdin, 26 septembre 1790. — 35. Lettre de Boidin, lieutenant, aux députés de la section, pour les prévenir des manœuvres auxquelles recourt la municipalité pour faire échouer leur mission. Hesdin, 28 septembre 1790. — 36. Lettre de Girard, électeur du département du Pas-de-Calais, à la section de Mauconseil, contenant quelques détails sur la mission des députés de la section. Hesdin, 24 septembre 1790. — 37. Lettre de remerciements de Varlet à Sergent, commissaire de la section de Mauconseil. Hesdin, 9 septembre 1790. — 38. Adresse des députés de la section à Royal-Champagne. S. l. n. d. — 39. Protestation des sous-officiers, brigadiers et cavaliers contre le projet, auquel seraient favorables les officiers, de faire partir d'Hesdin le régiment. Hesdin, 25 septembre 1790. — 40. Exposé des motifs qui déterminent Varlet, commandant de la garde nationale d'Hesdin, et les trois députés de la section de Mauconseil, à envoyer l'un d'eux, Evrard, rendre compte de ce qui se passe dans la ville. Hesdin, 10 septembre 1790.

41. Copie du procès-verbal de la réception des trois députés par la municipalité. Hesdin, s. d. — 42. Protestation de Boidin, officier de la garde nationale, contre le rapport des commissaires de la section, concluant à l'éloignement du régiment. S. l. n. d. - - 43. Procès-verbal de la réception de six cavaliers à la section de Mauconseil, et délibérations prises en suite de leur demande d'appui et de sauvegarde. 24 août 1790. — 44-48. Lettres de Varlet, commandant de la garde nationale d'Hesdin, au sous-officier Campaignolles, sur la marche de l'affaire. Hesdin, 12 septembre-2 octobre 1790 (5 pièces). — 49-51. Lettres de Girard, électeur du département du Pas-de-Calais, aux sous-officiers, brigadiers et cavaliers patriotes à

**DXV, 5, dossier 43 : Insurrection du régiment de Royal-Champagne** (*Suite*).

Paris, contenant le détail de ce qui s'est passé à Hesdin, notamment depuis la mission de Mauconseil. Hesdin, 2-9 septembre 1790 (3 pièces). — 52. Lettre des sous-officiers de Hesdin à ceux de Paris, donnant des nouvelles, notamment sur les manœuvres de corruption entreprises par un major. Hesdin, 14 octobre 1790.

53. Procès-verbal de la désignation de Lacroix, Evrard et Garnerin comme députés à Hesdin par la section de Mauconseil. 4 septembre 1790. — 54. Délibération mettant fin à ladite mission. 21 septembre 1790. — 55. « Rapport des députés envoyés à Hesdin relativement à l'affaire du régiment de Royal-Champagne ». S. d. — 56. Délibération de la section ordonnant l'impression et la délibération dudit rapport. 18 octobre 1790. — 57. Adresse de la section de Mauconseil à l'Assemblée nationale en faveur de Royal-Champagne. S. d. [sept. ou oct. 1790] (imprimé). — 58-65. Adhésions des sections de l'Arsenal, 21 sept. 1790; de la Fontaine de Grenelle, 17 sept.; de la Halle au Blé, 21 sept.; de Henri IV, 22 sept.; de Notre-Dame, 23 sept.; du Palais-Royal, s. d.; du Ponceau, 4 sept.; du club des Cordeliers, 28 sept. (8 pièces).

4° *Mémoires et correspondance ayant servi aux Commissaires du Roi, paraphés par eux.*

66. Mémoire de Baudry, maréchal des logis chef, contenant le récit des événements du point de vue des officiers. Hesdin, 6 septembre 1790 (ce mémoire porte les signatures de plusieurs autres sous-officiers). — 67. Lettre de Point et de Chevreuil à l'adjudant Argod, pour conseiller la patience et la modération, jusqu'au jour des réparations. Paris, 13 août 1790. — 68. Copie de la lettre adressée au ministre par le détachement de Gaillon pour séparer sa cause de celle du reste du régiment. 14 août 1790. — 69. Lettre adressée au détachement de Gaillon par les cavaliers de Royal-Champagne partisans des officiers. S. l. n. d. (août 1790). — 70. Copie de l'ordre du ministre La

**Dxv, 5, dossier 43 : Insurrection du régiment de Royal-Champagne** (*Suite*).

Tour du Pin au maréchal de camp Biaudos de se rendre à Hesdin pour y rétablir la discipline. Paris, 19 août 1790. — 71. Copie de l'ordre du roi à Biaudos lui prescrivant de faire arrêter les sous-officiers coupables, s'ils persistent dans leur égarement. Paris, 19 août 1790. — 72. Lettres des détachements de Gaillon, La Roche-Guyon et Vernon aux cavaliers dissidents de Royal-Champagne et au ministre de la guerre. Août 1790 (imprimé). — 73. « Liste des sous-officiers, brigadiers et cavaliers qui ont reçu leur congé le 21 août ». — 74. Lettre de Cahours à Evrard, marchand de bas à Hesdin, annonçant l'arrivée à la section de Mauconseil de douze cavaliers qui sollicitent des secours et demandent des renseignements sur l'affaire de Royal-Champagne. Paris, 25 août 1790. — 75. Copie d'une adresse des cavaliers dissidents à l'Assemblée nationale. Hesdin, 26 août 1790.

76. « Précis pour servir de suite au mémoire présenté par les adjudants, maréchaux des logis, brigadiers et cavaliers du régiment de Royal-Champagne à l'Assemblée nationale », avec réponses en marge. Paris, 26 août 1790. — 77. Adresse des cavaliers dissidents à leurs frères d'armes de toute l'armée. Hesdin, 26 août 1790 (imprimé). — 78. Copie d'une lettre d'Evrard, contenant les renseignements demandés par Cahours (voir ci-dessus pièce 74). Hesdin, 28 août 1790. — 79. Lettre [des sous-officiers, brigadiers et cavaliers exclus aux commissaires du roi], revendiquant pour Davout le mérite d'avoir pris part au mouvement et d'en avoir été victime. S. l. n. d. — 80. Mémoire justificatif présenté par Point et Chevreuil au nom du régiment. S. l. n. d. — 81. Doléances personnelles du cavalier Lion. S. l. n. d. — 82. Copie d'une adresse des députés de Mauconseil à Royal-Champagne. 8 septembre 1790. — 83. Lettre des dissidents de La Roche-Guyon à ceux d'Hesdin. La Roche-Guyon, août 1790. — 84. Copie d'une lettre des dissidents aux députés de Mauconseil, contenant refus de reconnaître le droit et l'autorité de la mission. Hesdin, 10 septembre 1790. — 85. Adresse de Royal-

**DXV, 5, dossier 43 : Insurrection du régiment de Royal-Champagne** (*Suite*).

Champagne [aux commissaires du roi ?], contenant affirmation de solidarité avec les sous-officiers, brigadiers et cavaliers congédiés. Hesdin, 11 septembre 1790.

86. Procès-verbal (copie) d'une déclaration de Girard et Boidin aux officiers municipaux d'Hesdin, au sujet des démarches et de l'attitude de groupes de cavaliers. Hesdin, 11 septembre 1790. — 87. Copie de la rétractation, par Evrard fils, de sa signature apposée sur l'adresse des habitants d'Hesdin à leurs officiers municipaux, du 23 août. Hesdin, 12 septembre 1790. — 88. Précis des faits, remis par les officiers aux commissaires du roi. Hesdin, 13 septembre 1790. — 89. Délibération du district de Montreuil, portant que les officiers municipaux d'Hesdin n'ont pas outrepassé leurs pouvoirs. Montreuil, 13 septembre 1790. — 90. Double de la pièce précédente. — 91-92. Procès-verbaux contenant les signatures des dissidents recueillies par les commissaires. 14-17 septembre 1790 (2 pièces). — 93. Procès-verbal contenant les signatures de fonctionnaires et de citoyens favorables aux officiers recueillies par les commissaires. 19-27 septembre 1790. — 94. Procès-verbal contenant les allégations accusatrices des dissidents contre Girard, Boidin et Varlet. 19-21 septembre 1790. — 95. Lettre d'envoi du désaveu signé par les dissidents de Gaillon. Gaillon, 19 septembre 1790.

96. Lettre d'envoi du désaveu signé par les dissidents de Vernon. Vernon, 19 septembre 1790. — 97. Désaveu commun des dissidents de Gaillon, Vernon et La Roche-Guyon, demandant la punition des coupables. 19 septembre 1790. — 98. Rétractation par Meuroy de sa déposition hostile aux insurgés. Hesdin, 21 septembre 1790. — 99. Mémoire du colonel d'Andigné et de M. Vacquié aux commissaires, justificatif de la remise de cartouches blanches aux sous-officiers, brigadiers et cavaliers congédiés. S. d. (sept. 1790). — 100. Mémoire présenté aux commissaires par la garde nationale d'Hesdin, justificatif de sa conduite. Hesdin, 22 septembre 1790. — 101. Adresse d'adhésion du directoire du département du Pas-de-Calais aux offi-

**Dxv, 5, dossier 43 : Insurrection du régiment de Royal-Champagne** (*Suite*).

ciers municipaux d'Hesdin. Arras, 26 septembre 1790. — 102. Désaveu partiel, par le détachement de Vernon, du mémoire collectif du 19 septembre (voir pièce 96). Vernon, 27 septembre 1790. — 103. Protestation de deux insurgés contre ceux de leurs camarades qui, coupables, ont accusé leurs frères d'armes. S. d. (sept. 1790). — 104. Approbation du mémoire du 19 septembre (voir pièce 96) par les dissidents de La Roche-Guyon. La Roche-Guyon, 27 septembre 1790. — 105. Dénonciation portée par Jean Barbier et Nivese contre Lion, cavalier dissident. S. d. (sept. 1790). — 106. Mémoire apologétique envoyé par les officiers municipaux d'Hesdin à l'Assemblée nationale. Hesdin, 2 octobre 1790. — 107. Lettre d'envoi du mémoire précédent. Hesdin, 3 octobre 1790.

5° *Travail des Commissaires du Roi.*

108. Cahier remis aux commissaires par les officiers municipaux de Hesdin et contenant copie de 63 pièces relatives à l'affaire de Royal-Champagne. 1790. — 109. Autre cahier, contenant la copie de onze pièces, dont dix authentiquées par Charles Varlet. Août-octobre 1790. — 110. Enquête opérée par les soins des commissaires et contenant l'audition de 20 témoins. 14-30 septembre 1790. — 111. Dépositions de 15 sous-officiers et cavaliers renvoyés. Paris, 29 octobre 1790. — 112. Déposition de l'adjudant Argod. Paris, 29 octobre 1790. — 113. Déposition de Bertin. S. l. n. d. — 114-124. Notes et extraits ayant servi pour le rapport des commissaires. S. d. (11 pièces). — 125. Lettre du Comité militaire au Comité des rapports (avis de renvoi de pièces relatives à Royal-Champagne). 20 octobre 1790. — 126. Lettre de Coppens, l'un des commissaires, à l'Assemblée nationale, annonçant l'envoi de leur rapport. Paris, 10 octobre 1790. — 127. Procès-verbal des premières opérations des commissaires à Hesdin. Septembre 1790. — 128. Exemplaire imprimé [incomplet] du rapport des commissaires, avec des annotations manuscrites. — 129. Rapport des commissaires

**Dxv, 5, dossier 43 : Insurrection du régiment de Royal-Champagne** (*Fin*).

(manuscrit). Arras, 6 octobre 1790. — 130. Lettre du ministre de la guerre La Tour du Pin au président de l'Assemblée nationale, accompagnant l'envoi dudit rapport. Paris, 13 octobre 1790.

6° *Actes de l'Assemblée.*

131. Note du Comité des rapports, rappelant le régiment au sentiment de la discipline et du devoir. S. d. — 132. Lettre du lieutenant-colonel de Broc, accusant réception de ladite note. Hesdin, 5 juin 1790. — 133-136. Notes et projets de décret de l'Assemblée. S. d. (4 pièces). — 137. Minute de décret de l'Assemblée en faveur des sous-officiers, brigadiers et cavaliers congédiés. S. d. — 138. Lettre du ministre Duportail, représentant au Comité des rapports le péril de faire rentrer au régiment les sous-officiers, brigadiers et cavaliers expulsés. Paris, 27 novembre 1790.

**Dxv, 5, dossier 44 : Insurrection du régiment de Royal-Champagne. Supplément** (7 pièces).

1-6. Pétition des Jacobins de Valence en faveur de l'adjudant Argod, que le ministre de la guerre refuse de replacer, nonobstant les décrets de l'Assemblée; avis du Comité militaire; rejet. Novembre 1791 (6 pièces).

7. Mémoire imprimé, avec pièces à la suite, émané du ministre de la guerre, exposant l'affaire de Royal-Champagne et incriminant le rôle qu'y a joué Davout. S. d.

**Dxv, 5, dossier 45 : Pièces diverses relatives aux insurrections militaires** (34 pièces).

1. Requête de la municipalité de Marseille contre MM. de Coinci et d'Olivier au sujet de la désobéissance des officiers du régiment d'Ernest. Marseille, janvier 1791.

2-24. Insubordination du 38e régiment à Tournon; correspondances, adresses, pétitions relatives à ce mouvement; accu-

**Dxv, 5, dossier 45 : Pièces diverses relatives aux insurrections militaires (*Fin*).**

sations de malversations portées contre MM. de Roqueville et d'Albignac; mémoires justificatifs. Septembre 1790-1791 (23 pièces).

25-31. Correspondance et mémoire relatifs à des mouvements contre-révolutionnaires dans l'Ardèche et le Gard, et à une tentative d'embauchage sur le 38e régiment. Novembre 1791-mars 1792 (7 pièces).

32-34. Mémoires apologétiques de la conduite de MM. de Toulongeon frères à Besançon, déposés au Comité militaire en mai 1792 (3 pièces).

**Dxv, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (1).

Doss. 1. — Brevet de retenue de 120.000 livres accordé à Barbier de Tinan sur la charge de commissaire des guerres dont il est titulaire (minute). 1er septembre 1789.

Doss. 2. — Correspondance du ministre (La Tour du Pin) et de Pajot, subdélégué général de l'Artois, concernant la publication d'actes ordonnée par l'Assemblée nationale, notamment les lois sur la circulation des grains et la loi martiale. 15 octobre 1789-27 août 1790. (14 pièces, minutes et originaux).

Doss. 3. — Lettre d'Ogier, chevalier de Saint-Louis, rendant compte de la situation des frontières, de la position des émigrants et de l'esprit de la Nation. Dourdan, 30 janvier 1791.

Doss. 4. — Note signée Bouche, relative à l'impression de certaines dépenses. 22 avril 1791 (?).

Doss. 5. — Réclamation du sieur Dupuis, caporal au bataillon de l'Oratoire, adressée à l'Assemblée nationale, pour obtenir la restitution d'un sabre prêté à un grenadier qui s'est fait arrêter. S. d. (septembre 1791) (2 pièces).

Doss. 6. — Réclamation présentée par Moreau, commandant

(1) Sauf indication contraire, les pièces qui suivent sont adressées aux Assemblées ou à leurs Comités militaires.

**DXV, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

de la garde nationale de Razes (Haute-Vienne), ancien officier ayant 21 ans de services, contre une nomination faite au mépris de ses droits. 21 septembre 1791.

Doss. 7. — Correspondances et proclamations relatives à des troubles causés par l'attitude d'officiers du régiment suisse d'Ernest au théâtre de Marseille. 19-24 octobre 1791 (15 pièces).

Doss. 8. — Dénonciation du club des Jacobins de Bordeaux contre les officiers du 51e d'infanterie. Octobre 1791.

Doss. 9. — Mémoire présenté par Lamouroux « concernant l'art de faire la guerre en économisant hommes, animaux et argent ». Octobre 1791.

Doss. 10. — Pétition de la compagnie de la ci-devant maréchaussée de Picardie, pour obtenir l'emploi de fonds destinés à la remonte; rejetée pour vice de forme. Octobre 1791 (2 pièces).

Doss. 11. — Pétition de Pacot, ancien officier du régiment d'Enghien, demandant une augmentation de solde des anciens officiers qui servent dans la garde nationale. Angoulême, 11 octobre 1791.

Doss. 12. — Pétition des citoyens actifs de Châteaudun demandant le rapport du décret qui permet de sortir du royaume sans passe-port. 13 octobre 1791.

Doss. 13. — Demande de décoration militaire faite par Sourine (Anatole-François), sous-lieutenant au 13e dragons. Neufchâteau, 15 octobre 1791.

Doss. 14. — Etat nominatif des officiers absents des 4e et 30e régiments d'infanterie, 15 octobre 1791; tableau nominatif des ingénieurs attachés aux diverses armées, an III (2 pièces).

Doss. 15. — Plaintes de plusieurs citoyens de Bordeaux contre les lenteurs et l'inaction du directoire du département dans l'armement des gardes nationales de frontière. 17 octobre 1791.

Doss. 16. — Pétition du directoire de la Corrèze, tendant à obtenir que Delmas, Berthelmy et Prouchet, élus comman-

**Dxv, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

dants du [1er] bataillon du département, conservent leur emploi dans le service des ponts et chaussées, pour le reprendre après la guerre. Tulle, 20 octobre 1791 (2 pièces).

Doss. 17. — Proposition de Viguier, commandant la garde nationale de Saint-Germain-en-Laye, tendant à substituer l'organisation des troupes par départements à une levée de 100.000 hommes dans le royaume. Saint-Germain-en-Laye, 23 octobre 1791 (imprimé).

Doss. 18. — Demande du grade de maréchal des logis adressée au Comité militaire par Barbet, brigadier de gendarmerie, ayant 34 ans de service. Poix-de-la-Somme, 24 octobre 1791.

Doss. 19. — Correspondance du Comité et du ministre relative à l'affectation de plusieurs couvents de Metz au service militaire. 27 octobre-17 novembre 1791 (3 pièces).

Doss. 20. — Dénonciation de Grosburt, gendarme, contre Edouard, lieutenant de gendarmerie, qui a quitté le corps sans congé et est soupçonné d'être allé à Coblentz. Salon, 31 octobre 1791.

Doss. 21. — Demande de secours sous forme de retraite adressée à l'Assemblée par Bourget, Soudeux, Blanc et Conord, sous-officiers de la compagnie franche de Lyon. 2 novembre 1791.

Doss. 22. — Mémoire de Dircks, capitaine d'infanterie, relatif au classement des officiers à la suite (avec avis du Comité). Paris, 6 novembre 1791 (3 pièces).

Doss. 23. — Plaintes des citoyens de Givet contre les vices de l'organisation de l'armée, adressées à l'Assemblée (avec avis du Comité). Givet, 6 novembre 1791 (2 pièces).

Doss. 24. — Requête du capitaine major Glatigny, commandant de Cambrai, âgé de 76 ans, couvert de blessures, à l'effet d'être maintenu jusqu'à sa mort dans son logement (avec avis du Comité). Cambrai, 11 novembre 1791 (2 pièces).

**DXV, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

Doss. 25. — Demande de pension ou d'admission dans la gendarmerie présentée par Huet, ancien sergent au régiment de Monsieur (avec états de services et certificats de chirurgiens à l'appui). Paris, 11 novembre 1791 (11 pièces).

Doss. 26. — Requête de Lecourt de Bolscourt de Prale, chevalier de St-Louis, à l'effet d'obtenir le dégrèvement de la retenue faite, contrairement à un décret de l'Assemblée, sur sa pension qui est inférieure à 600 fr. (avec avis du Comité). Pont-Lévêque, 15 novembre 1791 (2 pièces).

Doss. 27. — Pétitions des commissaires des guerres pour le maintien ou au moins le règlement définitif de leur uniforme; un projet de rapport et de décret. 11 novembre 1791 (2 pièces).

Doss. 28. — Demande d'emploi d'officier dans les bataillons de volontaires adressée à l'Assemblée par Rebecque, de Dôle (avec avis du Comité). 2 octobre-20 novembre 1791 (2 pièces).

Doss. 29. — Avis de la désertion de plusieurs officiers d'Enghien, donné à l'Assemblée par le directoire de Barcelonnette (avec avis du Comité). 24 septembre 1791 (2 pièces).

Doss. 30. — Réclamation des chirurgiens majors de Valenciennes contre le projet d'organisation des hôpitaux militaires de M. de Noailles, et demande d'un supplément de traitement de 300 livres (avec avis du Comité). Octobre-novembre 1791 (3 pièces).

Doss. 31. — Observations (imprimées, 1790) de Goupy sur l'organisation des commissaires des guerres, avec une lettre d'envoi du 24 novembre 1791 (2 pièces).

Doss. 32. — Lettre du ministre de la guerre Duportail au président du Comité, annonçant l'envoi du tableau des brigades de gendarmerie. 24 novembre 1791.

Doss. 33. — Lettre du ministre de la guerre Duportail au président du Comité, demandant les instructions de l'Assemblée au sujet des examens d'entrée dans les corps de l'artillerie et du génie. 29 novembre 1791.

**Dxv, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

Doss. 34. — Réclamation d'Angelot, soldat au 44e de ligne, contre la peine de mort appliquée aux inférieurs, sans réciprocité. Avesnes, 7 décembre 1791.

Doss. 35. — Adresse de la Société des Jacobins de Navarreins, dépeignant la situation du département sous de fâcheuses couleurs, et demandant des secours contre les Espagnols (avec avis du Comité). 31 décembre 1791-2 janvier 1792 (2 pièces).

Doss. 36. — Pétition des commandants de la garde nationale parisienne, ayant pour objet d'obtenir que le service ne soit pas coupé par mois; lettre de Petion, maire, à l'Assemblée, accompagnant l'envoi de ladite pétition et en recommandant l'objet. Février 1792 (4 pièces).

Doss. 37. — Lettre de Delion-Drouët (sans doute de Royal-Champagne), relative au traitement qu'il subit et à ses moyens d'existence à venir, adressée à M. Gentilz, à Paris. Montfaucon, 6 mars 1792.

Doss. 38. — Lettre du général Gelb, commandant la 5e division à Strasbourg, à M. de Narbonne, ministre de la guerre, annonçant la désertion de 45 volontaires et le mécontentement produit dans les troupes par les retards de solde (avec avis du Comité). Mars-avril 1792 (3 pièces).

Doss. 39. — Pétitions des ouvriers des manufactures d'armes de Maubeuge et de Tulle, demandant des augmentations de salaires (avec pièces jointes). Décembre 1791-mars 1792 (8 pièces).

Doss. 40. — Correspondance des ministres de la guerre Duportail et Narbonne avec les commissaires des guerres Morlet et Malus et le directoire du département du Nord, au sujet : 1° des mesures nécessitées par la prohibition d'exporter les grains; 2° du logement des troupes chargées de surveiller la frontière et des plaintes des municipalités à ce propos. Janvier-mai 1792 (15 pièces).

Doss. 41. — Question de savoir si un officier de volontaires

**DXV, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

réunissant 24 ans de service, tant dans les troupes de ligne que dans les corps nouveaux, peut être fait chevalier de Saint-Louis, posée par Lequoy, lieutenant-colonel du 2e bataillon de Seine-et-Marne. Sainte-Menehould, 15 avril 1792 (2 pièces).

Doss. 42. — Certificat de service militaire délivré à Pierre-Guislain Ducatez par le directoire du département du Pas-de-Calais. 16 avril 1792.

Doss. 43. — Lettre du ministre de la guerre au président de l'Assemblée nationale, rendant compte des motifs du jugement rendu contre Le Roux, recrue du 21e régiment d'infanterie. Avril 1792 (2 pièces).

Doss. 44. — Adresse des administrateurs de la Seine-Inférieure, signalant des abus dans les achats de chevaux, avec pièces jointes et réponse du ministre de la guerre. 23-29 avril 1792 (4 pièces).

Doss. 45. — Lettre d'envoi d'un arrêté du directoire du département de l'Ain, concernant les fournitures à faire à l'armée de Lückner et prohibant les exportations (l'arrêté n'est pas joint). Bourg, 2 mai 1792.

Doss. 46. — Pétition de plusieurs citoyens de Metz, contenant des plaintes sur l'exécution des mesures relatives au logement des soldats (avec avis du Comité). Avril-mai 1792 (2 pièces).

Doss. 47. — Protestation des officiers du (?) bataillon de la Vienne contre la nomination à une lieutenance d'un jeune homme de 20 ans qui n'a pas passé par le grade de sous-lieutenant. Meaux, 5 mai 1792.

Doss. 48. — Envoi par Gouillard, ex-maire de Soissons, d'un don patriotique, plus un plan sur l'organisation de la garde nationale pour la défense intérieure. Soissons, 8 mai 1792 (2 pièces).

Doss. 49. — Attestation de patriotisme rendue par les corps administratifs de Thionville en faveur du général de Rissé. 19 mai 1792.

**Dxv, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

Doss. 50. — Procès-verbal du brûlement des drapeaux du 3e hussards. Cambrai, 20 mai 1792 (2 pièces).

Doss. 51. — Proclamation (imprimée) et correspondance du directoire du département du Bas-Rhin, relatives à l'organisation des moyens de défense. Strasbourg, 14-22 mai 1792 (5 pièces).

Doss. 52. — Réclamations des officiers généraux et colonels de l'armée de Kellermann, tendant à une augmentation de la solde de tous les officiers. Camp de Neukirch, 23 mai 1792.

Doss. 53. — Adresse de fidélité et d'adhésion de plusieurs citoyens de Lille, à propos des troubles du 29 avril dans cette ville. Lille, 20 mai 1792 (2 pièces).

Doss. 54. — Plaintes de la municipalité de Maubeuge contre l'attitude molle des populations frontières, qui se laissent piller par l'ennemi. Maubeuge, 29 mai 1792 (2 pièces).

Doss. 55. — Lettres de Jos. Servan, Kellermann et Lafayette sur l'organisation des compagnies franches. Mai 1792 (4 pièces).

Doss. 56. — Lettre des administrateurs du Cantal, rendant compte de la réunion de brigades de gendarmerie à Aurillac pour y remplacer la garnison. 28 mai-7 juin 1792 (3 pièces).

Doss. 57. — Procès-verbal de brûlement d'un guidon du 15e dragons, à Limoux. 9-13 juin 1792 (2 pièces).

Doss. 58. — Copie d'une délibération de l'assemblée générale de la section de la Fontaine-Montmorency, relative au décret portant formation d'un camp de 20.000 gardes nationaux et contenant un discours du citoyen Jannin, commandant du 3e bataillon de la 4e légion. 14 juin 1792.

Doss. 59. — Envoi au Comité, par le général La Morlière et son chef d'état-major, Victor Broglie, d'exemplaires du règlement de police arrêté pour l'armée du Rhin par le maréchal Lückner et maintenu en vigueur. Au dossier est joint un imprimé intitulé : « Détails préliminaires sur les événements

**DXV, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

qui ont eu lieu à Neuf-Brisach les 4, 5, 6 et 7 juin 1792, l'an IV de la Liberté ». Juin 1792 (6 pièces).

Doss. 60. — Rapport de l'ancien ministre de la guerre de Grave sur la situation de l'armée du Centre. 13 juin 1792.

Doss. 61. — Adresse de la section de la Croix-Rouge à l'Assemblée, dénonçant l'obstination et l'impuissance de Louis XVI. 16 juin 1792.

Doss. 62. — Certificat de vie délivré à Malquin, invalide. 19 juin 1792.

Doss. 63. — Lettre apologétique de Custine au président de l'Assemblée. Strasbourg, 20 juin 1792.

Doss. 64. — « Bulletin du 20 juin [1792] au camp de Taisnières-sur-Hon ». Copie transmise au Comité par le ministre de la guerre Lajard.

Doss. 65. — Procès-verbal de brûlement des guidons du 8e régiment de dragons. Vienne (Isère), 15-22 juin 1792 (2 pièces).

Doss. 66. — Envoi par le directoire du département de l'Yonne de deux arrêtés relatifs l'un à « la défense de l'empire », l'autre aux trois bataillons de volontaires du département. 19-26 juin 1792 (5 pièces).

Doss. 67. — Protestation des 2e et 3e bataillons de la Drôme contre les accusations dont ils sont l'objet à propos de troubles prétendus à Avignon, à la suite de l'élection du maire. Avignon, 26 juin 1792.

Doss. 68. — Demande de secours par Henri Barratte, de Saint-Brieuc. 29 juin 1792.

Doss. 69. — Avis donné par le procureur général syndic Griolet d'une réquisition de 20 gendarmes nationaux pour la sûreté de la foire de Beaucaire. Nîmes, 4 juillet 1792.

Doss. 70. — Lettre de La Rochefoucauld, président de l'Assemblée, accusant réception de pièces relatives aux Invalides. 7 juillet 1792.

**Dxv, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

Doss. 71. — Protestation de la garde nationale de l'Isle-Jourdain contre des accusations de royalisme. 7 juillet 1792.

Doss. 72. — Correspondance du directoire du département de l'Ardèche relative à la répression de l'insurrection de Du Saillans. 11-12 juillet 1792 (3 pièces).

Doss. 73. — Avis donné par la municipalité de Vienne du passage dans cette ville du bataillon des volontaires marseillais allant à Paris. 15 juillet 1792.

Doss. 74. — Demande de secours contre la Savoie, adressée à l'Assemblée par la municipalité de Bourgoin, avec un tableau de situation des forces françaises et ennemies. Bourgoin, 14-16 juillet 1792 (2 pièces).

Doss. 75. — Plaintes de la municipalité de Lyon et du directoire de l'Ain, sur ce qu'on dégarnit de troupes le Midi au profit des frontières Est-Nord. 16 juillet 1792 (2 pièces).

Doss. 76. — Envoi par le général La Morlière d'une instruction sur les manœuvres des troupes légères, jadis appliquée par le maréchal de Saxe. Camp de Plobsheim, 17 juillet 1792.

Doss. 77. — Lettre de Legrand, curé du Landin (Eure), à l'Assemblée, où il exprime le vœu de ses paroissiens de voir, en ce qui touche le service militaire, la voie du sort substituée à celle de l'élection. 23 juillet 1792.

Doss. 78. — Lettre de Petion au président du Comité, accusant réception d'une pétition du citoyen Bourtin relative à la garde nationale. Paris, 17 juillet 1792.

Doss. 79. — Circulaire du Comité des décrets relative à la prompte exécution des lois. Paris, 18 juillet 1792.

Doss. 80. — Etat des recrues non admises aux corps, payées au district de Versailles; plaintes du directoire du même district, contre l'administration militaire. Versailles, 25-26 juillet 1792 (3 pièces).

Doss. 81. — Procès-verbal de brûlement des anciens dra-

**DXV, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

peaux du 1er bataillon du 4e régiment et des deux bataillons du 39e en garnison à Brest. 8-27 juillet 1792 (2 pièces).

Doss. 82. — Plaintes du directoire du département du Gers contre le ministre Lajard, qu'il accuse d'avoir entravé l'équipement des troupes. Auch, 30 juillet 1792.

Doss. 83. —Envoi, par le directoire du district d'Aix, de circulaires imprimées de 1791 et 1792, relatives aux invalides, aux bataillons de volontaires et à la garde nationale. Aix, 30 juillet 1792 (7 pièces).

Doss. 84. — Pétition de Buirette-Verrières en faveur des Gardes françaises. 15 juillet 1792.

Doss. 85. — Arrêté du département de l'Aisne ordonnant, en vue de la formation du camp des fédérés, l'évacuation provisoire du couvent de Notre-Dame de Soissons; second arrêté suspendant l'exécution du précédent. Laon, 29-30 juillet 1792 (4 pièces).

Doss. 86. — Réclamation de Poux-Landry (Ambroise), ci-devant garde française, contre la mesure qui l'exclut du service. 29 juillet 1792 (2 pièces).

Doss. 87. — Plaintes des administrateurs du département du Calvados contre le conseil d'administration du 7e d'artillerie, qui refuse cinq recrues; pièces à l'appui. Caen, 2 août 1792 (21 pièces).

Doss. 88. — Lettre du ministre de la guerre, d'Abancourt, au président de l'Assemblée, sur la nécessité de punir les auteurs de voies de fait sur la personne des citoyens chargés du service des étapes, et demande d'une loi à ce sujet; en annexes, procès-verbaux relatant des violences exercées sur la personne des étapiers à Moux (Aude), par le 3e bataillon de la Haute-Garonne, et à Breteuil (Oise) par le 2e bataillon d'Ille-et-Vilaine. Juin-août 1792 (9 pièces).

Doss. 89. — Pétition présentée à l'Assemblée au nom des « capitaines à la suite des nouveaux régiments », et tendant

**Dxv, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

à modification du décret du 10 juillet relatif à la gendarmerie. 7 août 1792 (2 pièces).

Doss. 90. — Pétition relative à la formation de la Légion allobroge, rédigée par Doppet; décret de l'Assemblée et plan d'organisation. Août 1792 (4 pièces).

Doss. 91. — Plaintes du général de Montesquiou, commandant l'armée du Midi, contre la pénurie d'officiers généraux et l'esprit d'insubordination de ceux dont il dispose; lettre en conséquence de Clavière, ministre de la guerre par intérim, au président de l'Assemblée. 5-11 août 1792 (2 pièces).

Doss. 92. — Procès-verbal de l'enrôlement effectué dans la ville de Ligny-en-Barrois; adresse du maire, Cheney l'aîné, député suppléant à l'Assemblée nationale. 5-7 août 1792 (3 pièces).

Doss. 93. — Lettre des officiers municipaux de Bayonne contenant envoi du procès-verbal imprimé du directoire du district qui constate le maintien du bon ordre dans la ville. 9 août 1792 (5 pièces).

Doss. 94. — Lettre adressée au président de l'Assemblée par Vaugeois, de Courville (Eure-et-Loir), sous-lieutenant dans la garde nationale du district de Châteauneuf-en-Thimerais, qui demande à être envoyé aux frontières. Courville, 9 août 1792.

Doss. 95. — Lettre d'Hervieu, procureur de la commune de Coutances, à l'Assemblée, contenant des déclarations patriotiques et l'avis que le 3e bataillon de la Manche sera bientôt complet. Coutances, 10 août 1792.

Doss. 96. — Réclamation de son brevet de lieutenant-colonel par Charles Leverrier, commandant le 9e d'infanterie. Brest, 13 août 1792.

Doss. 97. — Pétition présentée par Doat, porte-drapeau au 1er bataillon du Gers en vertu d'une décision du lieutenant-colonel, à l'effet d'être confirmé dans le grade de sous-lieutenant. Auch, 15 août 1792.

**DXV, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

Doss. 98. — Lettre du ministre de la guerre, Servan, au Comité militaire, pour demander le vote d'une mesure législative concernant les Français qui reviennent en France après avoir servi à l'étranger. Septembre 1792.

Doss. 99. — Question posée par le département de la police militaire de la municipalité de Paris, de savoir si la partie de la formule d'engagement militaire qui implique l'obéissance au roi doit être maintenue. Octobre 1792 (4 pièces).

Doss. 100. — Avis donné au Comité par Santerre du départ pour l'armée de 1.068 hommes. 13 octobre 1792 (3 pièces).

Doss. 101. — Demande d'un dédommagement pécuniaire par le général de Ramainvilliers, chef de la 3e division de garde nationale parisienne, qui ne peut être promu dans l'état-major. S. d. (décembre 1792).

Doss. 102. — Pétition du 2e bataillon de volontaires de la Manche pour obtenir le retrait d'un ordre de licenciement. S. d. (décembre 1792) (2 pièces).

Doss. 103. — Observations de Lacour, ingénieur, sur le matériel meublant nécessaire aux soldats. S. d. [1793?] (2 pièces).

Doss. 104. — Pièces trouvées dans une commode et un secrétaire chez Rouyer : 1. Demande d'une compagnie dans la Légion des Pyrénées par Geouffre (Pierre), adjoint à l'état-major de l'armée des Pyrénées-Orientales. S. d. (mai 1793). — 2. Copie d'une lettre de Grandpré au général Flers, contenant des détails d'opérations. Montpellier, 26 juin 1793. — 3. Demande d'une place d'adjudant général ou d'officier supérieur dans l'armée des Pyrénées-Orientales par Tondut (Jean), capitaine commandant la gendarmerie nationale de l'Hérault. Montpellier, 23 juin 1793. — 4. Demande de supplément de pension par Mazerac (Fournier), ex-capitaine. Béziers, 24 novembre 1791. — 5. Demande analogue par Louis Mouton Lacapélière, ex-capitaine. Béziers, 1er décembre 1791. — 6-8. Malbernat, cordonnier infirme, demande le congé de son fils, enrôlé au

**Dxv, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

67e d'infanterie. Pézenas, 23 décembre 1791 (3 pièces). — 9. Observations des invalides du département de Paris sur un rapport fait à l'Assemblée par le Comité militaire. S. d. — 10. Pétition de Laurens (Jean), brigadier de maréchaussée, pour obtenir un grade supérieur. S. d.

Doss. 105. — Lettre des représentants en mission près l'armée du Nord, Delbrel, Desacy et Carnot, aux administrateurs du Pas-de-Calais, concernant la prompte organisation des tribunaux militaires. Arras, 7 juillet 1793.

Doss. 106. — Avis donné à un général par L. Carnot de son arrivée à Bailleul pour le lendemain. Lille, 27 juillet 1793.

Doss. 107. — Avis donné par Vandamme, capitaine, à son général de l'arrestation de deux Anglais à Godtsvelde 28 juillet 1793.

Doss. 108. — Pièces relatives au personnel des garçons de bureau du Comité de la guerre. 1793-an II (4 pièces).

Doss. 109. — Pétition de Villeminot, commandant les grenadiers gendarmes de la Convention à l'Assemblée, pour demander le retour à Paris de ce corps, qui est très affaibli. Saumur, 24 frimaire an II (2 pièces).

Doss. 110. — Notes recommandant la collection des cartes et plans du duc d'Uzès pour les opérations militaires dans le midi. Messidor an II (2 pièces).

Doss. 111. — Demande de l'administration du district du Rocher-la-Liberté [Saint-Lô] à la Commission du mouvement des armées pour le remplacement d'un suppléant de gendarme, faible de santé. 22 pluviôse an III.

Doss. 112. — Notes sur des officiers peu favorables au gouvernement. S. d. [postérieures au 18 brumaire] (2 pièces).

Doss. 113. — Lettres (sans intérêt) de MM. du Hays, député du Pas-de-Calais, Evain, maréchal de camp, commandant la 6e division, le lieutenant général baron de Rottembourg. 11 juillet 1814-4 décembre 1826 (3 pièces).

**DXV, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Suite*).

Doss. 114. — Mémoire anonyme sur l'augmentation proposée des deux compagnies de gendarmerie nationale servant auprès du Corps législatif. Janvier 1791.

Doss. 115. — Lettre à X... (?), signée Proudent, relative à une aliénation de biens nationaux. Paris, 29 septembre 1791.

Doss. 116. — Note anonyme contenant un résumé de la séance de l'Assemblée législative du 2 juillet 1792, particulièrement consacrée à l'organisation de la garde nationale.

Doss. 117. — Charlier l'aîné (Michel), lieutenant de grenadiers au bataillon de Loir-et-Cher, demande la ligne. 9 juillet 1792 (3 pièces).

Doss. 118. — Avis de l'attaque imminente des Autrichiens sur les camps de Pont-sur-Sambre et de Maulde, donné par Vouillers, maréchal de camp, aux commissaires de l'Assemblée. 14 août 1792.

Doss. 119. — Mémoire de Turpin, directeur d'une école de natation à Paris, sur le recrutement et la remonte de la cavalerie. 28 août 1792.

Doss. 120. — Compliment de bienvenue adressé aux commissaires de l'Assemblée par O'Moran, maréchal de camp. Condé, 28 août 1792.

Doss. 121. — Lettre de O'Moran aux commissaires de l'Assemblée, annonçant des mesures adoptées par lui pour remédier à la mauvaise fourniture du pain à Condé. 31 août 1792.

Doss. 122. — Avis donné aux commissaires de l'Assemblée par O'Moran de la lâcheté de Lesaux, capitaine au 1er bataillon des Côtes-du-Nord, dont la compagnie a lâché pied devant l'ennemi; demande de confirmation de destitution; correspondance relative à cet incident. Septembre 1792 (3 pièces).

Doss. 123. — Pétition du 91e d'infanterie aux commissaires près l'armée du Midi, pour demander Dumerbion, lieutenant-

**Dxv, 6 : Documents classés par ordre chronologique** (*Fin*).

colonel, comme colonel, en remplacement de M. de Pingré, destitué. Toulon, 5 septembre 1792.

Doss. 124. — Lettre du général Richardot au général en chef, où il rend compte de l'inspection par lui faite des positions de l'armée. Ghyvelde, 27 juillet 1793.

Doss. 125. — Lettre de Gelin, maréchal de camp, aux commissaires de l'Assemblée, où il expose ses services militaires et civiques. Valenciennes, 10 septembre 1792.

Doss. 126. — Lettre du citoyen Dupin à la Convention, contenant hommage d'une chanson contre le traître Dumouriez. Lille, 10 avril 1794.

Doss. 127. — Certificats relatifs à la position de Maravel, ancien chirurgien de la Légion de Luxembourg et garde national de Saint-Cyprien (Dordogne). 1775-1792 (12 pièces).

Doss. 128. — Certificats relatifs à la position de Favart, garde national à Verdun. Avril 1792 (3 pièces).

Doss. 129. — Expédition sur parchemin d'une délibération de la section de l'Oratoire, acceptant du sieur Dupuy l'hommage d'un drapeau pris à la Bastille. [Avec une reproduction dudit drapeau.]

Doss. 130. — Pétition du maréchal de camp Puget-Barbantane à l'Assemblée, demandant justice contre ses calomniateurs. Avignon, 18 juillet 1792.

# ANNEXE A LA DEUXIÈME PARTIE

## INVENTAIRE ANALYTIQUE DU DOSSIER DXL, 28, N° 206 bis

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (176 pièces).

1-4. Lettres de Beffroy, substitut du procureur général syndic du département de l'Aisne, aux commissaires et à Dumouriez, au sujet de l'exécution de l'ordre d'arrestation de Rivoire. Laon, 26 août 1792 (4 pièces).

5. Lettre de Beffroy, sur le départ de Laon du 4e bataillon de fédérés. Laon, 1er septembre 1792.

6. Adresse du 4e bataillon de fédérés, pour demander d'être envoyés aux frontières. Laon, s. d.

7. Lettre de Baudry, commandant temporaire de la place de Laon; il demande la destitution de Duhoux, commandant l'armée de réserve à Soissons, et de Remoiscenet, adjudant général de ladite armée, annonce l'envoi à Guise du 8e bataillon de fédérés nationaux, et rappelle qu'il désire obtenir la commission de capitaine et la décoration militaire. Laon, 2 septembre 1792.

8. Lettre de Dampierre, maréchal de camp, au sujet d'une place d'adjoint à l'état major demandée par Lebrun-La Houssaye, sous-lieutenant au 5e régiment. Camp de Maubeuge, 5 août 1792.

9. État des fonds nécessaires pour la subsistance pendant un mois des troupes stationnées dans la 2e subdivision de la 1re division militaire (département du Nord). Valenciennes, 17 août 1792.

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

10. Armée du Nord. État général des quantités de chaque espèce de comestibles, boissons et autres denrées ncéessaires à l'approvisionnement d'une place en cas de siège, proportionnellement à sa garnison. S. d.

11. Ancelin de Bary (Jean-Nicolas), commandant du 1er bataillon de la garde nationale de Valenciennes, demande une lieutenance dans les compagnies franches pour son frère Nicolas, au service dans le 17e régiment de cavalerie. S. d. (septembre 1792).

12-13. Demande d'avancement présentée par Mongenot, ancien capitaine, et Baudry (François), lieutenant; les états de services de Baudry sont joints. S. d. (2 pièces).

14. Certificat délivré par Ravestin, juge de paix, attestant que la perquisition faite dans les papiers de Mme Maltête n'a donné aucun résultat. Valenciennes, 13 septembre 1792.

15-16. Copie d'une délibération de la municipalité de Valenciennes, relative à la fabrication de piques, avec lettre d'envoi aux commissaires. Valenciennes, 20 septembre 1792 (2 pièces).

17-18. Copie d'une délibération de la municipalité de Valenciennes, relative à l'exécution d'un arrêté des commissaires, du 15 septembre, sur le désarmement des citoyens de cette ville, avec lettre d'envoi aux commissaires. Valenciennes, 20 septembre 1792 (2 pièces).

19-20. Copie d'une délibération de la municipalité de Valenciennes, relative à l'approvisionnement en grains de cette ville, avec lettre d'envoi aux commissaires. Valenciennes, 20 septembre 1792 (2 pièces).

21-25. Lettre de Briez, procureur syndic du district de Valenciennes, aux commissaires, leur annonçant transmission de trois lettres à eux adressées (lettre datée, de Lille, 19 septembre 1792, de Tricotel, commandant du 3e bataillon de la Meurthe, annonçant qu'il n'a pu prendre possession du commandement de la place de Lille, son prédécesseur étant main-

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

tenu par le ministre; lettre, datée de Dunkerque, 18 septembre 1792, de la Société populaire de Dunkerque annonçant que le licenciement du régiment suisse de Reinach ne s'effectue pas; lettre, datée de Dunkerque, 19 septembre 1792, de la municipalité de Dunkerque, sur la nécessité d'augmenter la garnison de cette ville et celles de Bergues et de Gravelines, avec copie d'une lettre au ministre de la guerre sur le même sujet). Valenciennes, 21 septembre 1792 (5 pièces).

26-27. Lettre de Baudry, commandant temporaire de Laon, aux commissaires, sur la situation militaire et politique de cette place, Laon, 21 septembre 1792; lettre de Briez aux commissaires, en leur transmettant celle de Baudry. Valenciennes, 22 septembre 1792 (2 pièces).

28-31. Lettre de Briez, procureur syndic du district de Valenciennes, aux commissaires, leur annonçant transmission de plusieurs pièces dont trois sont jointes (lettre, datée du 20 septembre, de Servan, ministre de la guerre, aux commissaires, sur l'état de la frontière du Nord ; copie d'un arrêté de la commission provisoire du département de la Somme, relatif à l'exécution des mesures de défense ordonnées par les commissaires, Amiens, 21 septembre 1792; décision provisoire de Briez, relative audit arrêté, Valenciennes, 22 septembre 1792). Valenciennes, 23 septembre 1792 (4 pièces).

32. Arrêté (copie) du département du Pas-de-Calais, portant nomination de commissaires chargés d'aller se concerter à Valenciennes avec ceux de l'Assemblée. 22 septembre 1792.

33-34. Notes brèves sur diverses affaires traitées par les commissaires. Septembre 1792.

35. Bourgongne (François), caporal au 3e bataillon du Calvados, emprisonné par ordre de son capitaine, demande justice. Douai, 22 septembre 1792.

36. Bouvigny (Nicolas-Marie), capitaine d'une compagnie

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

sédentaire de la garde nationale de Douai, demande la liquidation d'une rente qu'il possédait sur les États du Cambrésis. S. d.

37. Demande de récompense pour Dumarais (Jean-Baptiste), capitaine au 74e d'infanterie. Douai, 23 septembre 1792.

38. Lettre de G. Muznan, adjudant général à l'armée de Dumouriez, à l'un des commissaires, pour l'informer que l'ennemi semble avoir le projet de passer par Bar-le-Duc, Saint-Dizier, Vitry-le-François, Sommesous, Étoges, Montmirail ou Sézanne. Rethel, 17 septembre 1792.

39. Viez, garde d'artillerie à Douai, demande à jouir du supplément de solde accordé aux autres officiers de la garnison. S. d.

40. Mémoire de la municipalité de Douai sur les charges excessives imposées aux habitants par le logement des troupes, et sur la nécessité d'approvisionner la ville en munitions, armes et charbon. S. d.

41. Artet (François-Thomas), volontaire au 2e bataillon du Nord, demande une des places de sous-lieutenant vacantes au 74e d'infanterie. Douai, septembre 1792.

42. Le Parmentier (Jacques-Joseph), lieutenant-colonel du 3e bataillon du Calvados, expose qu'il n'a d'autres ressources, pour son épouse et pour lui, qu'une pension de 600 livres dont il n'est pas payé depuis 1789. S. d.

43. Deflandre (Jean-Joseph), brigadier de gendarmerie à Bouchain, réclame contre une retenue faite sur le paiement de ses rations d'avoine et de fourrage. Bouchain, 23 septembre 1792.

44. Les officiers, sous-officiers et gendarmes de la gendarmerie nationale du département du Nord demandent à être assimilés aux troupes de ligne pour le paiement de la solde en numéraire. S. d.

45. Procès-verbal des doléances présentées aux commissaires

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

par la municipalité de Bouchain, au sujet du logement des troupes. Bouchain, 21 septembre 1792.

46. Basserut (Antoine-Amariton Dubost), ex-capitaine de grenadiers, demande un secours. S. d.

47. Lettre de Melletier, auteur de *L'Argus du Nord*, aux commissaires, pour leur annoncer l'envoi d'un numéro de son journal, et leur dénoncer la présence de « traîtres et de fripons » dans les bataillons de volontaires. Valenciennes, 22 septembre 1792.

48. Liste des citoyens de Marchiennes qui, à l'entrée des Autrichiens dans cette ville, se sont réfugiés à Douai. 23 septembre 1792.

49. État, signé du lieutenant-général Marassé, des approvisionnements et des renforts nécessaires pour la défense de la ville de Douai. Douai, 24 septembre 1792.

50. Bourbon, lieutenant à la 10e compagnie d'ouvriers d'artillerie, prie les commissaires d'appuyer une demande de gratification qu'il a présentée à l'Assemblée, au titre des inventions utiles. S. d.

51. Note de la main de Delmas sur des demandes faites par Tricotel père et fils. Août 1792.

52. Rapport de Decarrion, commandant du 1er bataillon du Pas-de-Calais, aux commissaires, sur l'affaire de Château-l'Abbaye (7 septembre). S. d.

53. Le conseil d'administration du 1er bataillon du Nord annonce aux commissaires l'envoi d'un état des pertes d'effets subies par le bataillon à l'affaire de Quiévrain (30 avril). Maubeuge, 18 septembre 1792. (L'état annoncé n'est pas joint.)

54. Un membre de la Société des Amis de l'Égalité de Douai dénonce les agissements scandaleux des commissaires des guerres, l'incapacité de Dillon et l'inertie des corps administratifs. Douai, 30 août 1792.

**Dxl, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

55. Certificat, délivré par le conseil du district de Douai, des services rendus à la chose publique par Lejeune et Crooy, officiers belges réfugiés. Douai, 23 septembre 1792.

56. Massoulard (François), supérieur du séminaire du département du Nord, demande des secours pour l'établissement qu'il dirige. S. d.

57. État des bouches à feu et munitions de guerre existant à Valenciennes à la date du 27 août 1792.

58-59. Mémoire du sous-directeur et commandant de l'artillerie à Valenciennes, contenant demande de deux terrains pour l'établissement de magasins. Valenciennes, 24 août 1792 (2 exemplaires).

60. Obeuf (Sylvestre-Aubert), chirurgien, électeur du département du Nord, offre pour l'armée, à titre de don patriotique, 1.000 doses d'un spécifique contre la gale dont il est l'inventeur. Autricourt, 8 septembre 1792.

61. Lee, commandant à Avesnes, annonce qu'il vient de prendre possession de son poste et donne des renseignements sur l'état de la place. Avesnes, 23 septembre 1792.

62-64. Suppliques adressées par Pierre Évrard, emprisonné à Avesnes comme banqueroutier, aux commissaires, à Beauvallon, commissaire auditeur à Valenciennes, et à X.; il demande sa mise en liberté. Avesnes, septembre 1792 (3 pièces).

65. Cordat (Nicolas), ancien soldat au régiment de la Couronne, demande une augmentation de pension. S. d.

66. La municipalité d'Avesnes demande à être indemnisée des dépenses extraordinaires qu'elle a faites pour le logement des troupes. Avesnes, 5 septembre 1792.

67. Les administrateurs du district d'Avesnes demandent l'autorisation de vendre des ornements provenant de maisons ecclésiastiques supprimées; ils demandent aussi des instructions sur l'usage à faire des livres provenant desdites maisons. Avesnes, 4 septembre 1792.

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

68. Les administrateurs du district d'Avesnes demandent un approvisionnement de cartouches. Avesnes, 4 septembre 1792.

69. Situation du magasin des vivres d'Avesnes à la date du 2 septembre 1792.

70. Mailliet (Eugène-Hippolyte-Joseph), greffier de la justice de paix d'Avesnes, en contestation, au sujet d'une construction de bâtiment, avec la municipalité de cette ville, demande l'autorisation de l'assigner devant le tribunal civil. S. d.

71. Carlier (Jean-Baptiste), ancien soldat au régiment de Viennois, volontaire au 1er bataillon de Seine-et-Marne, demande à jouir des faveurs que l'Assemblée nationale accorde par ses décrets aux défenseurs de la Patrie. Avesnes, septembre 1792.

72. Amory, ex-employé à la Régie générale, demande une place dans l'administration militaire ou civile. S. d.

73. Molletz (Louis), Brasseur (Augustin), Amory (François, de Laguépierre (François-Louis), Guérard (Jean-Joseph), Berroyer (Etienne), ex-employés à la Régie générale, demandent le paiement des pensions de secours auxquels ils ont droit. Avesnes, 4 septembre 1792.

74. Les corps constitués d'Avesnes signalent que la place n'est pas approvisionnée en bois de chauffage. Avesnes, 5 septembre 1792.

75. Guilain, employé au district d'Avesnes, demande une place dans les équipages de l'artillerie ou des vivres de l'armée du Nord. S. d.

76. Canus (François), concierge de la prison d'Avesnes, demande un supplément de traitement. Avesnes, 5 septembre 1792.

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

77-78. Le même demande une pension militaire, comme ayant servi de 1758 à 1781. Avesnes, septembre 1792 (2 pièces).

79-80. Lebeau (Joseph), sergent-major de la garde nationale d'Avesnes, ancien soldat comptant 21 ans de services, demande une pension militaire et une « marque distinctive et tricolore ». Avesnes, septembre 1792 (2 pièces).

81. Les électeurs du canton de Prisches, district d'Avesnes, demandent à être indemnisés, conformément à la loi, lorsqu'ils sont requis pour les transports militaires. S. d.

82. Gay (François), premier lieutenant au 3e d'artillerie, demande la croix de Saint-Louis. Avesnes, 4 septembre 1792.

83. Mallet (Charles-Philippe), ancien officier, demande le paiement des arrérages de sa pension. Marcoing, 19 août 1792.

84. Pétition présentée par un groupe d'électeurs du district de Bergues, pour obtenir la suppression d'un établissement de Récollets et de Capucins existant dans cette ville. S. d. (septembre 1792).

85. Plainte contre le directeur de la poste aux lettres de Bourbourg, district de Bergues, accusé de concussion. 6 septembre 1792.

86. Notes anonymes sur des officiers aristocrates de la garnison de Bergues, sur l'état de la place du Quesnoy, sur les canonniers gardes nationaux de Bergues, et sur diverses municipalités de la région. S. d.

87. Le lieutenant-colonel Benoist-Mondescourt, commandant à Cambrai, adresse aux commissaires divers états concernant la situation de cette place. (Ces états ne sont pas joints.) Cambrai, 15 août 1792.

88. Delloye, réfugié liégeois (ex-bourgmestre à Huy) et médecin à Cambrai, présente des vues sur l'invasion des Pays-Bas. Cambrai, 22 septembre 1792.

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

89. Oudart (Théodore-Joseph), originaire de Cambrai, ex-capitaine au service d'Autriche, demande à être réintégré avec son grade dans l'armée française. S. d.

90. Lesprit (François), ancien sergent au régiment de Condé, demande l'autorisation de servir comme capitaine dans la garde nationale du district de Cambrai, en conservant la jouissance de sa pension militaire. S. d. (septembre 1792).

91-99. États relatifs à la situation des places de Landrecies et du Quesnoy, avec lettre d'envoi à Gossuin, commissaire à Valenciennes, signée de Duwer, commissaire du district du Quesnoy, pour la mise des villes de guerre en état de défense. Le Quesnoy, septembre 1792 (9 pièces).

100. Proclamation des commissaires et des corps administratifs de Valenciennes, contenant appel aux citoyens pour une vigoureuse défense de la ville. Valenciennes, 9 septembre 1792 (imprimé).

101-102. Pétition adressée aux commissaires par un groupe d'électeurs du canton de Trélon, district d'Avesnes, en faveur de vingt de leurs compatriotes, emprisonnés pour voies de fait; lettre des mêmes au sieur « Vaillant, secrétaire et commissaire », pour solliciter son intervention auprès des commissaires de l'Assemblée. Le Quesnoy, septembre 1792 (2 pièces).

103-104. Délibération de l'assemblée électorale du département du Nord, demandant la suspension et le remplacement, par voie d'élection populaire, des corps administratifs et judiciaires et autres agents publics; lettre d'envoi de ladite délibération aux commissaires. Le Quesnoy, 6-8 septembre 1792 (2 pièces).

105. Autre délibération de ladite assemblée, sur sa tenue et ses pouvoirs. Le Quesnoy, 7 septembre 1792.

106. Autre délibération de ladite assemblée, sur les mesures

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

à prendre pour la sûreté de la ville du Quesnoy. Le Quesnoy, 2-? septembre 1792.

107. Lettre du bureau de ladite assemblée aux commissaires, pour demander le changement des corps administratifs et judiciaires et autres agents publics, ainsi que des mesures de surveillance à l'égard des magistrats et des fonctionnaires. S. d.

108-109. Le sieur Millot, avocat, dénoncé comme aristocrate, proteste contre les imputations dont il est l'objet. Le Quesnoy, 20 septembre 1792 (2 pièces).

110. Les canonniers gardes nationaux du Quesnoy protestent contre l'attitude de la municipalité de cette ville, qui refuse de leur fournir les armes, agrès et ustensiles nécessaires à leur service. S. d. (septembre 1792).

111-112. Mémoire justificatif de Briffault, maire suspendu du Quesnoy, avec lettre d'envoi à Dubois de Bellegarde, l'un des commissaires. Le Quesnoy, 4 septembre 1792.

113. Delcroix, fermier, et Anciaux demandent des indemnités pour transports faits pour l'armée. S. d. (septembre 1792).

114-115. Mémoire du conseil d'administration du 4e escadron du 3e hussards, contenant demande d'objets d'habillement, d'équipement et d'armement; lettre d'envoi aux commissaires signée de J. Bouchotte, commandant dudit escadron. Lille, 16 août-6 septembre 1792 (2 pièces).

116. Lettre de J. Bouchotte aux commissaires, pour demander l'autorisation de faire nommer aux places vacantes dans les deux compagnies du 3e hussards en garnison à Lille, et proposer un mode de nomination. Lille, 7 septembre 1792.

117. Note anonyme en faveur du citoyen Desbordeliers, qui est ou doit être premier lieutenant au 13e de cavalerie. S. d.

118-119. Copie d'une pétition en faveur des « pauvres patriotes de Lille » inculpés d'avoir participé au meurtre du

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

général Théobald Dillon; lettre d'envoi aux commissaires, signée de Bécu, médecin (?), électeur du département du Nord. Lille, 12 septembre 1792.

120. Duthoit (Michel-Joseph), ancien soldat, volontaire au 2e bataillon du Nord, demande une pension, son âge (63 ans) ne lui permettant pas de continuer son service. S. d. (septembre 1792).

121. Macaire (Jacques-François), volontaire au 1er bataillon de Seine-et-Oise, se plaint de son capitaine, qui lui refuse le règlement de son décompte. Condé, 19 septembre 1792.

122. Bellier (Maclou), Macaire (Jacques-François) et Rigaut (Louis-Charles-François), volontaires au 1er bataillon de Seine-et-Oise, emprisonnés pour s'être absentés sans permission, puis ramenés au corps, se plaignent du non-paiement de leur solde pendant la durée de leur détention. Condé, 19 septembre 1792.

123. Desamballes, lieutenant-colonel du 1er bataillon de Seine-et-Oise, demande à Dillon sa retraite, pour infirmités contractées au service (copie). Condé, 19 août 1792.

124. Loyvet (Pierre), capitaine au 1er bataillon de Seine-et-Oise, demande à être placé à l'état-major de l'armée du Nord. Condé, 19 septembre 1792.

125. Gave (Charles-François), garde d'artillerie à Condé, demande à rentrer dans un régiment. Condé, 18 août 1792.

126. Arcy (Joseph d'), capitaine aide-de-camp du général O'Moran, demande le grade de lieutenant-colonel. Condé, 28 août 1792.

127. La Barre (Antoine), adjudant de la place de Condé, réclame le paiement d'une indemnité de logement qui lui est due depuis le 1er août 1791. Condé, 28 août 1792.

**Dxl, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

128. Le même demande le grade de capitaine. Condé, 28 août 1792.

129. Des sous-officiers, grenadiers et volontaires du 1er bataillon d'Indre-et-Loire protestent contre des imputations diffamatoires dont le sieur Alliaume, leur adjudant général, a été l'objet. Condé, 20 septembre 1792.

130-131. Montée (Ignace), ci-devant aide-major de la place de Condé, demande le règlement de sa pension. Condé, 20 septembre 1792 (2 exemplaires).

132-133. Galaup (François), capitaine au (?) bataillon d'Indre-et-Loire, demande une lieutenance-colonelle dans la ligne; avec lettre d'envoi aux commissaires, signée de O'Moran. Condé, 23-24 septembre 1792 (2 pièces).

134-136. Liste des fonctionnaires publics de Condé ; mémoire sur la situation de cette place et sur les mesures prises par la municipalité depuis la déclaration de guerre; lettre d'envoi desdites pièces aux commissaires par la municipalité. Condé, 20 septembre 1792 (3 pièces).

137-139. Lefebvre (Augustin), éclusier à Condé, se plaint qu'on lui ait donné, sans nécessité, un collègue qui lui prend la moitié de ses appointements, et qui est d'ailleurs incapable; avec pièces à l'appui. Condé, s. d. (septembre 1792) (3 pièces).

140. Mercier, lieutenant-colonel en second du 1er bataillon de Seine-et-Oise, demande le remboursement d'une dépense extraordinaire de 300 livres qu'il a dû faire pour rejoindre son poste par une route hors de portée de l'ennemi. Condé, 20 septembre 1792.

141-147. Nicéville (Jean-François), juge de paix de Condé, ancien capitaine d'infanterie, demande la place de commandant temporaire, avec le grade de lieutenant-colonel (avec pièces à l'appui). S. d. (7 pièces).

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

148-149. Peniaux, maître de la poste aux chevaux à Condé, demande une indemnité pour les pertes qu'il a éprouvées par le fait de la guerre. S. d. (septembre 1792) (2 pièces).

150-153. Alexandre (Balthazard), ci-devant aide-major de Givet-Notre-Dame, demande le paiement d'une somme de 376 livres qui lui est due à titre de gratification et de supplément d'appointements (avec pièces à l'appui). Condé, 23 août 1792 (4 pièces).

154-155. Le même demande le règlement de sa pension. Condé, 20 septembre 1792 (2 exemplaires).

156-158. La chambre de commerce de la navigation de Condé se plaint d'être réduite à une désastreuse inaction, et réclame des mesures qui lui assureraient le transport d'une partie des charbons provenant du bassin d'Anzin. Condé, s. d. (septembre 1792) (3 pièces).

159. Le conseil d'administation du 1er bataillon de Seine-et-Oise demande qu'il soit pourvu à la vacance de la place de lieutenant-colonel en second, et présente des réclamations relatives au paiement de l'arriéré de solde des volontaires. S. d. (septembre 1792.)

160. Note sur le cas de Aulmont-Verrières (Grégoire-Nicolas), capitaine d'artillerie à Landrecies, nommé par erreur lieutenant-colonel et reçu comme tel à la tête de la troupe, puis réintégré dans son grade de capitaine au bout de quelques jours. 10 août 1792.

161. Plainte de la municipalité de Landrecies contre le sieur Pessonneaux, commissaire des guerres, qui lui impose des dépenses injustifiées. Landrecies, 7 septembre 1792.

162. Damiens (François), sous-lieutenant au 4e bataillon du Pas-de-Calais, ruiné par un incendie, demande un secours. Landrecies, 27 août 1792.

**DXI., 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*suite*).

163-164. Les volontaires du dépôt du 3e bataillon de la Marne demandent des armes; avec un état de situation. Landrecies, 6 septembre 1792 (2 pièces).

165. Lenez (Louis), menuisier à Landrecies, demande une indemnité pour les pertes à lui causées par l'explosion d'une poudrière. S. d. (septembre 1792.)

166. État de situation du 4e bataillon du Pas-de-Calais. Landrecies, 1er septembre 1792.

167. La municipalité de Landrecies demande des mesures relatives au logement des troupes et à l'approvisionnement de la ville. S. d. (septembre 1792.)

168. Épître patriotique en vers adressée aux commissaires par Taffoureau, capitaine au 4e bataillon du Pas-de-Calais. Landrecies, s. d.

169. Schnyder de Wartensee, commandant à Landrecies, demande diverses mesures relatives à la défense de la place. Landrecies, 4 septembre 1792.

170. Arnaud, caporal au 4e bataillon de Seine-et-Marne, demande la réélection générale des officiers de l'armée. S. d.

171. Le procureur de la commune de Trélon, et des officiers et volontaires du [ ] bataillon de Seine-et Marne dénoncent pour manquements à ses devoirs le lieutenant Lacourt, commandant du détachement stationné dans cette commune. S. d.

172. Plusieurs sous-officiers et volontaires [sans désignation du bataillon] dénoncent leur capitaine comme incapable, et demandent son remplacement. S. d.

173. Fournier (Nicolas), garde d'artillerie à Landrecies, demande le grade de capitaine. Landrecies, 6 août 1792.

174. Schnyder de Wartensee (Fidel-Antoine), lieutenant-colonel d'infanterie, commandant temporaire de la place de

**DXL, 28, dossier 206 bis : Lettres, pétitions et pièces diverses adressées aux commissaires de l'Assemblée législative à l'Armée du Nord** (*fin*).

Landrecies, demande la décoration militaire. Landrecies, 10 juillet 1792.

175. Le même demande le grade de colonel. Landrecies, 4 septembre 1792.

176. Miaczynski (Joseph), maréchal de camp, demande qu'une somme de 600.000 livres soit mise à sa disposition pour la levée de trois escadrons de troupes légères. Valenciennes, 23 août 1792.

# APPENDICE

## NOTE

### sur les commissaires de l'Assemblée législative aux armées en août et septembre 1792.

La liste des commissaires de l'Assemblée législative aux armées sera donnée, avec les détails et les justifications nécessaires dans le volume annoncé ci-dessus, p. XLIII, note 1, sur *Les missions d'août et septembre 1792*. Voici quelques indications provisoires, suffisantes pour le maniement de l'inventaire qui précède.

Les commissaires de l'Assemblée à l'armée du Nord, à Valenciennes, sont Delmas, Dubois de Bellegarde et Dubois du Bais, envoyés par décret du 10 août 1792.

Les commissaires de l'Assemblée à l'armée du Nord, à Sedan, Mézières et Charleville, sont : 1° Antonelle, Kersaint et Péraldy, envoyés par décret du 10 août 1792, mis en arrestation à Sedan le 14 août, relâchés le 20; 2° Baudin, Isnard et Quinette, envoyés par décret du 17 août pour remplacer les trois précédents et qui opèrent conjointement avec eux.

Les commissaires de l'Assemblée à Maubeuge (auprès de la manufacture d'armes) sont Duhem, Gossuin et Sallengros, envoyés par décret du 9 septembre 1792.

Les commissaires de l'Assemblée à l'armée du Centre, à Metz, sont Bruat, Delaporte et Lamarque, envoyés par décret du 10 août 1792.

Les commissaires de l'Assemblée à l'armée du Rhin, en Alsace, sont Carnot, Coustard et Prieur de la Côte-d'Or, envoyés par décret du 10 août 1792, et auxquels vient se joindre F.-J. Ritter, en mission dans le Haut-Rhin depuis le mois de juin 1792.

Les commissaires à l'armée du Midi, dans la région du Sud-Est, sont Gasparin, Lacombe Saint-Michel et Rouyer, envoyés par décret du 10 août 1792.

# INDEX ALPHABÉTIQUE [1]


Abancourt (D'), 54, 56, 67, 107.
Acher, 82.
Adhémar (J.-B.), 82.
*Agen*, 35.
*Ain (Dépt de l')*, 68, 103, 106.
*Aire-sur-la-Lys*, 61.
***Aisne (Dépt de l')***, 15, 26, 64, 80, 107, 113.
*Aix-en-Provence*, 76, 107.
*Aix-la-Chapelle*, XXVII, 77.
Albignac (D'), 98.
*Albitte*, X, XI, XII, XIV, XV, XVI.
Alexandre (B.), 125.
*Allemagne*, 28.
Alliaume, 124.
*Alpes (Dépt des Basses-)*, 73.
*Alpes (Dépt des Hautes-)*, 80.
Alquier, XXI, XXII.
*Alscon*, 19.
*Altenstadt*, 67.
Ambly (Mis d'), IX.
*Amiens*, 58, 115.
Amory, 119.
Ancelin de Bary (J.-N.), 114.
Ancelin de Bary (N.), 114.
Anciaux, 122.
Andigné (D'), 95.
Angelot, 102.
Angles (B.), 38.
*Angleterre*, 110.
Ango, 16.
*Angoulême*, 63, 99.
*Anloy*, 61.
Anselme, XXXV.
Antheaume, 71.
*Antibes*, 70, 73, 75.
Antoine, 42.
Antonelle, XV, 129.
*Anzin*, 22, 45, 125.
Arblade, 63.
Arblay (D'), 57, 60, 62, 65.
Arcambal, 88.
Arcy (J. d'), 123.
*Ardèche (Dépt de l')*, 78, 98, 106.
*Ardennes (Dépt des)*, 25, 65.
Ardier, 48.
Argod, 93, 96, 97.
*Arlon*, 57.
Arnaud, 126.
Arnould, 34.
*Arras*, 82, 96, 97, 110.
Artet (F.-T.), 116.
Artois (Cte d'), 69.
Assas (D'), 68.
Aubry, XII, XV, XVI, XVII, XXI, XXII.
*Auch*, 107, 108.
Aulmont-Verrières (G.-N.), 125.
Aulny, 34.
*Aurillac*, 104.
*Autriche*, 37, 41, 42, 62, 65, 111, 121.
*Autricourt*, 118.
*Auxerre*, 82.
*Avesnes*, 18, 20, 22, 35, 42, 43, 57, 102, 118, 119, 120, 121.
*Avignon*, 70, 74, 105, 112.

Bachelay, 84.
Baignoux, 66.
*Bailleul*, 110.
Barbet, 100.
Barbier (J.), 96.
Barbier de Tinan, 98.
*Barcelonnette*, 101.
Barenne-Binois (P.-J.-D.), 44.
*Bar-le-Duc*, 116.
Barneville, 42.
Barras, 70, 72.


(1) Les noms de personnes sont en caractères romains, les noms de lieux en italiques.

Barratte (H.), 105.
*Bar-sur-Aube*, 80.
Barthel, 40, 51.
Basquiat (De), 44.
*Bassée (La)*, 41.
Basserut (A.-A. Dubost), 117.
*Bastia*, 58.
Baudin, 129.
Baudoux, 44.
Baudry (F.), 16, 28, 43, 113, 114, 115.
Baudry, maréchal des logis chef, 93.
Baussancourt (F.), 60.
*Bavay*, 59, 61, 65.
*Bayeux*, 16.
Bayle, 34.
*Bayonne*, 108.
Bazire, 16.
*Beaucaire*, 105.
Beauharnais (V^te^ A. de), IX.
Beauvallon, 40, 118.
Beauprey, XV, XVII.
Beaupui, X, XI.
Bécu, 123.
*Bédarrides*, 70.
Beffroy, 113.
Beguin, XXXIX.
Beins (De), 44.
*Belgique*, 87, 89, 118.
Belhomme, 89.
Bellache, 34.
*Bellefontaine (Camp de)*, 51.
Bellier (M.), 123.
Belmont (De), 68.
Benjamin XXXV.
Benoist-Mondescourt, 120.
Bentabole, XIII, XVI, XVIII, XX, XXII.
Bergeras, 69.
*Bergues*, 22, 115, 120.
Bernard, lieutenant, 34.
Bernard, sous-lieutenant, 56.
Bernard (de Saint-Affrique), XXI, XXII, XXIII.
Berret (J.-H.), 34.
Berroyer (E.), 119.
Berruyer, 86.
Berthelmy, 99.
Berthier (A.), 59.
Bertier, 66.
Bertin, 96.
Bertrand, 23.
*Besançon*, 74, 98.
*Béthune*, 60.
Beurnonville, 29.
*Beuvrages*, 44.
Bezançon-Perrier, X.
*Béziers*, 109.
Bezuchet (C.-J.), 56.
Biaudos, 94.
Bichon, XXX.
Billaud-Varenne, XV, XVI, XVII.
Billiemaz, 77.
Biron, 54, 55, 67.
Blanc, 100.
Blancard, 71.
Blanchard, X, XI, XVIII, XXIII, XXXIX.
Blancheton, 56.
Blochet, IX, XI, XVIII, XXX.
*Blois*, 81.
Bodin, XXI, XXI, XXIII.
Boidin, 92, 95.
Boileau-Castelnau, 79.
Boisset (J.-C.-J.), 38.
Boissy-d'Anglas, XV, XVI, XXI.
Bolivaud (P.), 44.
Boncourt (C.-H.-L.), 23, 42.
Bonival, 45.
Bonjean, 76.
Bonnemant (G.), XVIII, XXIII.
*Bordeaux*, XXVI, 65, 83, 99.
*Bouchain*, 39, 40, 42, 47, 116.
*Bouches-du-Rhône (Dép^t^ des)*, 70, 73.
Bouchotte, 86, 122.
*Bouillon*, 61.
Boullement, 71.
Boulley-Lacroix, 40.
Bourbon, 117.
*Bourbonne*, 29.
Bourbotte, XVI, XXI, XXII, XXIII.
*Bourbourg*, 120.
Bourdon, 15.
Bourdon (de l'Oise), XV.
*Bourg*, 103.
Bourget, 100.
*Bourgoin*, 106.
Bourgongne (F.), 115.

Bourtin, 106.
Boussion, XIV.
Bouthillier (Mis de), VIII, IX.
Boutteville-Dumetz, VIII.
Bouvigny (N.-M.), 115.
Boyé, 25.
Boyer, capitaine, 18.
*Boyer*, 25.
*Brabant*, 28.
Brassetet (A.), 45.
Brasseur (A.), 119.
*Bréhain-la-Cour*, 63.
*Brest*, 107, 108.
*Bretagne*, 77.
*Breteuil*, 107.
*Breux*, 65.
*Brie*, 61.
*Briey*, 83.
Briez, 18, 24, 114, 115.
Briffault, 19, 122.
Brincourt (J.-B.), 38.
Briquet, 18.
Broc (De), 97.
Broglie (Victor de), IX, 29, 104.
*Brouennes*, 33, 34, 36, 37.
Bruat, 67, 68, 129.
*Bruille*, 19, 20, 53.
Brunck, X, XI.
Brunel (T.), 45.
Brünswick (Duc de), 63, 64.
Bruyère (C.-P.), 34.
Bry (De), XIV.
Buchot, 34.
Buirette-Verrières, 107.
Bulot, 23.
Bureaux de Pusy, VIII, IX, 57, 89.

Cabridan, 15.
*Caen*, 107.
Caffarelli-Dufalga, 29.
Cahours, 94.
Caillau, 15.
*Calais*, 39.
Calès, XXII.
Calon, XV, XVI, XX, XXI, XXII, XXIII.
*Calvados (Dépt du)*, 107.
Calvet, X.
*Cambrai*, 17, 22, 26, 39, 40, 41, 49, 50, 52, 53, 100, 104, 120, 121.
*Cambrésis*, 115.
Campagne (I.-F.), 38.
Campaignolles, 90, 92.
Camus (F.), 119, 120.
Camus, conventionnel, XLI, XLII, 12.
*Cannes*, 73.
Canot, 24.
*Cantal (Dépt du)*, 104.
*Cap (Le), à Saint-Domingue*, 86.
Cardier (J.), 22.
Carette, 18.
*Carignan*, 59.
Carlier (J.-B.), 119.
Carlier, 39, 45.
Carnot, X, XI, XII, XIV, XXI, 110, 130.
Carnot-Feulin, XI.
Carra, XIV, XV.
Carré, 91.
Carrier (de Lyon), 77.
*Cassel*, 24, 87.
Cattinée (P.), 38.
Cavaignac, XXI, XXII.
Cazalès, VIII.
*Centre (Armée du)*, 15, 28, 31, 42, 43, 55, 56, 57, 58, 63, 64, 65, 66, 105, 129.
*Cerfontaine*, 59.
*Cessieux*, 76.
Chabroud, IX.
Chadelas, 79.
Chalier l'aîné (M.), 111.
*Châlons-sur-Marne*, 85.
Chamby, 74.
Champagneux, XXXIX.
Champion de Villeneuve, 89.
Chancel, 45, 54.
Chanez, 86.
Chanterau, 76.
Chapuy, 45.
Charbuy (N.), 34.
Charbuy (P.), 34.
*Charleville*, 28, 54, 129.
Charton (J.-B.-A.), 46.
*Châteaudun*, 90.
*Château-l'Abbaye*, 117.
*Châteauneuf-d'Avignon*, 70.
*Châteauneuf-en-Thimerais*, 108.
Chateauneuf-Randon, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XX, XXI, XXII, XXIII.

Chazelles (De), 15.
Chazot, 15, 21, 59.
Cheney l'aîné, 108.
*Cherbourg*, 80.
Chevalier (L.), 34.
Chevalier (L.-V.), 34.
Chevalleau de Boisragon (J.-A.), 34.
Chevreuil, 91, 93, 94.
*Chimay*, 65.
Choffres (C.), 22.
Choiseul, 66.
Choudieu, X, XI, XIV, XV, XVI, XX, XXI.
Civet, XXX, XXXIX, XL.
Clauzade (E.), 39.
Clauzel, XXI.
Clavel (C.-F.), 64.
Clavière, 57, 87, 108.
Clément (Compagnie), 72.
Clerfayt, 28.
*Clermontois*, 54.
*Coblentz*, 100.
Cocatrix (F.-J.), 20.
Cochet, XXI.
Cochois, 62.
Cochon (Lapparent), XVI, XVIII, XX, XXI.
Coinci (De), 97.
Collet, 23.
Collin (L.-R.), 14.
Collombel, XXII.
Colry, 20.
Condé, lieutenant-colonel, 60.
*Condé*, 17, 18, 19, 21, 23, 24, 29, 32, 40, 41, 42, 43, 60, 65, 111, 123, 124, 125.
Conord, 100.
Contamine, 20, 30, 31.
*Contrexéville*, 58.
Coppens, 96.
*Corbeil*, 80.
Cordat (N.), 118.
Core, 71.
Corps de troupes :

1° Anciens régiments :

Angoulême (Régt d'), 88.
Condé (Régt de), 118, 121.
Couronne (Régt de la), 118.
Courten (Régt de), 19, 22, 30, 42, 46.
Enghien (Régt d'), 99, 101.
Ernest (Régt d'), 97, 99.
Gardes françaises, 107.
Monsieur (Régt de), 101.
Pondichéry (Régt de), 48.
Reinach (Régt de), 23, 32, 60, 115.
Royal-Auvergne, 14.
Royal-Champagne, 90 à 97, 102.
Royal-Suédois, 47.
Sarre (Régt de la), 8.
Soissonnais (Régt de), 6.
Viennois (Régt de), 119.

2° Infanterie :

1er régiment, 23.
2e régiment, 34.
4e régiment, 99, 107.
5e régiment, 16, 39, 45, 48, 52, 113.
9e régiment, 28, 108.
10e régiment, 72.
11e régiment, 6, 70, 72, 75, 77.
14e régiment, 61.
18e régiment, 18, 22, 33, 35, 36, 44, 48, 52.
21e régiment, 103.
23e régiment, 72, 76.
24e régiment, 15, 68.
25e régiment, 15, 37, 59, 61.
26e régiment, 58.
28e régiment, 72.
30e régiment, 99.
34e régiment, 34.
35e régiment, 72.
38e régiment, 72, 97, 98.
39e régiment, 107.
43e régiment, 61.
44e régiment, 102.
45e régiment, 33.
49e régiment, 15.
50e régiment, 70, 72, 76, 77.
51e régiment, 99.
54e régiment, 55.
55e régiment, 35.
58e régiment, 34, 35, 52, 63.
59e régiment, 72.
67e régiment, 110.
68e régiment, 33, 37, 40, 52, 53.

71e régiment, 56.
72e régiment, 72.
74e régiment, 116.
75e régiment, 72.
78e régiment, 38, 51.
79e régiment, 72.
83e régiment, 35, 37.
91e régiment, 70, 72, 76, 77, 111.
94e régiment, 60, 61.
98e régiment, 35.
99e régiment, 53, 60, 61.
101e régiment, 72, 77.
104e régiment, 18, 24, 25, 45, 58, 59.
105e régiment, 76.
10e bataillon d'infanterie légère, 17, 33, 35, 36, 44, 46, 48, 49, 57.
14e bataillon d'infanterie légère, 57, 58.

3° Troupes à cheval :

Carabiniers (Corps des), 8.
2e carabiniers, 68.
1er de cavalerie, 33, 36, 41.
3e de cavalerie, 14, 45, 50.
6e de cavalerie, 62.
7e de cavalerie, 35, 38, 59.
8e de cavalerie, 41, 50.
11e de cavalerie, 68.
13e de cavalerie, 122.
17e de cavalerie, 114.
18e de cavalerie, 61.
20e de cavalerie, 54.
23e de cavalerie, 51.
1er chasseurs, 18.
3e chasseurs, 57.
5e chasseurs, 37, 47.
6e chasseurs, 57.
9e chasseurs, 57.
11e chasseurs, 57.
12e chasseurs, 57, 61.
? chasseurs, 45.
3e dragons, 46, 53.
5e dragons, 38, 46, 47, 53.
6e dragons, 14.
8e dragons, 72, 105.
9e dragons, 72.
13e dragons, 35, 40, 99.
15e dragons, 72, 104.
18e dragons, 72.
1er hussards, 35.
3e hussards, 104, 122.
6e hussards, 60.

4° Artillerie et Génie :

1er d'artillerie, 61.
2e d'artillerie, 72, 76.
3e d'artillerie, 15, 33, 39, 41, 45, 120.
4e d'artillerie, 72, 74, 76.
7e d'artillerie, 39, 42, 79, 107.
2e compagnie d'ouvriers d'artillerie, 72.
10e compagnie d'ouvriers d'artillerie, 117.
Compagnie des ouvriers de Soras, 72.
4e compagnie de mineurs, 44.
5e compagnie de mineurs, 38.

5° Bataillons de volontaires :

2e de l'Allier, 61.
2e des Ardennes, 34, 51.
4e des Ardennes, 34.
2e des Bouches-du-Rhône, 72, 76.
1er du Calvados, 17.
2e du Calvados, 16, 46.
3e du Calvados, 115, 116.
1er de la Charente, 16, 17, 20, 39.
1er de la Corrèze, 100.
1er des Côtes-du-Nord, 111.
1er de la Drôme, 72.
2e de la Drôme, 105.
3e de la Drôme, 72, 105.
? de l'Eure, 51.
2e du Gard, 72.
1er de la Haute-Garonne, 76, 77.
3e de la Haute-Garonne, 107.
1er du Gers, 108.
3e de la Gironde, 72, 75.
4e de la Gironde, 76.
2e d'Ille-et-Vilaine, 16, 40, 107.
1er d'Indre-et-Loire, 48, 124.
? d'Indre-et-Loire, 124.
1er de l'Isère, 72.
2e de l'Isère, 72, 75.
4e de l'Isère, 72.
2e des Landes, 77.
? de Loir-et-Cher, 111.

1er du Loiret, 39, 51.
2e de la Manche, 109.
3e de la Manche, 108.
2e de la Marne, 34.
3e de la Marne, 57, 60, 126.
1er de la Haute-Marne, 58.
1er de la Meurthe, 33, 35, 38.
2e de la Meurthe, 33, 36, 37, 39, 50.
3e de la Meurthe, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 50, 59, 114.
4e de la Meurthe, 37, 57.
1er de la Meuse, 39.
4e de la Meuse, 57.
2e de la Moselle, 35.
4e de la Moselle, 39, 58.
1er du Nord, 36, 47, 48, 50, 117.
2e du Nord, 18, 33, 34, 50, 51, 52, 116, 123.
1er de l'Orne, 14, 33, 37, 40, 51.
2e de l'Orne, 48.
? de l'Orne, 23, 32.
1er de Paris, 51.
2e de Paris, 18, 22, 35, 46, 51.
3e de Paris, 38.
1er du Pas-de-Calais, 24, 117.
4e du Pas-de-Calais, 126.
1er du Puy-de-Dôme, 36.
? du Puy-de-Dôme, 34.
2e de Saône-et-Loire, 37.
1er de Seine-et-Marne, 40, 119.
2e de Seine-et-Marne, 103.
4e de Seine-et-Marne, 126.
? de Seine-et-Marne, 126.
1er de Seine-et-Oise, 123, 124, 125.
3e de la Somme, 47.
1er du Var, 76.
4e du Var, 72.
? de la Vendée, 53.
? de la Vienne, 103.
1er de la Haute-Vienne, 36.
2e de la Haute-Vienne, 33.
3e de l'Yonne, 105.
5e de l'Yonne, XXX.
? de l'Yonne, 19.

6° Légions, corps francs et divers :

Légion allobroge, 108.
Légion belgique-liégeoise, 49.
Légion des Pyrénées, 109.
Légion du Luxembourg, 112.
Légion franche étrangère, 18, 60.
Légion germanique, 10.
Compagnies franches, 15, 16, 18, 20, 35, 38, 47, 49, 51, 52, 64, 79, 100, 104, 114.
1er bataillon des grenadiers de la réserve, 62.
3e bataillon de vétérans, 84.
3e bataillon de la 4e légion de la garde nationale parisienne, 104.
4e compagnie du bataillon de vétérans de la garde nationale parisienne, 84.
3e division de garde nationale parisienne, 109.
1er bataillon de la garde nationale de Valenciennes, 114.
6e et 7e divisions de canonniers-matelots, 72.
Fédérés du 4e bataillon de Lisieux, 49.
4e bataillon de fédérés, 113.
8e bataillon de fédérés, 113.

*Corrère (Dépt de la)*, 99.
*Côtes-du-Nord (Dépt des)*, 80.
Courcy (De), 68.
Courtois, XVI.
*Courtrai*, 54, 79.
*Courville*, 108.
Coustard, X, XI, XIII, XIV, XV, 130.
*Coutances*, 108.
Crepin, 18.
Crépong (L.), 34.
*Crespin*, 40.
Crillon (De), IX.
Croissié (J.), dit Bourbonnais, 39.
Crooy, 118.
*Crouy*, 40.
Croÿ (Pce de), 29, 60, 65.
Crublier d'Opterre, X, XI.
*Cuges*, 70.
Custine, 67, 87, 105.

*Dalhain*, 68.
Damiens (F.), 125.
Dampierre, 38, 113.
Dargoubet, 34.
Daudet, 55.

Davout, 94, 97.
*Dax*, 77.
Dazemar, 34.
Debaralle, 47.
Decaire, 60.
Decarrion, 117.
Dechalain, 60.
Dedieu (A.), 76, 77.
Deflandre (J.-J.), 116.
Degand, 50.
Degaulle (C.-M.), 34.
Dejean (J.-F.), 34.
Dejean, lieutenant-colonel, 46.
Delacroix (d'Eure-et-Loir), X, XI, XII, XIV, XVI, XVII.
Delacroix, député de la section de Mauconseil, 91, 93.
Delahaye, XIV.
Delair, 25.
Delaporte (S.), XXII, XXIII, 67, 68, 129.
Delbauve, 19, 51.
Delbrel, XXI, XXIII, 110.
Delcambe, XVIII.
Delcher, XIII, XXII.
Delcourt (Marie-Thérèse), 46.
Delcroix, 122.
Deldaine, 22.
Delion-Drouët, 102.
Delloye, 120.
Delmas, conventionnel, X, XI, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XX, XXI, XXIII, 32, 117, 129.
Delmas, lieutenant-colonel, 99.
Delorme, 81.
*Denain*, 20, 21.
Denizot (P.-B.), 35.
Dentzel, XV, XVI, XXI, XXII, XXIII.
Deprez-Crassier, 59.
Desacy, 110.
Desamballes, 123.
Desbordeliers, 122.
Desclans, 74.
Descrots d'Estrées, X.
Des Forêts, 15.
Desilles, 86.
Desirat, XXXIX.
Desmoulins (C.), XV, XVI, XVII.
Desperrières, 68.
Despinassy, XIII, XXI.
Detondi, 23.
Deve, 17.
Deville, XVI, XXI.
Dillon (A.), 14, 15, 16, 21, 25, 26, 27, 54, 56, 58, 59, 117, 123.
Dillon (Th.), 123.
*Dinan*, 78.
Dircks, 100.
Doat, 108.
*Dôle*, 101.
Dolphin (C.-C.), 46.
Doppet, 108.
Dorsain, 60.
*Douai*, 22, 27, 41, 43, 59, 115, 116, 117, 118.
Doulcet de Pontécoulant, XIV, XV.
*Dourdan*, 98.
Drouin, 15.
Dubois (A.), 17.
Dubois (du Haut-Rhin), XXI.
Dubois, portier-consigne de la ville d'Avesnes, 20.
Dubois-Crancé, VIII, IX, XII, XIV, XV, XVI, XVII, XX, XXI, XXII, XXIII.
Dubois de Bellegarde, X, XI, XIV, XV, XVI, XXII, 122, 129.
Dubois du Bais, XI, XIV, XV, XXI, XXII, XXIII, XXXIX, 27, 129.
Dubois-Durabo, 18.
Dubuisson, X.
Ducastel, 46.
Ducatez (P.-G.), 103.
Duchambge-Delbhecq, 86.
Duchilleau, 77.
Dufriche-Valazé, XV.
Du Hays, 110.
Duhem, XVI, 129.
Duhoux, commandant à Soissons, 54, 113.
Duhoux, officier, 89.
Dulac (G.), 15, 19, 30.
Dulin, 76.
Dumarais (J.-B.), 116.
Dumas, X, XI.
Dumerbion, 111.
Dumont (A.), XIII, XIV, XVI.
Dumont de Marsal, 68.
Dumouriez, 14, 15, 16, 17, 19, 21, 25, 26, 27, 28, 29, 32, 33, 43, 54, 59, 60, 66, 112, 113, 116.

*Dunkerque*, 21, 23, 27, 32, 46, 52, 56, 87, 88, 114, 115.
Du Petit-Bois, X.
Dupin, 112.
Du Plantier, 87.
Duportail, 97, 101, 102.
Dupré, 91.
Dupuis, 98.
Dupuy (J.-B.), 85.
Dupuy, 112.
Duquesnoy, XIV, XVI, XXI.
Du Rocher, 16.
Du Roy, XXI.
Du Saillans, 106.
Dusautoix (P.-L.), 19.
Duthoit (M.-V.), 123.
Duval, 14, 21, 27.
Duwer, 121.

Édouard, 100.
Egmont (C^te^ d'), VIII, 48.
Elio (H.), 39.
Emmery, VIII, IX.
Enlart, XV, XVI, XVIII, XX, XXI, XXII.
*Épinal*, 82.
Eslessan, 54.
*Espagne*, 102.
*Espiés*, 59.
*Essonnes*, 80.
*Eth*, 57.
*Étoges*, 116.
*Eure (Dép^t^ de l')*, 65.
Évain, 110.
Évrard (P.), 118.
Évrard, député de la section de Mauconseil, 91, 92, 93.
Évrard, marchand de bas à Hesdin, 91, 94, 95.
Eyssautier, 75.

Fabre d'Eglantine, XIII, XIV, XV, XVII.
Faipoult, XXIX.
*Falaise*, 16.
*Falise (La)*, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 53.
*Famars*, 51.
Faucquette, 41.
Faure (de la Creuse), XXI.
Fauvel, 20, 30, 31.
Favart, 112.
Favereau, 15.
Fé, 35.
Fébure de Frénoi (J.-P.), 39.
Ferney, 46.
Ferrand, conventionnel, XXI.
Ferrand, général, 31.
Ferry, XIV.
Feuquières, 68.
Flachslanden (B^on^ de), VIII.
Flers (De), 14, 45, 109.
Fleuriot, 34.
Flore, 15.
Flotte (De), 71.
Fockedey, XIV.
*Fontainebleau*, 85.
Fontbonne, 18, 22.
Fontenay, 69.
*Fontoy*, 59.
Forbras, 47.
Fournier (N.), 126.
François, 23.
*Fréjus*, 73.
Fréron, XXI, XXIII.
Fréteau de Saint-Just, XXV.
Fréville, 47.
Frison, 47.
Fructus de Montléger, 71, 77.

Gachet de Sainte-Suzanne, 84.
*Gaillon*, 93, 94, 95.
Galaup (F.), 124.
Gallimée, 18.
Gamon, XV, XXI.
*Gap*, 80.
*Gard (Dép^t^ du)*, 81, 98.
Gardien, XIII.
Gardot, 58.
Garin, 23.
Garnerin, 91, 93.
Gasparin, X, XII, XIV, XV, XVI, XVII, 130.
Gaudin, XIII, XXI, XXII.
Gautier, 22.
Gave (C.-F.), 123.
Gay (F.), 120.
Gazan, 70.
Gelb, 102.

Gelin (M.), 20, 112.
Genin, 85.
Gentilz, 102.
Geouffre (P.), 109.
Gérardy, 89.
Gérente, XIV, XV, XVI, XVII, XXI, XXII, XXIII.
*Gers (Dépt du)*, 107.
*Gex*, 34.
*Ghyvelde*, 33, 78, 86, 88, 112.
Giberville, 38.
Gillet, conventionnel, XXII.
Gillet, inspecteur des subsistances militaires, 17.
Girard, 92, 95.
Girard (La dame), 91.
Girardin, membre de la Législative, XI.
Girardin, vétérinaire, 47.
*Givet*, 36, 37, 59, 100.
*Givet-Notre-Dame*, 125.
*Gixevelle* (?), 33.
Glatigny, 100.
*Glisuelle (La)*, 35, 39, 45, 49.
*Godtsvelde*, 110.
Goffart, 47.
Goffart, trésorier au Quesnoy, 23.
Gomer (Cte de), VIII.
Gorsas, X.
Gosset, 15.
Gossuin, XVI, XVIII, XX, XXI, XXII, 121, 129.
Goubers (?), 27.
Gouillard, 103.
Goujon, 54.
Goupilleau (de Fontenay), XIV, XVI, XVII, XX, XXI.
Goupy, 101.
Gouvion, membre de la Législative, X.
Gouvion, major général, 59.
Grandpré, 109.
Grangeneuve, X.
*Granville*, 80.
*Grasse*, 70, 73, 76, 77.
Grave (De), 62, 105.
*Gravelines*, 115.
Gréau, X.
*Grenoble*, 68, 69, 73, 74, 75, 76, 77.
Griolet, 105.
Grissédée, 76.
Grosburt, 100.
Grosse (J.), 35.
Guérard (J.-J.), 119.
Guffroy, XIV.
*Guibray*, 91.
Guilain, 119.
Guillemardet, XV, XVI, XVII, XX, XXI, XXII, XXIII.
Guillou, 16, 40.
*Guise*, 113.

Hallot (De), 55.
Hangest (D'), 59.
Hanriot (Le général), XXXVIII, XL.
Harmand, XV, XVI, XXI.
Haucloux, 29.
Hay, 35.
*Hazebrouck*, 22, 41.
Hébert, commissaire des guerres, 86.
Hébert, inspecteur des subsistances, 73.
Hébert (de l'Eure), X.
Hecquet, XIII.
Hefel (J.-J.), 47.
Hell, 60.
Henrion, 83.
Henriot (G.), 47.
Herbelot (A.), 35.
Hervieu, 108.
*Hesdin*, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97.
Heymes (J.), 39.
Hilard (N.-J.), 48.
Himbert, XIV.
*Hirson*, 65.
Hoeville (H. d'), 67.
*Hollande*, 18, 38, 52.
*Hondschoote*, 78.
Houthoff (G. van der Looy), 52.
Houze (J.-M.), 39.
Huet, 101.
Hugot, X.
Humbert, 15.
Hurel, 15.
*Huy*, 120.
Hyller, 56.

Ilher, 60.

*Isère (Dépt de l')*, 68, 69, 72, 73.
*Isle-Jourdain (L')*, 106.
Isnard, 129.

Jacob, XX.
Jacquemin (E.-T.), 35.
Jacquinot (N.-J.-B.), 35.
Jannin, 104.
Jardin, 15.
Jarry, 54.
Jeanbon-Saint-André, XV.
Jeanneau (L.-J.), 35.
Joffroy (L.), 35.
Jouneau, X, 10.
Jourdan, général, 70.
Jourdan, grenadier, 15.
Juillerat (D.), 18.
Jujardy de Grandville, 54, 79.
*Juvigny*, 39.
Juzancourt l'aîné, 61.

Kellermann, 54, 104.
Kersaint, XV, 129.
Kervélégan, XXII.
Krafft, 60.

La Barre (A.), 123.
La Bourdonnaye, 14, 25, 27.
Lacapélière (Louis Mouton), 109.
La Colombe (De), 60.
Lacombe-Saint-Michel, X, XI, XII, XIV, XV, XVII, 70, 130.
Lacour, 109.
Lacourt, 126.
Lacuée, X, XI, 86.
Ladavière, 35.
Lafayette, 14, 26, 28, 30, 33, 46, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 81, 88, 89, 104.
*Lagnieu*, 85.
Laguépierre (F.-L. de), 119.
Lajard, 55, 57, 60, 67, 75, 88, 89, 105, 107.
Lallemand, 59, 88.
Laloüe, XXI.
La Luzerne, évêque, VIII.
Lamarlière, 61.
Lamarque, 67, 68, 129.
Lambert, 48.
Lamboise, 48.
Lameth (A. de), VIII, IX, 14, 15, 79.
La Morlière, 58, 104, 106.
Lamouroux, 99.
*Landau*, 89.
*Landin (Le)*, 106.
*Landrecies*, 23, 42, 59, 60, 121, 125, 126, 127.
Lang (P.), 35.
Langlé, 24.
Langlois (J.), 21, 24, 35, 43.
Langlois, membre du directoire du district de Valenciennes, 18.
Lanos (L.), 48.
La Noue, XXVII, 20, 56.
*Laon*, 16, 28, 43, 49, 64, 80, 107, 113, 115.
Lapile (N.), 63.
Laplanche, XV.
Laporte (*Voir* Delaporte).
Lapoype, 18, 48.
Larivière, XXI.
La Rochefoucauld, 105.
La Salle (De), 68.
Lastic, 58.
Latasse, 76.
La Terreur, grenadier, 15.
La Tour du Pin, 93, 97, 98.
Latournelle ou La Tournelle, 61, 83, 84.
Laumoy, 63.
Launay, 59.
Laurenceot, XV, XVI, XVII.
Laurens (J.), 110.
Laurent (du Bas-Rhin), XIII.
Lautrec (J.-J.), 35.
Lavareinne (J.-A. Deschamps de), 36.
Lavergne (F.-F. de), 62, 63, 64.
Lebeau (J.), 120.
Le Blanc (La demoiselle), 70.
Le Brun d'Heronval (P.-F.), 36.
Le Brun-La Houssaye, 113.
Le Carpentier, XV, XVI, XVII, XX, XXII.
Lecave (C.), 49.
Le Chapelier, 38.
Le Clerc (L.), 36.
Leclerc, 40.
Lecointre, XII, XIV, XV, XVI, XVII.
Lecomte, 45.

Lecourt de Bolscourt de Prale, 101.
Ledannois (J.), 17.
Ledieuville, 42.
Lefebvre (A.), 124.
Lefèvre, 15.
Legot, XV, XVI, XVII, XXI, XXII, XXIII.
Legrand, 63.
Legrand, curé, 106.
Leininger, 49.
Lejeune, 118.
Lémane, XV, XVI, XVII, XX, XXI, XXII.
Lemoine, 18.
Lenez (L.), 126.
Lenoir (J.-B.), 36.
Le Parmentier (J.-J.), 116.
Lequinio, XV, XVI.
Lequoy, 103.
Leroux, commis au Comité militaire, XXX, XXXIX.
Le Roux, recrue au 21e d'infanterie, 103.
Lesaux, 111.
Lescuyer, 36, 49.
Lespinasse, XXII.
Lesprit (F.), 121.
Le Tourneur (de la Manche), X, XII, XIV, XV, XVI, XVII, XX, XXI, XXII.
Le Tourneur (de la Sarthe), XX.
Leune (C.), 49.
Levavasseur, X.
Leverrier (C.), 108.
Lezey, 61.
Lhuillier, 45.
Liancourt, 58.
Lidon, XIV, XV, XVII.
*Liége*, 87, 120.
*Ligny-en-Barrois*, 108.
*Lille*, 22, 23, 26, 30, 31, 41, 43, 44, 49, 61, 65, 87, 104, 110, 112, 114, 122, 123.
*Limoux*, 104.
Lion, 94, 96.
*Lisieux*, 27.
L'Isle (M. de), 66.
Logorote, 15.
*Loire-Inférieure (Dépt de la)*, 81.
*Loir-et-Cher (Dépt de)*, 81.
Loiseau, XX.
Lolivier, X.
Lombart, 49.
Longchamp (E.), 39.
*Longueville (La)*, 48.
*Longwy*, 27, 28, 34, 57, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 79.
*Lorient*, 81.
Lot (H.), XLV.
Louët, 76.
Louis (M.), 39.
Louis (du Bas-Rhin), XXI, XXII.
Louis XV, 42.
Louis XVI, 105.
Louvet, X.
Loyvet (P.), 123.
Lückner, 26, 43, 54, 55, 56, 57, 63, 66, 67, 68, 79, 87, 88, 89, 103, 104.
Ludivry, 15.
*Lyon*, 69, 72, 75, 77, 100, 106.

Macaire (J.-F.), 123.
Magnée (B.-J.), 49.
Maillard (J.-B.), 36.
Mailliet (E.-H.-J.), 119.
Malbernat, 109.
Mallet (C.-P.), 120.
Mallet, conventionnel, XV, XVI.
Malot (P.), 19.
Malquin, 105.
Maltête (La dame), 17, 114.
Malus, XXXV, 22, 23, 43, 49, 102.
*Manche (Dépt de la)*, 80.
Manouvrier, 18.
Marassé, 15, 41, 43, 117.
Maravel, 112.
*Marchiennes*, 18, 117.
*Marcoing*, 120.
Maréchal (Bon), 87.
*Marly (Nord)*, 47.
Marmet (L.-A.), 56.
Marre, 49.
*Marsal*, 68.
*Marseille*, 73, 97, 99, 106.
Marteau (A.), 36.
Martin (D.), 36.
*Marville*, 37.
Mascaron (De), 44.
Massin, 75.
Massion l'aîné, 49.

Massoulard (F.), 118.
Mathias, 84.
Mathieu, 22, 45.
Mathurin (N.), 16.
*Maubeuge*, 15, 16, 17, 21, 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 51, 52, 53, 56, 61, 88, 102, 104, 113, 117, 129.
Mauduit, 86.
Maugé, 25.
*Maulde (Camp de)*, 17, 32, 33, 34, 35, 38, 39, 40, 42, 45, 46, 50, 51, 53, 111.
Maximin, 76.
Mazerac (Fournier), 109.
*Meaux*, 103.
Melbeck (A.), 68.
Melet (De), 68.
Melletier, 117.
*Melun*, 38.
Mendeler, 34.
*Menin*, 88, 89.
Menou (B^on^ de), VIII, XXV, XXVI.
Menou (L.), 20.
Mercier, 124.
Merlet, X.
Merlin (de Douai), XIII, XIV, XV, XVI.
Merlin (de Thionville), XIII, XXI, XXIII.
Métayer, 50.
*Metz*, 58, 61, 63, 68, 100, 103, 129.
*Meulan*, 83.
Meun, 54.
Meunier, 14, 27.
Meurant, 20.
Meuroy, 95.
*Mézières*, 37, 61, 79, 129.
Miaczynski, 21, 127.
Michaud, XVI.
Michel, lieutenant-colonel, 61.
Michel (J.), sous-lieutenant, 50.
Michelon de Marbareau (E.-V.), 36.
*Midi (Armée du)*, XLV, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 81, 111, 130.
Milhaud, XIII, XIV, XVI, XVII, XX, XXI, XXII, XXIII.
Millin-Grandmaison, 74.
Millot, 122.
Miot (J.-B.), 50.
Mirabeau (C^te^ de), VIII.
Mirabeau (V^te^ de), VIII.
Miranda, XXVII, 87.
Mocquot de Laguerre, 23.
Molez (F.-J.), 39.
Molletz (L.), 119.
Monard (De), 37.
*Moncontour*, 20.
Monestier (B.), 36.
Monestier (du Puy-de-Dôme), 36.
Mongenot, 114.
Monier, 73.
*Mons*, 46.
Montaigu (A.-C. Basset), 39.
Montargis (E.-S.), 39.
*Mont-d'Haure (Camp du)*, 37, 59.
Montée (I.), 124.
Montesquiou (De), 72, 108.
*Monteux*, 70.
*Montfaucon*, 102.
*Montmédy*, 56.
*Montmirail*, 116.
Montmorency (C^te^ Mathieu de), VIII.
*Montpellier*, 84, 109.
*Montreuil-sur-Mer*, 95.
Monvoye, 85.
Morabin, 50.
Morambert (J.-B.-L.), 50.
*Morbihan (Dép^t^ du)*, 81.
Moreau, commandant de la garde nationale de Razes, 98.
Moreau, greffier du juge de paix de Marchiennes, 18.
Moreau, 78.
Moreton, 14, 21, 22, 23, 29, 30, 31, 54.
Morlet, 16, 20, 43, 102.
*Mortain*, 80.
*Mouans-Sartoux*, 76.
*Moux*, 107.
*Mouzon*, 40.
Muznan (G.), 116.

*Nantes*, 81.
Narbonne (De), 102.
Nassau-Usingen (P^ce^ de), 87.
Naudet, 74.

*Navarreins*, 102.
Necker, 77.
*Neuf-Brisach*, 105.
*Neufchâteau*, 58, 99.
*Neukirch*, 104.
Neuville (J. Parat de), 39.
Nicéville (J.-F.), 124.
*Nîmes*, 81, 105.
Nivese, 96.
Noailles (V^te de), VII, VIII, 78, 101.
*Nord (Armée du)*, XLIV, XLV, 14 à 60, 64, 65, 66, 79, 86, 110, 113 à 127, 129.
*Nord (Dép^t du)*, 17, 20, 23, 26, 30, 31, 32, 47, 65, 102, 116, 118, 121, 123.

Obeuf (S.-A.), 118.
Ogier, 98.
Olivier (D'), 97.
O'Moran, 23, 24, 60, 87, 88, 111, 123, 124.
*Orange*, 70, 73.
Orbay-de-la-Noue, 33.
*Orgon*, 83.
*Orne (Dép^t de l')*, 38.
Ossent (L.), 36.
*Ostende*, 87.
Oudart (T.-J.), 121.

Pacot, 99.
Paignal, 58.
Pajot, 98.
Paliol (J.-A.), 36.
Pamart (Scholastique), 21.
Panat (M^is de), VIII, IX.
Paris (M.-A.), 17.
Paris, maréchal de camp, 37.
Paris, XXIX, XXXVI, XXXVIII, XXXIX, 25, 27, 28, 29, 54, 56, 57, 59, 60, 61, 67, 68, 69, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 94, 96, 97, 100, 101, 102, 106, 109, 110, 111.
*Paris (Force armée de)*, XIX.
*Paris (Sections de)*: — de l'Arsenal, 93; — de la Croix-Rouge, 105; — de la Fontaine de Grenelle, 93; — de la Fontaine-Montmorency, 104; — de la Halle au Blé, 93; — de Mauconseil, 91, 92, 93, 94; — de Notre-Dame, 93; — de l'Oratoire, 112; — du Palais-Royal, 93; — du Ponceau, 93.
Pascal-Kerenveyer, 87, 88.
*Pas-de-Calais (Dép^t du)*, 24, 32, 49, 65, 95, 103, 110, 115.
Pastoret, 89.
*Pau*, 69.
Pavin de Fontenay, 74.
Payen (F.), 51.
Payen de la Rosière (J.-A.), 36.
*Pays-Bas*, 120.
Pelletier, 16, 25, 28.
Peniaux, 125.
Pénières, XXI, XXIII, XXXIX.
*Pépinville (Château de)*, 59.
Péraldy, 15, 129.
Pérignon, X.
Péronne, 24, 58.
*Perpignan*, 81.
Perrin, conventionnel, XV, XVI.
Perrin (A.), sergent, 36.
Persin-Dubois (J.-F.), 51.
Pessonneaux, 43, 125.
Petiet, 43.
Petion, 102, 106.
Petit, capitaine, 62.
Petit, lieutenant-colonel, 40.
Petitjean, XV, XVI.
Petitpas, 15.
Peyssard, XIV.
*Pézenas*, 110.
Picardie, 99.
*Pierre-Fontaine*, 37.
Piffaut-Neully, 36, 40.
Pingré (De), 112.
*Plobsheim*, 58, 67, 106.
*Plombières*, 55.
Poichet (P.), dit Prudent, 37.
Point, 90, 93, 94.
Poitevin, 51.
*Poix-de-la-Somme*, 100.
Poli (De), 87.
Poncet, 66.
Ponnat, 51.
Ponsart (H.), 37.
Ponsart (J.-J.), 37.
*Pont-de-Veyle*, 68.
*Pont-Lévêque*, 101.

*Pont-sur-Sambre*, 14, 21, 27, 36, 38, 42, 46, 51, 111.
*Port-au-Prince*, 86.
Pouget, 37.
Poultier, XIII, XV, XVI, XVII, XX.
Pourtalès, 51.
Poutier, 51.
Poux-Landry (A.), 107.
Prieur (J.-B.), commissaire ordonnateur, 67.
Prieur (de la Côte-d'Or), XV, XXI, 130.
Prieur (de la Marne), XV.
*Prisches*, 120.
*Procourt*, 64.
Prouchet, 99.
Proudent, 111.
*Prouvy*, 17.
*Prully (Abbaye de)*, 48.
*Prusse*, 42, 63.
Puget-Barbantane, 112.
Puthod, adjudant général, 19, 27, 53.
Puthod, 60, 65.
*Pyrénées (Dépt des Basses-)*, 69.
*Pyrénées-Orientales (Armée des)*, 87, 109.
*Pyrénées-Orientales (Dépt des)*, 81.

*Querenaing*, 23, 40.
Quesnot (Cne P.), 51.
*Quesnoy (Le)*, 15, 19, 21, 22, 23, 31, 40, 41, 42, 53, 66, 120, 121, 122.
*Quiévrain*, 45, 50, 117.
Quinette, 129.

Rabaut-Saint-Etienne, 38, 84.
Raincourt (De), 68.
*Raismes*, 17, 48, 49.
Ramainvilliers (De), 109.
Ramel, 87.
Ravestin, 22, 24, 51, 114.
Ravet (J.-B.-J.), 37.
*Razes*, 99.
Rebecque, 101.
*Reims*, 28.
Reinhard (C.), 83.
*Remiremont*, 81.
Remoiscenet, 16, 28, 113.
Remyon (La dame), 22.
Renard (C.-J.), 39.
*Rennes*, 61.
Renouf, XXXIX.
Reubell, XII, XVII, XXI, XXII.
Reynau, 77.
Reynier de la Tour, 61.
*Rhin (Le)*, 67.
*Rhin (Armée du)*, 56, 67, 104, 129.
*Rhin (Dépt du Bas-)*, 56, 82, 104.
*Rhin (Dépt du Haut-)*, 130.
*Rhône (Dépt du)*, 69.
Richard, XX.
Richardot (J.-E.-M. de), 37, 86, 87, 88, 112.
*Richemont*, 63, 87.
Richoux, 51.
Rieunier, 15, 16, 19, 21, 26, 53.
Rigaut (L.-C.-F.), 123.
Rissan (De), 68.
Rissé (De), 88, 103.
Ritter, X, XI, XXI, XXIII, 130.
Rivaud, XIII, XV, XXI, XXIII.
Rivaz (J.-P. de), 69.
Rivoire, 15, 26, 28, 113.
Robespierre, 83.
Rochambeau, 47.
*Rochefort (Charente-Inférieure)*, 78.
*Roche-Guyon (La)*, 91, 94, 95, 96.
*Rochelle (La)*, 8, 83.
Rochette, 16, 17.
Roger (?), XIV.
Roland, ministre, 67.
Romain, 16.
Roqueville (De), 98.
Rossan, 40.
Rostaing (Mis de), VIII, IX.
Rottembourg (De), 110.
*Rouen*, 58, 82.
Rouillon-Boislambert, 40.
Roussy, 83.
Roux, 47.
Roux (J.-B. de), 37.
Roux (L.-A. de), 37.
Rouyer, XIV, 109, 130.
Rovère, XXI, XXII.
Ruault, 78.
Ruttenberg (A.), 52.

Sachon (L.-J.), 52.
*Saint-Amand*, 29, 30, 45, 47, 49.
*Saint-Brieuc*, 80, 105.
*Saint-Calixte-d'Hornaing*, 19.
*Saint-Claud-sur-le-Son*, 63.
*Saint-Cyprien*, 112.
*Saint-Dizier*, 116.
*Saint-Domingue*, 38, 86.
*Saint-Germain-en-Laye*, 100.
*Saint-Jean-d'Hornaing*, 19.
Saint-Just, XIV.
*Saint-Lô*, 110.
Saint-Martin, 52.
*Sainte-Menehould*, 103.
*Saint-Omer*, 38.
*Saint-Pancré*, 60.
*Saint-Quentin*, 41.
*Saint-Saulve*, 24.
Salengros, 22.
Sallengros, XIV, XV, 129.
Salmon (L.-X.), capitaine au 2e bataillon de la Meurthe, 37.
Salmon, capitaine au 99e d'infanterie, 61.
Salon, 100.
*Sambre (La)*, 56.
Santerre, 55, 80, 109.
*Saône (Dépt de la Haute-)*, 82.
Sappel, 61, 68.
*Sarreguemines*, 62, 63.
*Sarrelouis*, 39, 68.
*Saumur*, 110.
*Savoie*, 6, 106.
Savreux (L.-J.), 86.
Saxe (Maréchal de), 58, 106.
Schallk, 15.
Schmitt (Von), 64.
Schnyder de Wartensee (F.-A.), 126, 127.
*Sedan*, 15, 25, 28, 34, 35, 57, 58, 59, 61, 66, 81, 129.
Ségur (De), 74.
*Seine-Inférieure (Dépt de la)*, 82, 103.
Sénarmont (De), 55, 56.
Sénéchal (P.), 39.
*Senlis*, 78.
Sergent, 92.
Serres, XV.
Servan, 18, 32, 43, 54, 55, 65, 68, 85, 104, 109, 115.
Sevestre, XXII, XXIII.
*Seyne (La)*, 71.
Seyssel, 52.
*Sézanne*, 116.
Sicard, 61.
Sillery, XIII, XIV, XV.
Simond, XIII.
Sinety, 76.
Sionville, 62.
*Soissons*, 54, 103, 107.
*Somme (Dépt de la)*, 32, 49, 66, 115.
*Sommesous*, 116.
Soubrany, X, XI, XIII, XV, XX, XXI, XXIII.
Soudeux, 100.
Sourine (A.-F.), 99.
Soyez, 19.
Sprope (P.), 52.
*Steenvoorde*, 87.
*Stenay*, 60.
Stengel, XXVII, 59.
Stettenhofen, 88.
Sthiel, 18.
*Strasbourg*, 66, 67, 77, 82, 102, 104, 105.
Sueur (R.), 52.
*Suisse*, 18, 20, 26.
Syprien, 37.

Taffoureau, 126.
Taillefer, XV, XVI.
*Taisinières-sur-Hon*, 105.
Talot, XVI, XVIII, XX, XXI, XXII, XXIII.
Target, 38.
Tauffenberger (M.), 61.
Tessier, dit La Tulipe, 52.
Thévenard, 84.
*Thiant*, 17, 52.
Thiboust, 40.
Thiele (A.), 52.
*Thionville*, 28, 35, 63, 103.
Thomas, 15.
Thomassin (C.), 37.
*Thun*, 83.
*Tiercelet*, 59.
Tondut (J.), 109.
*Toulon*, 70, 71, 72, 75, 76, 77, 112.

Toulongeon (De), VIII, 98.
*Toulouse*, 87.
Tourbe, 23.
*Tourlaville*, 80.
*Tournon*, 78, 97.
*Tournoux*, 72.
Tourville (De), 14.
Toussaint, 53.
Traime, 18.
*Trélon*, 121, 126.
Trémondrie, 38.
Tricotel (D.), 37, 117.
Tricotel (F.-L.), 37, 114, 117.
Triolet (C.), 22.
Triozon, 56.
Truguet, 71.
Trullard, XII, XVI, XX.
Try (Provost de), 37.
*Tulle*, 100, 102.
*Tullins*, 69.
Turpin, 111.
Tyrion, 68.

Urre (J.-F.-J.-B. d'), 61.
Urre (L. d'), 37.
Uzès (Duc d'), 110.

Vacquié, 95.
Vaillant, commissaire ordonnateur, 86.
Vaillant, 121.
Valbert, 36.
Valck (H.-E.), 38.
*Valence*, 73, 85, 97.
*Valenciennes*, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 35, 38, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 58, 101, 112, 113, 114, 115, 117, 118, 121, 127, 129.
Vandamme, 110.
Vanderbès, 18.
Vandertoot, 18.
Vanhamme (H.), 53.
Vaniéville, 62.
*Vannes*, 81.
*Var (Armée du)*, 72, 74, 76
*Var (Camp du)*, 74.
*Var (Dépt du)*, 70, 73.
Varigny, 55.
Varlet, conventionnel, XXI, XXII, XXIII.
Varlet, commandant de la garde nationale de Hesdin, 90, 91, 92, 95, 96.
*Vaucluse (Dépt de)*, 70.
Vaugeois, 108.
Vaujours (De), 46, 53.
*Vaux (Camp de)*, 34.
Vercier (H.), 39.
Verdes, 53.
Verdez (P.-J. Leclerc de), 38.
*Verdun*, 28, 54, 112.
Vergnes, 88.
Vernier (J.-P.), 21.
*Vernon*, 94, 95, 96.
Verron, 79.
*Versailles*, IX, 55, 85, 106.
*Vervins*, 34.
*Vesoul*, 82.
Vetter (J.), 38, 53.
Vicaut, 15.
*Vicoigne*, 17.
*Vienne (Isère)*, 105, 106.
Viennet, X, XV, XVI, XVII, XXI, XXII.
Viez, 116.
Viguier, 100.
Villeauroux, 62, 63.
*Villedieu-les-Poëles*, 80.
Villemarceau (N.), 77.
Villeminot, 110.
*Villers-le-Rond*, 35, 57, 58.
Villetard, XX, XXI, XXII.
Vincent, XXXV.
*Vire*, 16.
*Vitry-le-François*, 116.
*Vosges (Dépt des)*, 82.
Vouillers, 50, 111.
Vouley, 53.

*Wavrechain-sur-Denain*, 20.
Westermann, XXVII.
Willemin (A.), 38.
Wimpffen (Bon de), VII, VIII.
Wisch (De), 62.

*Yonne (Dépt de l')*, 82, 105.

Imp. Oberthur, Rennes (2022-12).

DC
141
C3

Caron, Pierre
Les papiers des comités militaires de la Constituante

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY